

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

LE
CRÉDIT MARITIME
MUTUEL

Ses Rapports avec le Crédit Agricole et ses Résultats
sur le Littoral Breton

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

Soutenue devant la Faculté de Droit de Bordeaux

le 6 mai 1924, à 2 heures du soir

PAR

Etienne PENNOBER

Commissaire de la Marine

— 101 —

BORDEAUX

IMPRIMERIE J. BIÈRE

18-20-22, rue du Peugue

—
1924

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

LE
CRÉDIT MARITIME
MUTUEL

Ses Rapports avec le Crédit Agricole et ses Résultats
sur le Littoral Breton

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

Soutenue devant la Faculté de Droit de Bordeaux

le 6 mai 1924, à 2 heures du soir

PAR

Etienne PENNOBER

Commissaire de la Marine

BORDEAUX

IMPRIMERIE J. BIÈRE

18-20-22, rue du Peugue

—
1924

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

Professeurs honoraires : MM. SAUVAIRE-JOURDAN,  I.; BARDE  I.

MM. DUGUIT, O.   I., *Doyen*, professeur de *Droit constitutionnel et administratif*.

DE BOECK,  I., *Assesseur du Doyen*, professeur de *Droit international* et chargé d'un cours de *Droit international privé* (Licence).

BENZACAR,  I., professeur d'*Economie politique* et chargé d'un cours de *Législation financière* (3^e année).

FERRON,  I., professeur de *Droit commercial*.

FERRADOU,  I., professeur d'*Histoire du droit* et chargé d'un cours d'*Histoire du droit*. (Doctorat).

MARIA,  I., professeur de *Droit romain*.

MARGAT,  I., professeur de *Droit civil* et chargé d'un cours de *Droit civil*. (Capacité).

BONNECASE,  A., professeur de *Droit civil* et chargé d'un cours de *Droit maritime* (3^e année).

PALMADE,  A.  professeur de *Droit civil* et chargé d'un cours de *Droit civil* (Capacité).

VIZIOS, professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours de *Droit civil comparé*. (Doctorat).

PIROU,  A., professeur d'*Economie politique et science financière* et chargé d'un cours d'*Histoire des doctrines économiques*.

BONNARD,  I., professeur de *Droit administratif* et chargé d'un cours de *Droit constitutionnel*. (Doctorat).

POPLAWSKI, professeur de *Droit criminel* et chargé d'un cours de *Législation industrielle*.

BOYÉ, chargé du cours de *Droit romain* (2^e année) et du cours de *Pandectes*.

M. MONTIGAUD,  I., *secrétaire*.

Mme COSTES, *commise au secrétariat*.

M. SALINGARDES,  I., *bibliothécaire*.

COMMISSION DE LA THÈSE

MM. PIROU, professeur d'*Economie politique et*

Science financière *Président*

DUGUIT, professeur de *Droit constitutionnel et administratif* } *Suffragants*

BONNECASE, professeur de *Droit civil* .. }



A MON PÈRE, A MA MÈRE

*En témoignage de ma reconnais-
sance et de mon affection.*

A MON FRÈRE SEBASTIEN PENNOBER

OFFICIER DU CORPS DE SANTÉ DE LA MARINE
DOCTEUR EN MÉDECINE
LICENCIÉ ÈS SCIENCES.

A MES MAÎTRES DE LA FACULTÉ

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE

MONSIEUR LE PROFESSEUR G. PIROU

A qui nous exprimons ici notre reconnaissance pour la bienveillance qu'il nous a toujours témoignée et pour le grand honneur qu'il nous fait d'accepter la présidence de cette thèse dont il nous a inspiré le sujet.

INTRODUCTION

De la nécessité d'un crédit maritime mutuel

Trop peu de personnes s'intéressent en France aux choses de la mer et trop peu les connaissent. La pêche et le commerce du poisson sont, en effet, des questions peu sensationnelles et beaucoup même sourient de leur voir attribuer une telle importance. Et pourtant s'il est, à l'heure actuelle, un problème de très haut intérêt, c'est, sans conteste, celui de l'augmentation sans cesse croissante du coût de la vie. Aussi, en ce temps où la viande nécessaire à la consommation familiale atteint des prix presque prohibitifs, la question du « cheptel marin » ne saurait laisser personne indifférent.

Le grand public est intéressé au premier chef à ce que le poisson lui soit fourni en abondance et dans des conditions de fraîcheur parfaite.

Aussi une industrie capable de faire vivre plus de deux cent mille personnes et de fournir à la population une nourriture à la fois saine et peu coûteuse, mérite de retenir l'attention de tous ceux qui s'intéressent à la prospérité de la France et au bien-être de sa population.

Or la France est admirablement placée au point de vue du ravitaillement en cheptel marin. Ses côtes sont poissonneuses, ses marins sont nombreux et habiles. D'où

vient qu'une pareille richesse demeure encore inexploitée dans sa plus grande partie? Les raisons en sont multiples, mais il faut avouer, avant tout, que rien ou presque rien, jusqu'à ces dernières années, n'a été fait en France pour le commerce du poisson de mer. Il n'est plus extraordinaire, dès lors, que les pêcheurs ne puissent réussir que bien médiocrement dans cette entreprise.

Une telle situation, il y a quelques années, a ému, à juste titre, les pouvoirs public qui, depuis, ont entrepris une vigoureuse action pour arriver à un développement rationnel de la pêche sur nos côtes. Les parlementaires se sont attachés à vulgariser par leurs discours ces idées pourtant si simples dans le but de fortifier : « Cette industrie de la mer si longtemps méconnue chez nous, souffrant de mille maux divers, et dont le moins que l'on puisse dire cependant, est qu'elle se trouve aussi nécessaire au relèvement, à l'essor de notre pays, à l'avenir de la plus grande France que l'air lui-même l'est à notre vie¹ ».

Une première condition, *sine qua non*, de l'intensification de la pêche du poisson et de sa vente rémunératrice était une réorganisation des ports de pêche. Notre flotte de chalutiers est assez nombreuse, sur notre côte ouest notamment, mais elle se trouve dispersée dans trois ports : Lorient, La Rochelle et Arcachon, ports dont le chiffre d'affaires n'est pas négligeable, mais qui, pris individuellement, ne peuvent pas être considérés comme constituant chacun un véritable port de pêche. Il leur faut, avant tout, des moyens de communication nom-

1. Discours de M. Rio, sous-secrétaire d'Etat à la marine marchande (juillet 1922).

breux et rapides avec l'intérieur ainsi qu'un outillage moderne. Les chambres de Commerce et les pouvoirs publics l'ont enfin compris et la construction de deux ports de pêche a été décidée l'un à Lorient, l'autre à La Rochelle. Malheureusement l'insuffisance actuelle des crédits disponibles a obligé la cessation des travaux du port de La Rochelle.

La vie moderne qui a été la cause de modifications si profondes dans les diverses industries a donc entraîné dans son tourbillon celle de la pêche maritime mais il ne faudrait pas croire que ce fut sans heurts et sans résistances.

Si, en effet, la grande pêche semble prendre, chaque jour, un essor de plus en plus grand, il reste une catégorie de pauvres gens dont le sort, quoique digne d'intérêt, demeure assez aléatoire : nous voulons parler des petits pêcheurs côtiers. La petite pêche côtière, en effet, s'efface de plus en plus à mesure que la pêche industrielle à vapeur se développe. Or, s'il est bien certain que la pêche côtière ne peut à elle seule alimenter un commerce puisqu'elle peut parfois même à peine arriver à faire vivre ceux qui la pratiquent doit-on, pour cela, la laisser s'éteindre? Certains économistes font valoir que la transformation de la pêche n'étant qu'un simple déplacement des manifestations de l'activité humaine, l'accroissement de richesses qui en résulte doit profiter à la masse toute entière. Cet argument est théoriquement vrai mais nous ferons remarquer que ce déplacement, comme toutes les grandes transformations industrielles d'ailleurs, est une véritable bataille, un « struggle for life » qui menace de faire bien des victimes. Au surplus, la nécessité d'un peuple de petits pêcheurs côtiers se fait et se fera toujours

sentir tant au point de vue national puisqu'ils forment le noyau de notre marine de guerre en qualité d'inscrits maritimes qu'au point de vue économique en ce qui concerne la pratique des pêches saisonnières comme celle de la sardine. Le nombre des pêcheurs côtiers est environ de 120.000 en France et si l'on y ajoute les exploitants d'au moins 30.000 parcs ostréicoles concédés sur le domaine public maritime, on arrive au chiffre minimum de 150.000 personnes vivant de ce qu'il est convenu d'appeler la petite pêche. Et encore nous éliminons de cette statistique les ouvriers des industries annexes et les femmes employées dans les usines de conserves.

On reconnaîtra aisément que les intérêts de cette population valent tout de même bien la peine d'être défendus. Aussi lorsque l'on s'est aperçu, en France, que la presque totalité du poisson consommé était fournie par la pêche au large, on s'est demandé ce qu'allaient devenir les pêcheurs côtiers et on s'est préoccupé des mesures à prendre pour leur venir en aide.

C'est de 1906 que date en France une véritable institution de Crédit mutuel destinée à la fois à fournir aux petits pêcheurs l'argent nécessaire pour leur permettre d'acquérir tout ce qui leur est utile pour exercer leur profession et à mettre à la disposition des concessionnaires d'Etablissements de pêche, sur le domaine maritime, tous les moyens financiers qui leur permettront de tirer de leur industrie le plus grand profit.

Cette loi ne donna pas les résultats qu'on en attendait car un régime d'association et de coopération devait fatalement se heurter au particularisme étroit de nos pêcheurs. On dut réorganiser l'institution; ce fut l'œuvre d'une loi de 1913.

Actuellement encore les pêcheurs de la Méditerranée se montrent toujours rebelles et la coopération ne trouve guère son application que sur la côte catalane. Il n'en est pas de même de nos pêcheurs bretons dont l'éducation est entièrement faite à ce sujet. Aussi bornerons-nous notre Etude au fonctionnement du crédit maritime mutuel dans la région bretonne.

PREMIÈRE PARTIE

Historique et développement du crédit maritime mutuel.

S'il est vrai que la France tient une place honorable sinon prépondérante dans l'organisation de la mutuelité et des associations coopératives de crédit susceptibles d'aider le pêcheur dans l'exercice de sa profession, il n'en reste pas moins qu'elle a rencontré dans l'élaboration de cette œuvre bien des obstacles sérieux dont elle n'a triomphé qu'à l'issue d'une lente évolution dont nous allons maintenant retracer les diverses phases,

CHAPITRE PREMIER

Genèse de l'institution du crédit maritime.

L'origine du crédit maritime est plus ancienne qu'on ne se l'imagine bien souvent. C'est, en effet, dans une circulaire du 31 décembre 1899 et relative au fonctionnement des sociétés mutuelles entre marins qu'il est question, pour la première fois, d'un « crédit mutuel ». « Les assurances du matériel pourraient même conduire à l'organisation du crédit mutuel parmi les gens de mer par l'affectation statutaire d'une partie du fonds de réserve à des prêts que le Conseil d'Administration pourrait être autorisé à conclure moyennant certaines garanties au profit des adhérents en vue de l'achat d'engins de pêche et même de bateaux... il y a là un ordre d'études intéressantes qui pourront dans l'avenir être fécondes en résultats utiles et qu'il convient de recommander tout particulièrement à l'attention des administrateurs de l'Inscription maritime des divers quartiers¹ ».

Tous les avantages signalés par cette circulaire ne furent d'ailleurs guère compris de nos populations côtières, et lorsqu'en 1905 le conseil des ministres décida d'organiser un crédit maritime mutuel sur les bases du crédit agricole une enquête démontra qu'il n'existait sur le lit-

1. Circulaire du 31 décembre 1899, § 5,

toral que quelques rares sociétés consentant des avances à leurs adhérents (notamment à Dunkerque, Tréguier, Camaret, Guilvinec, Penmarch, L'île Tudy, Le Croisic, Noirmoutier et Toulon).

C'est alors que le Département de la marine imagina la création d'une « caisse nationale de Prêts ». Le projet fut soumis à la « Commission de répartition des primes à la marine marchande » qui l'approuva et vota en même temps une première mise de 750.000 francs en vue de doter la caisse des prêts d'un premier fonds de roulement. Un deuxième crédit de 10.000 francs fut voté l'année suivante, en 1906, ce qui portait à 760.000 francs le total des sommes affectées au crédit maritime.

Toutefois, ces efforts faits par le gouvernement en 1905 demeuraient insuffisants car il fallait encore songer à garantir et à faciliter les diverses opérations ayant trait à l'industrie de la pêche côtière. Aussi, tout en préparant la constitution d'une caisse nationale des prêts, le Département de la marine rédigea une disposition spéciale qui devait être incorporée sous forme de deux articles à la loi des finances de 1905. Elle avait pour but d'autoriser la création de sociétés de crédit maritime. Mais dans sa séance du 22 mars 1906 la chambre des députés décida de disjoindre de la loi des finances ces deux articles concernant les sociétés de crédit. Cette disposition fut donc reprise à nouveau et discutée seule, à la Chambre des députés le 10 avril 1906 et au Sénat le 13 avril de la même année.

Il nous paraît intéressant de reproduire ici quelques passages succincts du compte rendu de la Commission de la Marine :

« Une crise terrible sévit depuis plusieurs années sur

l'industrie de la pêche. Le projet a pour objet d'essayer dans la mesure du possible de la conjurer.

« La pêche à vapeur a pris en France une extension considérable. Les pêcheurs côtiers ne travaillent plus que dans les zones du littoral appauvries par des pêches intensives ou par l'abus d'engins qui détruisent le frai. Ils doivent à tout prix entreprendre d'autres pêches et s'aventurer au large sur des bateaux capables de tenir la mer par tous les temps.

« D'autre part la pêche du poisson migrateur comme la sardine ne peut être pratiquée qu'à l'aide d'appâts dont le prix a doublé et même triplé depuis quelques années et ne se trouve plus à la portée de la bourse des pêcheurs...

« Pour conjurer les effets de la crise dont ils souffrent les marins bretons ont formé un assez grand nombre de caisses locales de crédit maritime qui fonctionnent déjà. A la tête de ces organismes se trouve placé un « office de renseignements » qui renseigne le syndicat et les marins sur les offres d'appâts faits par la France et l'étranger. L'exemple de la Bretagne ne tardera pas à être suivi ailleurs...

« Toutefois, réduites à leurs seules ressources, les sociétés locales ne peuvent rien entreprendre de bien sérieux. C'est pourquoi il faut aider les pêcheurs, leur procurer le crédit nécessaire pour l'achat de bateaux leur permettant d'atteindre la haute mer, de leurs accessoires et aussi de filets, de lignes et surtout des rogues et autres appâts. Pour cela il faut leur faire des avances. L'institution du crédit maritime les leur fournira. L'argent nécessaire aux avances à consentir aux pêcheurs sera fourni par la caisse des Invalides qui, aux termes de l'article 21 de la loi du 7 avril 1902 perçoit un tiers de la rete-

nue du 6 % des primes de la marine marchande pour subvention à des institutions « utiles » aux marins.

« Il s'agit de faire pour les pêcheurs et pour leurs associations syndicales ce qui a été fait pour les syndicats et associations agricoles.

« On ne saurait faire œuvre plus utile ¹ ».

C'est ainsi qu'au lieu de figurer dans la loi des Finances de 1905 cette disposition, discutée ainsi que nous l'avons relaté ci-dessus, à la Chambre et au Sénat, aboutit au vote de la Loi du 23 avril 1906 qui a étendu aux gens de mer la Législation plus ancienne du crédit agricole ².

1. Compte rendu de la Commission de la marine, projet de loi n° 3198.

2. Loi du 5 novembre 1894.

CHAPITRE DEUXIÈME

Le crédit maritime mutuel sous la Législation de 1906-1909-1910.

Cette législation, au cours de laquelle nous allons voir l'institution se développer et se fortifier — mais non sans vicissitudes — comporte elle-même trois phases bien distinctes :

INSTITUTIONS DES SOCIÉTÉS LOCALES

(Loi du 23 avril 1906).

Le parlement estima tout d'abord que la création d'un organisme unique : la société locale, suffirait à assurer aux pêcheurs un service de prêts individuels à court terme. La société de crédit maritime fonctionnait, dès lors, conformément au schéma que nous reproduisons et commentons ci-dessous :

M. Durand, marin-pêcheur et membre de la société de crédit maritime adressait à la caisse locale de crédit, au 1^{er} janvier par exemple, une demande de prêt de 400 fr. pour achat d'engins de pêche. Si la caisse de C. M. consentait à faire ce prêt pour trois mois à 4 % d'intérêts, elle ne versait à M. Durand que la somme de 396 francs.

En retour M. Durand déposait entre les mains de la société et à son nom un billet de 400 francs.

Le mois suivant, la société de crédit escomptait le billet à la Banque de France. Le taux de l'escompte étant de 3,50 % elle recevait 397 fr. 67.

Enfin, le troisième mois, la Banque de France encaissait le billet auprès de M. Durand et percevait 400 fr.

En fin de trimestre le bilan s'établissait ainsi :

M. Durand perdait : $+ 396 - 400$ fr. = 4 francs qui se trouvaient gagnés en partie par la caisse locale de C. M. pour : $- 396 + 397,67 = 1$ fr. 67 et par la Banque de France pour $- 397,67 + 400 = 2$ fr. 33.

M ^r Durand, Emprunteur (membre de la Société de C. M.)	Société Locale de Crédit, Prêteur (intérêts à 4 % pendant 3 mois)	Banque de France (Escompte à 3.50 % pendant 2 mois)
1 ^{er} janvier : + 396 f.	1 ^{er} janvier : — 396 f.	
	1 ^{er} février : + 397 f. 67	1 ^{er} février : — 397 f. 67
1 ^{er} avril : — 400 f.		1 ^{er} avril : + 400 f.
Bilan — 4 f.	+ 1 f. 67	+ 2 f. 33

Telle fut l'application pratique de la Loi du 23 avril 1906. Quels en furent les résultats?

Nous devons ici rendre hommage au département de la marine pour la rapidité avec laquelle il mit tout en œuvre pour assurer, dès la promulgation de la Loi du 23 avril 1906, l'organisation pratique du crédit maritime.

Une circulaire du 9 juillet 1906 (*Bulletin officiel* 641) prescrivit notamment aux administrateurs de l'Inscription maritime de faire tous leurs efforts en vue de créer, tout d'abord, des syndicats professionnels partout où il n'en existait pas, et de les développer là où ils n'étaient pas en nombre suffisant. « Les syndicats professionnels

maritimes représentent, en effet, la base indispensable sur laquelle repose le crédit maritime ». Elle leur recommanda instamment « d'expliquer aux marins le mécanisme de l'institution récente, et de leur faire comprendre les avantages immédiats qu'ils pourraient en tirer ». Parallèlement, le département promulguait le décret du 30 juillet 1906 (B. O., 700) qui créait une : « commission supérieure de contrôle et de surveillance des sociétés de crédit maritime ».

Sur l'initiative éclairée de nos administrateurs, des sociétés locales de crédit maritime se formèrent immédiatement en Bretagne notamment à Camaret, Douar-nenez, Audierne, l'île de Sein, Guilvinec et Concarneau.

Ainsi organisé le crédit maritime était donc susceptible, théoriquement tout au moins, d'un fonctionnement régulier. En fait il devait se heurter à des difficultés pratiques insurmontables.

Deux obstacles, en effet, entravaient le fonctionnement de ces sociétés : 1^o l'insuffisance de leurs fonds de roulement; 2^o la difficulté de négociations de leurs effets en portefeuille.

Par elles seules, en effet, les sociétés locales n'avaient pas de crédit propre et (en raison des modestes ressources de leurs adhérents) ne pouvaient disposer que d'un fonds de roulement relativement minime ce qui réduisait dès lors, considérablement, le champ de leurs opérations.

De plus les effets de crédit maritime ne comportaient que deux signatures : celle de l'emprunteur et celle de la caisse locale de crédit maritime, alors que ceux présentés à l'escompte des principaux établissements de crédit doivent pour être acceptés se trouver obligatoi-

rement revêtus des trois signatures : 1° de l'emprunteur 2° de la Société locale, 3° d'une Société de crédit, intermédiaire entre la société locale et l'établissement bancaire. Dans ces conditions, il est évident que les sociétés de crédit maritime ne parvenaient que difficilement à négocier leur portefeuille puisque la garantie d'une troisième signature faisait défaut.

C'était là — remarquons-le tout de suite — une bien grande infériorité du crédit maritime sur le crédit agricole dont l'organisation avait rigoureusement tenu compte de cette nécessité. Le papier remis à l'escompte présentait la triple garantie : 1° de l'emprunteur ; 2° des sociétés locales ; 3° des caisses régionales de crédit agricole.

La grande lacune de la Loi du 23 avril 1906 fut donc de ne pas prévoir l'institution de caisses régionales intermédiaires entre les sociétés locales et les établissements bancaires.

Remarquons, toutefois, en passant, qu'on eût pu légalement instituer à cette époque des caisses régionales même sans réglementation nouvelle et conformément aux termes de la loi de 1906. On n'en constitua pas, parce que, d'après la jurisprudence même des Départements de la Marine et des Finances : « Le texte de la loi était insuffisamment clair et il y avait lieu de ne pas donner prise aux contestations ultérieures qui auraient pu se produire, notamment de la part des banques dont la collaboration à l'œuvre du crédit maritime mutuel est indispensable ».

En outre, la création de caisses régionales sans réglementation nouvelle se heurtait à un nouvel obstacle, « à l'impossibilité de les faire bénéficier du droit de consentir des avances à long terme qui, elles aussi, peuvent per-

mettre d'obtenir dans le domaine du crédit maritime des résultats importants et heureux. L'escompte pur, en effet, représenté par des billets renouvelables de trois mois en trois mois ne saurait faciliter que des opérations d'une faible portée en assurant aux pêcheurs l'achat d'appâts ou d'engins.

L'avance à long terme, au contraire, serait un moyen sérieux d'arriver au renouvellement ou à la transformation d'un matériel défectueux par rapport aux progrès réalisés dans ces dernières années ».

Ces lacunes de la Loi de 1906 se firent tellement sentir en Bretagne, qu'en l'absence d'une réglementation concernant les caisses régionales, plusieurs membres du parlement (entre autres MM. Le Bail, député du Finistère et Le Rouzic, député du Morbihan) prirent l'initiative de fonder à Quimper sous le régime de la Loi du 1^{er} juillet 1901 une « association provisoire de prêts maritimes » à laquelle il fut attribué une avance de 100.000 francs prélevée sur la dotation de 760.000 francs précédemment constituée pour le crédit maritime.

Ce fut cette louable initiative de quelques dévoués mutualistes qui fit entrer le gouvernement dans la voie d'une réforme depuis longtemps si nécessaire. En attribuant, en effet, à ces « associations provisoires » des avances, le gouvernement fit un essai de fonctionnement de ces sociétés, et c'est devant les résultats les plus encourageants de ces diverses expériences que le parlement fut incité à modifier sans retard l'œuvre de 1906. Il comprit enfin qu'il y avait lieu de créer à côté des sociétés locales et en intermédiaire entre ces sociétés et les établissements

1. 200.000 francs à Quimper, 25.000 fr. à Port-Vendres.

bancaires un organe nouveau : la caisserrégionale de crédit maritime. « Un nouvel ordre de choses doit succéder promptement à ce qui existe. Les prêts doivent être appliqués non pas seulement aux achats collectifs d'appâts, mais aussi à l'acquisition par les syndicats de bateaux chasseurs pourvus de moteurs et capables de livrer rapidement aux usines de la côte le poisson capturé par fortes chaleurs ou calme plat.

« Il est en outre urgent d'entrer dans la voie des prêts individuels afin de permettre aux pêcheurs de transformer leur matériel et d'entreprendre la pêche de haute mer ¹ ». Les réformes à réaliser, préconisées par le projet gouvernemental firent l'objet de la loi du 18 juin 1909.

INSTITUTIONS DES CAISSES RÉGIONALES

(Loi du 18 Juin 1909).

Nous avons vu que les caisses régionales de crédit maritime, prévues par le projet gouvernemental, pouvaient se constituer d'après les dispositions même de la loi du 23 avril 1906.

Aussi l'article 17 du projet qui spécifiait que « des caisses régionales de crédit maritime *pouvaient être autorisées...* » fut-il modifié, en dernier lieu, par la Commission de la marine à la Chambre des députés qui fit remarquer que : « Le Parlement *n'a pas à autoriser* la création des caisses régionales, banques de crédit maritime mutuel qui, en l'état actuel de la législation, peuvent se fonder librement² ».

1. Projet gouvernemental n° 3198.

2. Initiative de M. le Bail, député du Finistère.

Quoi qu'il en soit, ces caisses régionales, établissements intermédiaires et centralisateurs, ont un double objectif :

1^o Escompter les effets souscrits par les membres des sociétés locales et faciliter par là à ces derniers les opérations de prêts individuels à court terme qui ont trait à l'exercice de leur profession.

2^o Consentir aux sociétés locales des prêts collectifs à court terme sous réserve de deux conditions : c'est que les sociétés coopératives bénéficiaires devaient être constituées par tout ou partie des membres d'un ou de plusieurs syndicats professionnels maritimes sans avoir pour but de réaliser des bénéfices commerciaux; et quant aux avancées elles devaient avoir pour objet soit la construction ou l'achat de bateaux de pêche, d'instruments, d'engins ou d'appâts, soit l'élevage ou le parage, la conservation ou la vente en commun des produits de la pêche.

Reprenons ici l'exemple précédemment choisi pour le fonctionnement des sociétés locales sous le régime de la Loi de 1906, ce qui nous permettra de mieux comprendre les innovations apportées par la Loi du 18 juin 1909 au fonctionnement du crédit maritime mutuel :

Il s'agit toujours d'un prêt de 400 francs consenti pour 3 mois avec intérêt de 4 %. La société locale retenant les 4 % verse à Durand l'emprunteur la somme de 396 fr. et donne avis de ce versement à la caisse régionale. Cette dernière remet alors à la caisse locale la somme de 397 francs ce qui équivaut à un prêt de 400 francs de la caisse régionale à la caisse locale au taux de 3 %. En retour la caisse locale dépose entre les mains de la caisse régionale un billet de 400 francs émis par l'emprunteur au nom de la société locale et endossé par celle-ci au nom

de la caisse régionale. Telles sont les opérations du premier mois.

Le mois suivant, la caisse régionale escomptant l'effet à la Banque de France, reçoit 397 fr. 67 et l'opération se termine par l'encaissement par la Banque du billet de 400 francs auprès de l'emprunteur.

Le bilan, tel que nous le montre le schéma, est le suivant : L'emprunteur perd 4 fr., la société locale gagne 1 fr., la caisse régionale 0 fr. 67 et l'Etablissement bancaire 2 fr. 33.

Emprunteur (membre de la société)	Société locale (prêt de 400 à 4 %)	Caisse régionale (prêt de 400 à 3 %)	Etablissement de Crédit (Escompteur à 3.50 %)
1 ^{er} janv. : + 396 f.	1 ^{er} janv. : — 396 f. + 397 f	1 ^{er} janv. : — 397 f.	
		1 ^{er} fév. : + 397 f,67	1 ^{er} fév. : — 397 f. 67
1 ^{er} avril : — 400 f.			1 ^{er} avril : + 400 f.
Bilan : — 4 f.	+ 1 f.	+ 0 f,67	+ 2 f. 33

Cette fois, sous le régime de la Loi de 1909, les billets souscrits par les emprunteurs, revêtus des *trois signatures* exigées par les établissements de banque (emprunteur, société locale, caisse régionale) étaient donc susceptibles, par suite de cette garantie, d'être négociés, sans difficultés, par la caisse régionale.

Toutefois, malgré cette réforme, le fonctionnement du crédit maritime mutuel laissait encore à désirer. En effet les critiques soulevées quant à l'organisation des sociétés locales pouvaient encore être opposées, et dans la même forme, aux caisses régionales elles-mêmes. Sans

doute nous avions bien la garantie de la troisième signature qui nous faisait précédemment défaut, mais, de même qu'autrefois pour les sociétés locales, la faiblesse du capital social dont disposaient les caisses régionales obligeait ces dernières à négocier leurs titres en portefeuille le plus rapidement possible, voire même au lendemain de leur réception. Il en résultait une accumulation anormale de ces effets entre les mains des sociétés financières, ce qui diminuait d'autant le crédit des caisses régionales.

Il était donc indispensable que les caisses régionales possédassent, et cela aux meilleures conditions possibles, un fonds de roulement relativement élevé. Mais comment se procurer un tel fonds? par appel aux adhérents? Etant donné la qualité même des membres des diverses sociétés cette voie apparaissait comme quasi-impossible. La seule ressource était de s'adresser à l'Etat lui-même et c'est ce qui fut fait par une loi du 25 mars 1910 :

AVANCES DE L'ETAT AUX CAISSES RÉGIONALES (Loi du 25 mars 1910).

La loi du 25 mars 1910 vint donc satisfaire aux desiderata des caisses régionales en décidant qu'elles pourraient recevoir de l'Etat des avances sans intérêts, prélevées sur un fonds spécial (fonds du 2 % des primes à la marine marchande et fonds de retenue sur le produit des jeux).

Ces avances étaient destinées :

1^o A favoriser le *crédit individuel à court terme* par l'escompte des effets souscrits par les membres des sociétés locales et endossés par ces dernières. Toutefois ces avances ne pouvaient excéder le quintuple du montant

du capital versé en espèces aux caisses régionales et ne pouvaient être faites pour une durée de plus de cinq ans renouvelables.

2° A développer le *crédit collectif à long terme* en accordant des prêts aux sociétés coopératives maritimes. Ces avances étaient remboursables dans un délai maximum de dix ans.

Sous le régime de la loi du 18 juin 1909, les prêts à long terme aux sociétés coopératives s'effectuaient par l'intermédiaire des sociétés locales. « Les caisses régionales peuvent également consentir aux sociétés locales des avances spéciales destinées aux sociétés coopératives maritimes ¹ ».

Dans le système de la loi du 25 mars 1910 les prêts aux sociétés coopératives s'effectuent directement par la caisse régionale, sans l'intermédiaire de la société locale : « Les caisses régionales peuvent en outre recevoir des avances spéciales destinées aux sociétés coopératives ² ».

Pendant que ces diverses réformes du crédit maritime mutuel s'effectuaient par les lois du 18 juin 1909 et 25 mars 1910 et par les décrets du 4 novembre 1909 et du 3 avril 1910, le département s'efforçait, de son côté, d'augmenter la dotation du crédit maritime qui, avec le secours du ministre de l'Intérieur et du ministre du Commerce se trouva bientôt portée à 2.555.000 francs ³ et poursuivait auprès des gens de mer une campagne très active pour la création, sur le littoral, de sociétés coopératives maritimes. « C'est en effet par la voie des sociétés coopératives maritimes que le crédit maritime est appelé

1. Loi du 18 juin 1909, art. 2, § 3.

2. Loi du 25 mars 1910, art. 2, § 3.

3. Sur ces 2.555.000 francs, 755.000 provenaient des primes à la marine marchande et 1.800 000 fr. du produit des jeux.

à donner les résultats les plus importants, puisque ces sociétés coopératives pourront, à l'aide des avances spéciales à long terme qui leur seront consenties en vertu des lois des 18 juin 1909 et 25 mars 1910, entreprendre de faire construire des bateaux de pêche qu'elles livreront ensuite à leurs adhérents moyennant la double garantie de l'assurance et de l'hypothèque (en ce qui concerne les navires de jauge supérieure à 20 tonneaux).

« D'autres coopératives, ayant un champ d'action plus limité, tel que, par exemple, celui de fournir à leurs adhérents des filets, engins, appâts, etc., sont appelées à rendre, à bref délai, les plus grands services...

« Dans les régions ostréicoles, les sociétés coopératives peuvent également devenir très utiles si elles s'organisent en vue de l'exploitation et de la vente des produits de cette industrie...

« Les sociétés coopératives peuvent se constituer un capital variable ¹ ou s'annexer aux syndicats professionnels maritimes ² ».

ETUDE CRITIQUE DE LA RÉGLEMENTATION DE 1906, 1909, 1910.

C'est ainsi que peu à peu l'Institution du crédit maritime s'organisait par les lois de 1906, 1909 et 1910 et à cette dernière date, semblait bien satisfaire, *a priori*, aux desiderata exprimés par les inscrits maritimes. Elle fut néanmoins en but à de nombreuses critiques — fort logiques pour la plupart — et que, pour donner plus de clarté à cette étude, nous grouperons sous quatre chefs principaux :

1. Loi du 24 juillet 1867.

2. Loi du 21 mars 1884.

1^o Les textes ne définissaient pas d'une façon suffisamment explicite, les bénéficiaires du crédit maritime.

2^o Les personnes qui, bien qu'étrangères aux professions maritimes proprement dites, étaient cependant susceptibles, par leurs connaissances techniques et leur appui moral, d'aider au développement et à la prospérité de ces sociétés, se trouvaient éloignées et délaissées de ces dernières.

3^o Un vice essentiel du système était aussi de n'assurer que très imparfaitement un service de prêts individuels à long terme et un service de prêts collectifs à court terme.

4^o Enfin les diverses sociétés coopératives maritimes dont les opérations étaient limitées à un champ trop étroit et dont les membres restaient tenus de s'approvisionner à leur propre société¹ se trouvaient ainsi encerclées et isolées.

Nous allons passer successivement en revue ces divers points critiques, ce qui nous permettra de mieux comprendre la portée de la loi du 4 décembre 1913 concernant la réorganisation du crédit maritime mutuel :

a) *Imprécision des textes au sujet de la désignation des bénéficiaires du crédit maritime.* — Les lois du 23 avril 1906 et 18 avril 1909, art. 1^{er} imposaient aux membres des sociétés de crédit la double condition de faire partie d'un syndicat professionnel et d'effectuer des opérations concernant les industries maritimes; mais les textes ne précisaient pas davantage et l'on était conduit à appliquer cette obligation aussi bien d'une part, aux syndicats ouvriers qu'aux syndicats patronaux ou aux syndi-

1. A l'exclusion de toute autre société, même similaire.

cats mixtes et d'autre part à la navigation de transport, de pilotage, de grande pêche, qu'à la pêche côtière ou à l'industrie ostréicole.

En 1909 ce large champ d'application se trouva considérablement restreint pour les coopératives maritimes qui aux termes de la loi du 18 juin 1909 se virent astreintes à cette double condition :

Recruter exclusivement leurs sociétaires parmi les inscrits maritimes, membres d'un syndicat professionnel maritime ¹.

Avoir pour but exclusif la construction ou l'achat de bateaux, d'instruments, d'engins ou d'appâts de pêche, ou l'élevage, le parage, la conservation ou vente en commun des produits de pêche ².

Enfin le guide pratique du crédit maritime vint déclarer le 7 avril 1910 que le crédit maritime mutuel avait pour but de « consentir des prêts aux inscrits maritimes ou *gens de mer*, membres de syndicats professionnels maritimes et d'accorder des avances spéciales aux sociétés coopératives formées entre inscrits maritimes ou *gens de mer* ».

Cette rédaction apporta une certaine confusion car si le terme inscrit maritime constitue une appellation précise et bien délimitée, il n'en est pas de même du terme : « gens de mer » excessivement vague et susceptible de multiples interprétations. En un tel état de choses, en effet, le crédit maritime était-il réservé exclusivement aux inscrits maritimes ³? De plus est-ce que les sociétés

1. Décret du 4 novembre 1909, art. 6.

2. Loi du 18 juin 1909, art. 3.

3. Pour être inscrit il faut, aux termes de la Législation actuellement en vigueur, réunir trois conditions :

1^o Être *Français* ou naturalisé français;

2^o Exercer une *navigation maritime* (c'est-à-dire en mer, dans les ports,

de crédit maritime, d'une part (sociétés locales et caisses régionales) et les sociétés coopératives maritimes d'autre part étaient accessibles aux mêmes catégories de personnes ou bien au contraire les sociétés de crédit pouvaient-elles avoir une clientèle plus étendue que les coopératives?

Autant de questions qu'il était bien difficile de résoudre par la simple lecture des textes. Mais si ces textes n'apportaient aucune précision, il était néanmoins facile de rechercher quelle avait été l'intention du législateur, et cela en se reportant aux travaux parlementaires et aux discussions auxquelles a donné lieu, à la chambre des députés et au Sénat, le vote des lois du 23 avril 1906 et du 18 juin 1909. On s'apercevait ¹ que le législateur s'était préoccupé exclusivement « des inscrits maritimes pratiquant la petite pêche » et accessoirement ², des ostréiculteurs inscrits maritimes parquant et exploitant eux-mêmes le produit de leurs pêches ».

On ne pouvait, dès lors, sans violer cette intention, tirer argument du texte très large de la loi du 23 avril 1906 pour admettre au bénéfice du crédit maritime, sans la moindre restriction, les membres de tous les syndicats professionnels maritimes et toute espèce de navigation quelle qu'elle fût ³.

étangs salés, et fleuves jusqu'à la limite où se fait sentir la marée).

3° Exercer cette *navigation à titre professionnel* (c'est-à-dire d'une façon active et comme principal moyen d'existence).

1. Rapport Le Hérissé, ch. des Dép. 6 avril 1906. Discours Thomson, 10 avril 1906. interventions Torchut et Lamy 10 avril 1906. Rapport Boivin-Champeaux Sénat, 19 avril 1909.

2. Intervention Torchut, 10 avril 1906.

3. La rédaction donnée à l'article 1^{er} de la loi du 23 avril 1906 s'explique par la volonté du Législateur de *calquer* le crédit maritime sur le crédit agricole et de reproduire, par suite, le texte littéral de l'article 1^{er} de la loi du 5 novembre 1894.

Donc, en droit pur, aucune confusion ne pouvait naître des textes mais, bien qu'en droit, les avantages du crédit maritime dussent ainsi être réservés aux seuls inscrits maritimes pratiquant la petite pêche, la Commission supérieure de contrôle et de surveillance du crédit maritime mutuel avait émis l'avis, dans sa séance du 3 avril 1911, que le bénéfice du crédit maritime devait également être accordé :

1° « Aux ostréiculteurs et parqueurs soignant eux-mêmes leurs coquillages...

2° Aux inscrits maritimes, propriétaires de bateaux de pêche, naviguant depuis trois ans au moins...

3° Aux non inscrits, propriétaires de bateaux de pêche par héritage...

4° Aux femmes de pêcheurs et aux veuves et orphelins d'anciens patrons de pêche propriétaires ».

Et qu'en conséquence il y avait lieu « de considérer comme non limitatifs les termes « inscrits maritimes » portés à l'article 6 du décret du 4 novembre 1909 ».

En un tel état des choses il paraissait donc utile de demander au Parlement de régulariser l'interprétation donnée à la loi du 23 avril 1906 par la Commission de surveillance, et de définir plus nettement pour l'avenir les catégories de personnes (inscrits et non inscrits maritimes et les espèces de navigation (navigation de pêche : grande pêche, pêche hauturière, pêche côtière et industries coquillières; navigation de commerce) qui pouvaient être admises au bénéfice du crédit maritime mutuel.

D'un autre côté la loi du 23 avril 1906, d'accord en cela avec la réglementation du crédit agricole, imposait à toute personne apte à bénéficier du crédit maritime, l'obligation de faire partie d'un syndicat professionnel

maritime. Or il existe quantité d'autres modes d'associations (sociétés coopératives, sociétés d'assurances mutuelles de matériel de pêche, prud'homies de pêches, etc.) qui offrent, moralement et matériellement, au département des garanties au moins égales aux garanties offertes par les syndicats professionnels.

Ici encore il paraissait nécessaire de modifier la réglementation de 1906 en vue d'adoucir cette interprétation donnée à l'obligation de mutualité par la Loi.

b) *Eloignement des personnes étrangères aux professions maritimes.* — Outre l'imprécision des textes concernant les bénéficiaires du crédit, on critiqua vivement l'éloignement dans lequel on tenait les personnes étrangères aux professions maritimes dont l'intervention eût pourtant présenté bien des avantages, tant moraux que financiers. Un avis de la Commission supérieure du crédit maritime, en date du 12 janvier 1911 stipule en effet què « les étrangers aux syndicats professionnels maritimes peuvent être admis dans les sociétés de crédit maritime en qualité de Directeurs, commissaires des comptes, créanciers ou prêteurs, mais ils ne peuvent, en aucun cas, exercer dans les dites sociétés les fonctions d'administrateurs ».

C'était là une bien lourde erreur car il est évident que la condition sociale de nos pêcheurs, les connaissances rudimentaires et imparfaites qu'ils possèdent, les obligations auxquelles les soumet sans cesse la vie sur mer, ne s'alliaient que bien difficilement avec les possibilités d'une bonne gestion des sociétés. Il fallait au contraire faciliter l'entrée dans les conseils d'administration des sociétés de crédit maritime de membres souscripteurs,

étrangers aux syndicats professionnels et disposés à prêter aux sociétés de crédit un appui désintéressé. « La présence de quelques membres honoraires dans le conseil d'administration d'une caisse locale de crédit maritime offre de grands avantages. Ils mettent, en effet, d'une manière tout à fait désintéressée au service de l'œuvre qu'ils patronnent leur apport en parts sociales, leurs loisirs, leur instruction et leurs connaissances souvent étendues, toujours suffisantes, sans compter leurs conseils éclairés, fruit de l'expérience que rien ne saurait remplacer.

Grâce à leur concours, leurs collègues du conseil d'administration, marins ou pêcheurs, ou ostréiculteurs, n'auraient pas à s'astreindre à une assiduité constante, souvent préjudiciable à leurs intérêts personnels. Enfin l'on rencontrera fréquemment, parmi les membres honoraires, des secrétaires-trésoriers et des fondés de pouvoirs consentant à remplir gratuitement ces fonctions ¹⁾.

c) *Impossibilité d'assurer les services des prêts individuels à long terme et prêts collectifs à court terme.* — La lacune la plus grave de la législation de 1906-1910 fut surtout de n'avoir pu procurer aux divers membres individuellement des prêts à long terme, et aux sociétés elles-mêmes des prêts collectifs à court terme :

Le prêt individuel à long terme se trouvait en effet pratiquement irréalisable. Tout d'abord les lois de 1906 et 1909, fixant à 9 mois la durée maxima des prêts individuels, les membres des sociétés locales, ne pouvaient disposer que du crédit à court terme, opération qui peut

1. Guide pratique du crédit maritime mutuel. 27 mars 1915, p. 380.

bien convenir à l'achat d'engins ou d'appâts mais qui se révèle notoirement insuffisante pour permettre l'acquisition d'un bateau d'une certaine importance dont le remboursement ne peut évidemment s'effectuer que dans un délai beaucoup plus long : 5, 10, 15 ans par exemple. D'autre part, les avances réparties entre les diverses coopératives maritimes, étaient exclusivement réservées aux « opérations communes » des sociétés coopératives et de leurs adhérents mais non aux affaires n'intéressant qu'un seul des sociétaires. En admettant même la possibilité d'effectuer une avance spéciale à long terme à *un membre* d'une société coopérative, il eût été utile que *tous les membres* de la dite société et la société elle-même se rendissent *solidairement* responsables du remboursement intégral du prêt à ses échéances¹. Pour toutes ces raisons, l'institution du crédit maritime à long terme ne pouvait être réalisé si ce n'est par voie législative.

Quant aux prêts collectifs à court terme il eût été intéressant de les étendre aux sociétés coopératives maritimes auxquelles ils pouvaient rendre de grands services, notamment pour procéder à un réapprovisionnement avantageux, achat de rogues par exemple. Or, sous cette législation, les sociétés coopératives maritimes, envisagées comme personnes civiles, pouvaient bien s'affilier à une société locale de crédit maritime et, comme tout adhérent, demander et recevoir une avance à court terme, mais le montant de ces avances à court terme étant nécessairement limité, les sociétés coopératives ne pouvaient guère chercher, par ce moyen, à se constituer auprès des sociétés locales et des caisses régionales

1. Décret du 4 novembre 1909, art. 10.

les ressources importantes dont elles pouvaient avoir besoin.

Il était donc utile de prévoir l'allocation aux caisses régionales d'avances spéciales faites par l'Etat, avances qui, par préférence, seraient affectées au service des prêts collectifs à court terme.

d) *Encerclement et isolement des sociétés coopératives maritimes.* — Nous avons vu qu'en l'état de la réglementation de 1906-1909, il n'était pas permis aux membres d'une société coopérative maritime de s'approvisionner dans une société coopérative voisine, même similaire. Or en raison de la mobilité des bateaux de pêche, il est cependant indispensable pour les pêcheurs de pouvoir effectuer leurs achats (notamment les achats d'appâts) dans tous les lieux où ils peuvent se trouver, et, pour les sociétés coopératives, de se concerter entre elles de manière à permettre aux membres de l'une de s'approvisionner dans les magasins de l'autre.

D'un autre côté, le champ d'actions des sociétés coopératives, portait exclusivement, en dehors des opérations de parage¹, sur la « construction ou l'achat de bateaux, d'engins, d'instruments ou d'appâts de pêche... » et les sociétaires ne pouvaient s'approvisionner à la coopérative de tous les autres objets ou matières non dénommées ci-dessus qui pouvaient cependant être nécessaires à l'exercice de leur industrie tels que cordages, pétrole, charbon, effets de mer, etc... Or les dépenses de cette espèce constituent, sans aucun doute, de réelles dépenses de production qui eussent dû être comprises dans le ca-

1. Loi du 18 juin 1909, art. 3.

dre du crédit maritime, à condition bien entendu, comme on l'a fait maintes fois remarquer, de rester localisées à l'exploitation du navire, sans être détournées de leur objet, par exemple pour être destinées à la consommation familiale.

Nous avons insisté quelque peu sur les diverses critiques qu'offrait l'application du crédit maritime mutuel sous la législation de 1906-1910. C'est à dessein que nous les avons aussi longuement exposées pour mieux faire comprendre combien il était nécessaire de réorganiser ou, pour mieux dire de réajuster cette institution de crédit. Toutes ces lacunes, d'ailleurs, avaient été déjà maintes fois signalées par les inscrits maritimes eux-mêmes et quelques dévoués mutualistes dans les congrès corporatifs notamment aux congrès de Nantes. Il y avait lieu de porter, à un tel état des choses, un prompt remède, dans l'intérêt du bon fonctionnement et de l'avenir même du crédit maritime.

Une proposition de loi portant organisation nouvelle du crédit maritime mutuel sur les bases indiquées ci-dessus, fut déposée à la Chambre des députés par MM. Le Bail et le Rouzie à la séance du 1^{er} mars 1912¹. Cette proposition, reprise presque in extenso par le gouvernement, fit l'objet d'un projet de loi qui, voté sans discussion par la Chambre des députés et le Sénat, est devenu la Loi du 4 décembre 1913 qui détermine les caractères généraux de l'institution et en régleme l'organisation et le fonctionnement.

1. Exposé des motifs fortement documenté. Documents parlementaires, n° 171, p. 206.

DEUXIÈME PARTIE

Caractères généraux de l'Institution actuelle Ses rapports avec le crédit agricole

I. Le crédit maritime mutuel et la notion de crédit. — Il faut voir dans la notion de crédit en général, un double aspect : à la fois juridique et économique.

Au point de vue juridique, en effet, le crédit, c'est la *sécurité* offerte aux capitaux d'autrui, et garantie par des institutions juridiques chargées de *sanctionner* tout manquement à la règle de droit.

Au point de vue économique le crédit désigne la *force d'attrait* des capitaux d'autrui inspirée par leur *confiance* dans leur remboursement ou leur rémunération.

Sous chacun de ces aspects le crédit peut encore être envisagé selon l'expression de Monsieur le professeur Bonnecase soit du point de vue subjectif, soit du point de vue objectif : « Beaucoup d'auteurs sont encore aujourd'hui opposés à l'emploi des termes : objectif et subjectif; ils s'imposent pourtant, dans l'étude d'une notion, pour indiquer que l'on examine cette notion plus spécialement du côté des personnes ou plus spécialement du côté des choses auxquelles elle est susceptible de se référer ¹ ».

1. Bonnecase, *Traité de droit commercial maritime*, p. 667.

L'aspect économique de la notion de crédit est d'ailleurs, remarquons-le, inséparable de son aspect juridique. Pour permettre cet attrait, cette concentration des capitaux, il faut des institutions économiques, mais pour l'organiser et le soumettre aux règles du droit des institutions juridiques sont nécessaires.

« L'ensemble des institutions relatives au crédit constitue le *Droit du crédit*. Elles forment le pendant des institutions économiques qui sous la forme des organismes les plus divers ont pour but de diriger et de canaliser le mouvement des capitaux... De l'ensemble des institutions juridiques et économiques de crédit résulte l'organisation juridique et économique du crédit ¹ ».

Dans cette étude, nos développements ultérieurs n'auront trait qu'à l'organisation économique du crédit maritime, c'est-à-dire à l'organisation et au fonctionnement des institutions économiques chargées de procurer les capitaux nécessaires pour le bon rendement de la petite pêche. Dans l'évolution profonde de l'industrie de la pêche, à laquelle on assiste actuellement, il a été unanimement reconnu que le seul, l'unique moyen de permettre au pêcheur de conserver sa situation indépendante, de n'être pas absorbé par les puissantes compagnies industrielles était de mettre à sa portée un crédit qui lui permit de transformer son outillage et de le moderniser. Il fallait pour cela un service de prêts. C'est alors qu'on songea à adopter, en matière maritime, les principes de coopération déjà heureusement suivis en matière agricole

II. Le crédit maritime mutuel et le principe de la coopération. — Les gens de mer n'offrant par eux-mêmes

1. Bonnecase. *Traité*, page 668.

aucune garantie aux capitalistes (garantie personnelle, garantie réelle, garantie immobilière), il apparut que la nécessité de leur assurer un service *coopératif* constituait une véritable obligation sociale à la charge de l'Etat. Protéger et défendre l'intérêt national est en effet le premier devoir de l'Etat; c'est la base même du droit qu'il a d'intervenir quand cet intérêt est manifestement en péril. On parle bien souvent de l'ingérence de l'Etat. C'est là, nous semble-t-il, une pure question d'espèce. S'agit-il de sauvegarder les intérêts du travail national, de défendre sur le marché intérieur la production française contre la concurrence étrangère, dans ce cas l'intervention de l'Etat est non seulement louable mais indispensable.

Le département de la marine l'a fort bien compris en organisant une institution de mutualité par la création de caisses locales et régionales et l'allocation de subventions à ces dernières.

Ainsi se sont créées à la lueur de ces principes, les sociétés coopératives de crédit maritime. On appelle aussi ces dernières : sociétés de crédit mutuel. Comme l'a très bien fait remarquer Monsieur Gides¹ cette appellation ne semble pas très exacte et est susceptible d'induire en erreur. Par crédit mutuel il semblerait en effet que les membres des sociétés de crédit doivent se *prêter mutuellement* les capitaux dont ils ont besoin. Or rien de tel n'existe en fait et nous verrons ultérieurement dans l'étude du fonctionnement des caisses locales et régionales que les capitaux prêtés aux sociétaires proviennent généralement d'une autre source. Ces sociétés de crédit

1. Gides, *Cours d'Economie politique*, tome I, p. 508.

forment purement et simplement une troisième variante des sociétés coopératives qui comprennent les sociétés coopératives de production, les coopératives de consommation et les coopératives de crédit.

L'importance du principe de la coopération en matière de crédit maritime a d'ailleurs été signalée d'une façon toute particulière à l'étranger et sensiblement à la même époque où en France on s'apprêtait à réorganiser les institutions du crédit maritime mutuel. En Angleterre notamment une commission interministérielle instituée en juin 1913 par le « Board of Agriculture and Fisheries » fut chargée de faire une enquête sur les pêcheries côtières et de signaler au département les mesures qui pourraient être avantageusement prises pour leur conservation et leur développement. Cette commission a fourni en 1914 un rapport qui a été publié sous la forme d'un Livre bleu.

Ce rapport très étudié et très documenté présente pour nous le plus vif intérêt parce qu'il définit une situation à peu près identique à celle de nos pêcheurs côtiers de l'Atlantique.

La Commission affirme son opinion que la conservation de la race laborieuse et solide des pêcheurs côtiers est de la plus grande importance pour une nation maritime. Le pêcheur côtier a une aptitude inhérente à la vie sur mer et fournit de nombreuses recrues pour la marine de guerre et la marine marchande; c'est grâce à lui qu'on peut armer les embarcations destinées au sauvetage des naufragés et il se fait remarquer entre tous par ses qualités d'indépendance, de hardiesse et de courage. Il est indispensable, dit la commission, de faire des efforts pour éviter une décroissance de cette partie de la

population car il serait impossible de la faire revivre si elle venait jamais à disparaître. Il faut aider les pêcheurs côtiers car les méthodes modernes et scientifiques de pêche rendent de plus en plus hasardeuses et de moins en moins rémunératrices les opérations qu'ils effectuent avec leurs modestes moyens. Leur indépendance dont ils ne veulent pas se départir, les place en état d'infériorité vis-à-vis des grands syndicats commerciaux amplement pourvus de capitaux et possédant une grande expérience commerciale. Les pêcheurs, eux, ne possèdent qu'une connaissance élémentaire du marché; ils n'ont ni le temps ni l'instruction suffisante pour étudier les tarifs de transports et expédier leur pêche là où la vente en serait la plus avantageuse. Si donc ils ne veulent pas se contenter des prix qui leur sont offerts sur place, ils doivent se fier à des intermédiaires dont ils ne peuvent contrôler les opérations.

La Commission se défend d'ailleurs de vouloir conseiller quoi que ce soit de nature à faire croire que l'Etat prend parti pour les pêcheurs côtiers contre leurs compétiteurs. Il n'est pas douteux, dit-elle, qu'avec une meilleure application des procédés modernes et une plus grande expérience des affaires, le marché des diverses espèces de poissons de mer puisse être étendu. En fortifiant la position des pêcheurs côtiers on ne causera pas de préjudice aux pêcheurs de haute mer, et la communauté y trouvera le double avantage de conserver la population des pêcheurs côtiers et d'avoir une plus grande abondance de produits.

Parmi les mesures proposées par la Commission les principales sont : « Recueil et diffusion parmi les pêcheurs de renseignements concernant la pêche;

« Installation de moteurs dans les bateaux de pêche côtière;

« Prévoir des crédits pour construire et améliorer des ports de pêche;

Diffuser enfin parmi les pêcheurs les principes de la coopération et la pratique du crédit et de l'association : soit pour la pêche elle-même, soit pour la vente de la marée, soit pour la solution des différentes questions relatives à l'industrie générale de la pêche ».

Telles sont les conclusions de la commission anglaise. On ne saurait mieux dire et toutes les observations formulées auraient pu l'être aussi bien par une Commission française. Il importe toutefois d'observer qu'en ce qui concerne la coopération et l'association, notre pays est déjà entré dans la voie des réalisations et a obtenu des résultats tangibles.

Comment joue ce principe de mutualité dans nos sociétés maritime de crédit?

La mutualité appliquée au crédit maritime offre, sans conteste, des avantages réels et nombreux : Tout d'abord les membres d'une caisse locale, en groupe ou isolément, peuvent à tour de rôle et suivant leurs besoins emprunter toutes les sommes disponibles de l'association avec des facilités de remboursement qu'ils ne rencontrent certainement nulle part ailleurs. De plus ils peuvent emprunter les sommes qui leur sont nécessaires pour un temps aussi court qu'ils le désirent et sans augmentation du taux de l'intérêt. Enfin le bénéfice résultant d'une bonne administration enrichit le fonds commun et peut, dans les cas prévus par la loi, être réparti directement entre les sociétaires eux-mêmes au prorata du chiffre de leurs opérations.

Mais ce caractère de mutualité du crédit maritime, que nous venons de voir jouer dans l'intérêt des sociétaires, se manifeste également dans les situations fâcheuses que ferait apparaître une mauvaise gestion de la société de crédit : C'est ainsi que les membres d'une caisse locale sont conjointement responsables, jusqu'à concurrence du montant de leurs parts, du préjudice causé à cette caisse par le non remboursement d'un prêt consenti à un sociétaire. De même les caisses locales affiliées sont conjointement responsables de la perte par leur caisse régionale quand celle-ci n'a pas récupéré entièrement le montant d'une avance faite par elle à une caisse locale. Ainsi les caisses locales ont un intérêt direct à empêcher leurs caisses régionales de consentir des avances à tort ou à travers sans garanties sérieuses de remboursement.

Dans les circulaires adressées aux administrateurs de l'inscription maritime dans le but de diffuser les principes du crédit mutuel parmi les populations côtières, divers exemples numériques venaient à l'appui des développements sur le caractère de mutualité du crédit. Nous en reproduisons deux à titre de documentation :

PREMIER EXEMPLE.

Une caisse locale possédant un capital social de 3 mille francs versé à la caisse régionale sous forme de parts, a prêté, sans garantie, 80 francs à un sociétaire pour acheter des engins de pêche. Ce sociétaire est propriétaire d'une part de 25 francs entièrement libérée. Par suite d'un manque à gagner de longue durée, il ne peut

réussir à s'acquitter et le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide qu'il n'y a pas lieu d'exercer des poursuites en remboursement contre lui. Qu'en résulte-t-il?

RÉPONSE :

La société perd 80 fr. — 25 fr. soit 55 fr. qui seront prélevés sur l'encaisse représentant le bénéfice social ou, s'il n'y a pas de bénéfice social, sur les 3.000 francs déposés à la caisse régionale, ce qui réduit le capital de la caisse locale à 3.000 fr. — 55 fr. ou 2945 francs.

C'est donc sur le montant du bénéfice social ou, à défaut, sur le montant des parts de tous les sociétaires que se fait le prélèvement de la somme perdue. En aucun cas, les sociétaires n'ont à tirer les 55 francs de leur bourse pour réparer la perte éprouvée. En d'autres termes, la responsabilité solidaire des membres d'une caisse locale ne dépasse pas la valeur des parts sociales souscrites par chacun d'eux.

De cet exemple on peut conclure que tous les membres d'une caisse locale de crédit maritime ont un même intérêt à ce que la société exige des garanties suffisantes pour le remboursement des prêts.

DEUXIÈME EXEMPLE.

Cinq caisses locales sont les affiliées d'une caisse régionale au capital de 15.000 francs.

L'une des caisses locales a souscrit pour 3.000 francs de parts à la caisse régionale et a versé 2.000 francs.

Cette caisse locale fait de mauvaises affaires la troisième année de sa fondation et perd ou dilapide 6.500 fr. empruntés à la caisse régionale. Qu'en résulte-t-il?

RÉPONSE :

D'abord la caisse locale est redevable, sur les parts souscrites par elle, d'une somme de 1.000 francs que la caisse régionale peut, le cas échéant, se faire restituer par la voie judiciaire. En fin de compte il y a donc une perte nette de 6500 fr. — 3.000 fr soit 3.500 francs que supporteront mutuellement les quatre autres caisses locales affiliées.

Etant donné d'autre part, qu'une caisse régionale bien administrée doit pouvoir réaliser sur ses opérations avec ses affiliées un bénéfice minimum net de 0 fr. 75 pour 100 et que, de ce fait, sur 10.000 francs d'avances annuelles, elle aura pu gagner au bas mot, en trois ans :

$$\frac{0,75 \times 3 \times 10.000}{100} = 2.250 \text{ francs, sa situation, après la perte des 3.500 francs, deviendra la suivante :}$$

Déficit réel : 3.500 fr. — 2.250 fr. = 1.250 francs. Cette somme de 1250 francs, représentant le déficit réel, sera prélevée sur le capital social, maintenant réduit à l'avoir des quatre caisses locales restantes, soit 15.000 fr. — 3.000 fr. (représentant les parts souscrites par la société en faillite) ou 12.000 francs.

Le prélèvement des 1250 francs perdus donnera :

12000 fr. — 1250 fr = 10.750 francs, avoir total restant des quatre caisses locales bien dirigées ».

Ces deux exemples nous montrent à merveille le caractère de mutualité du crédit maritime et nous pouvons

conclure que, d'une part, tous les membres d'une caisse locale ont intérêt à ce que la société exige de fortes garanties pour le remboursement des prêts et que, d'autre part, les caisses locales elles-mêmes affiliées à une caisse régionale ont le même intérêt à surveiller celle-ci et à l'empêcher de se lancer dans des opérations trop hasardeuses.

Le crédit maritime mutuel et les autres modes de crédit; ses rapports avec le crédit agricole. — Cette obligation sociale, d'assurer aux petits travailleurs une source de crédit coopératif se fait, chaque jour, sentir davantage et a abouti dans des domaines autres que celui dont nous nous occupons en cette étude : C'est tout d'abord, en matière agricole que ces idées ont reçu une première application par les lois du 5 novembre 1894, 14 janvier 1908 et 21 février 1910. Puis, ayant abouti dans le domaine maritime, l'institution s'étendit à celui du « Crédit au moyen et au petit commerce et à la moyenne et petite industrie » par la Loi du 16 mars 1917.

Nous n'insisterons guère sur ce dernier mode de crédit, tout d'abord parce qu'il n'offre avec le crédit maritime que des rapports assez peu étroits; ensuite et surtout parce qu'il s'est relativement peu développé dans la petite bourgeoisie et le petit commerce français. La loi récente du 16 mars 1917 a pour but une augmentation du nombre des sociétés coopératives. Elle s'est, d'ailleurs, très largement inspirée des lois antérieures sur le crédit; aussi trouvons-nous dans l'institution du crédit industriel et commercial, des organismes semblables à ceux déjà étudiés plus haut : Des « *Sociétés de caution mutuelle* » qui correspondent aux sociétés de crédit maritime, et

des « *Banques populaires* » correspondant aux caisses régionales et qui se procurent les fonds nécessaires à leur fonctionnement tant par des souscriptions d'actions, que par des avances sans intérêts de l'Etat.

Nous laisserons donc intentionnellement de côté l'étude de cette modalité du crédit, mais il n'en sera pas de même du crédit agricole qui supporte avec le crédit maritime une comparaison des plus intéressantes :

Le crédit agricole a été institué en France il y a près de trente ans, mais de nombreux textes, lois, décrets ou règlements en ont, depuis, organisé le fonctionnement et en ont étendu le champ d'application pour tenir compte des enseignements de l'expérience et suivre l'évolution des besoins de l'agriculture. En vue, notamment, de coordonner et d'unifier les différentes dispositions législatives ou réglementaires qui s'étaient succédées depuis l'origine de l'institution, le Parlement a voté une loi récente qui remplace tous les textes antérieurs et apporte en en même temps certaines améliorations à l'ancienne législation¹. Désormais donc le crédit agricole est régi uniquement par la loi du 5 août 1920². Tout comme le crédit maritime il est fondé sur le principe de la mutualité et de la coopération professionnelles et repose sur deux organismes essentiels : la caisse locale et la caisse régionale de crédit agricole.

C'est donc bien sur le domaine agricole que l'attention du législateur s'est tout d'abord portée en matière de

1. Cette loi de codification porte la date du 5 août 1920; elle a été publiée au *J. O.* du 7 août; les détails de son application ont été déterminées par le décret du 9 février 1921 inséré au *J. O.* du 11 février 1921.

2. Les articles 6 et 8 de la loi du 5 août 1920 ont été modifiés par la loi du 7 décembre 1922.

crédit. Puis, devant les meilleurs résultats obtenus, et s'apercevant que les besoins étaient rigoureusement les mêmes en matière maritime, il étendit le principe de l'institution à ce nouveau domaine. C'était justice en effet. Le cultivateur, dit-on, ne peut vivre sans crédit. Il lui faut tout d'abord un matériel nécessaire à l'exploitation de sa terre, et l'acquisition de ce matériel représente un capital considérable. De plus il ne trouve la rémunération de son travail qu'au moment de la vente de ses produits. Il importe donc que cette vente se fasse dans les conditions les meilleures, à l'époque des marchés les plus avantageux. Si le besoin d'argent hâte l'opération, le producteur y perd et, ajoute-t-on, avec lui une part de la richesse publique. « Améliorer la situation des sociétaires au point de vue *moral et matériel* et dans ce but, leur procurer les capitaux nécessaires sous forme de prêts à intérêts garantis par l'association », telle était déjà la formule de Raiffeisen qui, le premier, réalisa en Allemagne la constitution de sociétés agricoles de crédit mutuel.

Tout ceci est rigoureusement exact mais le marin pêcheur, le petit armateur se trouvent dans une situation analogue. Leurs besoins sont identiques. De même que l'agriculteur a besoin d'avances pour acquérir son matériel et ses semences, le marin doit lui aussi avoir recours au prêteur pour reconstituer son matériel ou acheter des appâts dont le prix a doublé et même triplé depuis quelques années. Les syndicats agricoles ont rendu d'éminents services aux populations rurales. Au congrès international des syndicats agricoles tenu à Paris en 1900 le marquis De Vogüé, dans son allocution présidentielle s'exprimait ainsi : « Le syndicat tient à la fois de la corporation et de la mutualité. Il relie ainsi le passé à l'a-

venir. Comme la corporation d'autrefois, le syndicat moderne groupe ses membres, les assiste, les instruit; mais il ne leur impose pas, comme elle, des obligations restrictives, et il respecte mieux qu'elle leur individualité et leur initiative. Enfin, il n'exclut personne. Aux avantages qu'il emprunte aux institutions du passé, il ajoute ceux qu'on peut tirer des formes nouvelles de la coopération et de la mutualité ». Les syndicats de marins (trop peu nombreux encore) qui se sont constitués sur notre côte ouest notamment, répondaient aux mêmes besoins et il est nécessaire que ces organisations aient conscience des services qu'elles peuvent rendre dans la sphère économique en faisant preuve de sagesse, d'initiative et de prévoyance.

On pourrait croire *a priori* que les crédits nécessaires en matière maritime sont infimes par rapport à ceux qu'exige l'agriculture. C'est inexact. En réalité on « *cultive* » le poisson tout comme on cultive la terre et ce n'est pas là une pure image symbolique. Nous savons en effet que la loi du 4 décembre 1913 réorganisant le crédit maritime, s'applique non seulement aux pêcheurs, mais aussi aux concessionnaires d'établissements sur le domaine public. Ceci vise l'industrie huîtrière qui consiste non seulement à exploiter des bancs naturels existant le long de la côte mais à recueillir le naissain de l'huître, à l'élever et à engraisser les produits jusqu'au moment où leur taille permet de les livrer à la consommation. Or, ce serait une erreur de croire que l'exercice de l'industrie ostréicole n'exige que des bras et de la bonne volonté; il nécessite aussi une mise de fonds assez importante par suite des opérations successives que doit accomplir l'ostréiculteur. Ces opérations comportent trois stades bien distincts :

1° la production du naissain ;

2° L'élevage du naissain pour l'amener à l'état d'huître.

3° L'engraissement de l'huître.

En Bretagne et notamment à Vannes et à Auray (Morbihan) on ne s'occupe exclusivement que de la production et de l'élevage du naissain. La première opération consiste à disposer des tuiles de façons toute spéciales (soit en toits, soit en forme de tentes ou de cages). On les enduit ensuite d'un amalgame de chaux et de ciment très friable, ce qui permet la séparation du naissain d'avec le collecteur. Quant à la transformation du naissain en huître, elle s'opère par un séjour plus ou moins long, dans des caisses en treillis métallique. Cet élevage nécessite donc des mises de fonds importantes pour l'achat des tuiles et des caisses ostréophiles. Il en est de même de la troisième opération concernant l'engraissement de l'huître car la création et l'aménagement des parcs et viviers ne peuvent avoir lieu en un endroit quelconque. Pour obtenir, en effet, le degré d'engraissement voulu, l'huître ne doit séjourner ni en eau douce, ni en eau salée. Il faut une eau saumâtre. Cette condition de salubrité nécessaire au développement de l'huître est connue de longue date et les techniciens en la matière la rappellent bien souvent en citant fort à propos, les paroles de Pline « gaudent dulcibus aquis et ubi plurimi influunt amnes, ideo pelagia parva et rara sunt¹ ». C'est ce qui explique que, dans ces conditions, la plupart des parcs ostréicoles ne peuvent s'installer qu'à l'embouchure de petits fleuves côtiers.

1. « Elles aiment l'eau douce et se plaisent dans les lieux où se jettent les plus nombreux cours d'eaux ; aussi celles qui vivent en pleine mer sont-elles petites et clairsemées »

On comprend donc que pour créer des exploitations de ce genre et faire des dépenses aussi importantes, il faille disposer d'un certain crédit, et qu'en définitive l'institution du crédit maritime répondait aux mêmes besoins que le crédit agricole. Aussi n'a-t-on pas hésité à calquer l'organisation du crédit maritime sur celle déjà existante du crédit agricole.

Ce dernier repose, en effet, sur ces deux organismes essentiels, que nous connaissons déjà : la caisse locale et la caisse régionale. L'une et l'autre doivent être constituées exclusivement par des agriculteurs et par des associations agricoles, syndicats, sociétés d'assurances mutuelles, sociétés coopératives, sociétés d'intérêt collectif ou associations syndicales ayant un objet agricole. Leur objet est de « faciliter et garantir les opérations concernant la production agricole, effectuées par *leurs sociétaires individuels ou collectifs* ¹ ». Il résulte de cette disposition que pour bénéficier du concours d'une caisse de crédit agricole, il est indispensable de lui être affilié. Cette même obligation, nous l'avons vu, s'impose au pêcheur à l'égard de la caisse locale de crédit maritime.

Les prêts, comme en matière maritime, sont de natures différentes et présentent des modalités distinctes suivant la destination qu'ils doivent recevoir. Ils peuvent être individuels ou collectifs et se diviser en prêts à court terme pour permettre à l'agriculteur de payer des dépenses courantes d'exploitation² et à long terme pour faciliter l'acquisition ou l'aménagement de petites exploitations rurales³.

1. Loi du 5 août 1920, art. 2.

2. Exemple : salaires d'ouvriers, achat d'engrais, de semences de produits anticryptogamiques, etc...

3. Le crédit agricole envisage aussi des prêts à moyen terme cette for-

Répondant aux mêmes besoins et pourvues des mêmes organismes ces deux institutions doivent donc marcher de pair. Il n'en fut pourtant pas ainsi. Un rapide regard jeté sur leur développement progressif nous permet de nous rendre compte que si le crédit agricole a pris une très rapide extension, l'évolution du crédit maritime au contraire a toujours été des plus lentes. Ce n'est que très récemment — depuis cinq ou six ans tout au plus — que le crédit maritime est sorti de cette phase trop longtemps stationnaire. Créé en 1894 le crédit agricole fonctionnait d'une façon déjà florissante en 1908; institué en 1900, le crédit maritime, dix ans plus tard, n'avait encore obtenu, à franchement parler, aucun résultat sérieux à tel point que le sous-secrétaire d'Etat à la marine marchande s'exprimait ainsi en 1915, en s'adressant aux directeurs de l'Inscription maritime : « On a pu s'étonner de la médiocrité des résultats donnés jusqu'à présent par une institution datant de près de dix années déjà, qui met à la portée des pêcheurs les ressources pécuniaires dont ils ont besoin pour pouvoir acquérir les bateaux et engins nécessaires à l'exercice de leur profession... Je suis convaincu que les effets d'une propagande continue seraient des plus appréciables. Et faut-il ajouter que, dans les circonstances présentes, favoriser l'essor d'une telle institution est, plus que jamais, un devoir impérieux? Il importe d'assurer le plus large épanouissement

me de crédit complète utilement le crédit à court terme. Elle a plus spécialement pour objet de permettre aux agriculteurs d'engager des dépenses qui, par leur nature ou leur importance, comportent un certain délai d'amortissement. Parmi les dépenses de cet ordre on peut citer celles qui s'appliquent à l'achat des animaux ou du matériel nécessaires à la culture ou à l'élevage.

à la renaissance économique qui suivra la conclusion de la paix¹ ».

Monsieur Georges Bureau en écrivant ces lignes, avait deviné juste car nous verrons, en fin de cette étude, que les magnifiques efforts tentés depuis ces trois dernières années ont abouti déjà à de bons résultats qui, d'ailleurs, pourraient être considérablement amplifiés si l'on apportait, en haut lieu, à l'égard de cette institution, la même sollicitude bienveillante qui, de tout temps, s'est affirmée en matière agricole. Ce n'est pas à dire, certes, que ce soit là, la seule et unique cause de l'évolution lente et tardive du crédit maritime par rapport au crédit agricole, mais — comme nous le verrons ultérieurement en notre conclusion — elle en est bien la principale. Un rapport de M. Charles Leboucq sur un projet de reconstitution des fonds du crédit maritime mutuel et qui vient d'être distribué ces jours derniers à la Chambre est, à cet égard, assez typique. « Il n'est pas question de demander pour les marins des sommes comparables à celles nécessaires aux agriculteurs. Mais au moins faut-il permettre à l'institution de vivre, et elle ne peut y parvenir, réduite comme elle l'est actuellement. Au mois d'octobre dernier, par le jeu de remboursements utilisés pour de nouvelles avances et des renouvellements, le total des sommes qui ont été mises à la disposition des caisses régionales depuis la fondation du crédit maritime est de 7.600.000 fr. De nombreuses demandes de prêts sont actuellement en suspens... l'Etat a obéi, en organisant les divers crédits mutuels, à des mobiles d'une haute portée sociale. Mais alors que les ressources mises à la portée du crédit

1. Circulaire en date du 27 mars 1915,

agricole par exemple, se montent à des sommes très élevées atteignant aujourd'hui 280 millions, le crédit maritime n'a reçu jusqu'ici que 3.414.000 francs ».

Nous partageons en partie l'opinion de M. Charles Lehoucq. On ne cesse, en effet, de répéter que la mer est une source inépuisable, qu'il faut la cultiver tout comme notre bonne terre de France, mais on ne sait pas accorder au *cultivateur* de la mer, au pêcheur, les faveurs nécessaires. Non pas, certes, que nous voulions ici opposer les marins aux terriens. Nous sommes tous les enfants du même pays, et rien ne peut nous désunir, mais, pour cette raison même, l'égalité et la justice voudraient que celui qui travaille entre deux lames ait les mêmes prérogatives que celui qui laboure entre deux sillons.

TROISIÈME PARTIE

Organisation et Fonctionnement du crédit maritime mutuel

L'étude du fonctionnement de l'institution du crédit maritime mutuel n'est autre chose que l'application des principes posés par la Loi du 4 décembre 1913.

Nous ne pouvons ici étudier séparément les divers articles de la loi mais nous grouperons sous trois chefs principaux les problèmes à résoudre :

Après avoir délimité d'une façon précise le domaine du crédit maritime mutuel, nous envisagerons la question tant au point de vue juridique qu'au point de vue économique.

Au point de vue juridique en effet, il nous semble intéressant de nous demander comment les sociétés doivent se constituer légalement, comment leur capital social s'établit, quelles sont les mesures de publicité à entreprendre, etc.

Au point de vue économique, il y a lieu de rechercher les moyens d'actions dont disposent ces sociétés maritimes, les opérations qu'elles effectuent, la comptabilité qu'elles tiennent, le contrôle auquel elles sont assujetties.

CHAPITRE PREMIER

Objet du crédit maritime mutuel; ses bénéficiaires.

Supérieure, sur ce point, aux textes antérieurs, la loi du 4 décembre 1913, base actuelle du crédit maritime mutuel, détermine très exactement l'objet de l'institution et les diverses catégories de personnes qui peuvent en bénéficier. Aucun commentaire, ici, ne s'impose et nous nous reportons, purement et simplement, aux deux premiers articles de la Loi.

L'institution du crédit maritime mutuel a exclusivement pour objet de faciliter à ses bénéficiaires les opérations se rattachant à la capture, à l'élevage, au parage, à la conservation et à la vente des produits des eaux maritimes ou du domaine maritime. Ces opérations sont notamment les suivantes : construction et achat de bateaux de pêche; achat d'instruments nautiques, de matériel d'armement, d'engins de pêche, d'appâts, de combustibles et de matières grasses; exécution de travaux pour l'exploitation du domaine maritime; achat de crustacés, d'huîtres et autres mollusques pour le peuplement des parcs et réservoirs, achats d'objets d'équipement individuel spécial à la pêche ou à l'exploitation des concessions et d'objets destinés directement à l'approvision-

nement des bateaux de pêche, transport des produits de la pêche aux stations de chemin de fer¹ ».

« Peuvent participer à l'institution du crédit maritime mutuel les personnes appartenant à l'une des quatre catégories ci-après :

1^o Les marins-pêcheurs pratiquant la pêche maritime comme moyen d'existence² et les femmes exerçant la même profession.

2^o Les anciens marins-pêcheurs pensionnés de la caisse des Invalides de la marine ou de la caisse nationale de prévoyance des marins français, ou devenus physiquement hors d'état de naviguer, s'ils sont propriétaires de tout ou partie d'une embarcation de pêche.

3^o Les concessionnaires d'établissements de pêche sur le domaine maritime exploitant eux-mêmes ces établissements ou ayant cessé de les exploiter pour cause d'incapacité physique.

4^o Les veuves des personnes visées aux trois paragraphes précédents et leurs orphelins jusqu'à la majorité du plus jeune³ ».

1. Loi du 4 décembre 1913, art. 1^{er}.

2. Il est souvent délicat de déterminer si le pêcheur pratique la pêche comme « moyen d'existence » surtout sur nos côtes bretonnes où à la fois il pratique la pêche et cultive son champ. On admet que pour être active et principal moyen d'existence la petite pêche doit être exercée au moins un jour sur trois sans interruption de plus de huit jours. (Cir. 25 janvier 1909).

3. Loi 4 décembre 1913, art. 2.

CHAPITRE DEUXIEME

Organisation du crédit maritime mutuel.

Nous savons déjà que, dans la réglementation actuelle, le crédit maritime mutuel s'exerce par la constitution de caisses régionales et de caisses locales¹. Ces sociétés sont des sociétés commerciales dont les livres doivent être tenus conformément aux prescriptions du code de commerce. Elles ne sont pas soumises à la patente et les parts formant le capital social sont exemptes des taxes qui frappent les valeurs mobilières².

Parmi les règles qui président à l'organisation et à la constitution des sociétés de crédit maritime, les unes sont générales et applicables à la fois aux caisses régionales et locales, d'autres sont spéciales soit aux caisses locales soit aux caisses régionales.

A) DISPOSITIONS GÉNÉRALES APPLICABLES AUX CAISSES LOCALES ET CAISSES RÉGIONALES.

Ces dispositions ont trait à la composition des sociétés de crédit; à la constitution de leur capital social, à l'éla-

1. Loi du 4 déc. 1913, art. 3.

2. Loi 1913, art. 8.

boration et à la publicité des statuts, à l'existence d'un fonds de réserve, à la dissolution de ces sociétés et à la responsabilité de leurs membres :

1. *Composition des sociétés de crédit maritime.* — Les sociétés de crédit maritime mutuel comprennent à la fois des membres actifs et des membres honoraires :

Peuvent être admis à titre de sociétaires les catégories ci-dessous désignées ¹ :

1^o Syndicats professionnels maritimes;

2^o Sociétés coopératives maritimes;

3^o Sociétés d'assurances mutuelles contre les risques de matériel de pêche.

4^o Prud'homies de pêche;

5^o Toute personne figurant dans les quatre catégories des bénéficiaires du crédit maritime énumérées à l'article 2 de la Loi mais à la condition, toutefois, qu'elle soit affiliée à l'un des groupements ci-dessus. Si cette condition n'est pas remplie l'exclusion temporaire peut être prononcée. En principe, peut-être exclu provisoirement de la société, par le conseil, tout sociétaire :

1^o Dont les parts ne seront pas libérées trois mois après la mise en demeure de versement qui lui aura été faite par lettre recommandée avec accusé de réception.

2^o Qui aura été déclaré en état de faillite ou de liquidation judiciaire

3^o Qui aura été l'objet d'une condamnation entachant l'honorabilité.

La radiation ne sera définitive qu'après l'exclusion prononcée par l'assemblée générale, à la majorité fixée pour la modification des statuts.

1. Loi 1913, art. 4.

Les sociétaires exclus ont droit au remboursement de la valeur de leurs parts¹.

Peuvent être admis uniquement à titre de membres honoraires :

Les personnes ne figurant pas dans les quatre catégories de bénéficiaires du crédit maritime, mais disposées à leur prêter un appui tant moral que financier². Seuls les officiers ou fonctionnaires de l'administration de l'inscription maritime en activité en sont exclus bien qu'il ait été décidé que les commis de l'inscription maritime pouvaient remplir les fonctions de *trésorier-comptable* d'une caisse de crédit maritime³.

Les membres honoraires ne peuvent participer à aucun des avantages du crédit maritime mutuel et prétendre à aucune rémunération autre que celle leur revenant à titre d'intérêts de leurs parts; en outre, ils ne peuvent entrer dans le conseil d'administration des sociétés que dans la limite d'un tiers des membres dudit conseil et sans que la présidence puisse leur être confiée.

Ainsi peuvent être constituées les sociétés de crédit maritime, à condition toutefois que le nombre de leurs adhérents soit supérieur ou égal à sept.

2. *Capital social*. — Le capital social des sociétés de crédit maritime mutuel est constitué à l'aide de souscriptions formées de parts nominatives, de valeur égale ou inégale, qui ne sont transmissibles que par voie de cession et avec l'agrément de la société, réalisées par les

1. Voir annexe 1 du présent volume : statuts d'une caisse locale de crédit maritime article 13.

2. Loi 1913, art. 3.

3. Circulaire manuscrite, Nantes 27 avril 1917.

membres actifs pour les deux tiers au moins du capital social et par les membres honoraires pour le tiers au maximum et libérées par le versement d'au moins un quart du capital souscrit¹.

Comme toute autre société commerciale, la société de crédit peut se constituer sous forme de société à capital variable mais, dans ce cas, le capital ne peut jamais être réduit, par les reprises des apports des sociétaires sortants, au-dessous du montant du capital de fondation.

3. *Les statuts.* — Les statuts déterminent le siège et la circonscription de la société de crédit, son mode d'administration, les conditions nécessaires à la modification de ses statuts et à la dissolution de la société, la composition du capital, le maximum des dépôts à recevoir en compte courant, les prélèvements effectués au profit de la société sur ses opérations, la proportion dans laquelle chacun de ses membres contribue à sa constitution et, s'il y a lieu, les conditions de retrait de ces parts. Ils rappellent l'étendue et les conditions de la responsabilité incombant à chacun des sociétaires dans les engagements pris par la société. « Les sociétaires ne peuvent d'ailleurs être libérés de leurs engagements à l'égard des tiers qu'après la liquidation des opérations contractées par la société antérieurement à leur sortie² ».

Ces statuts, complétés par la liste des administrateurs et des sociétaires avec leur nom, profession, domicile et le montant de chaque souscription doivent être dé-

1. Une société de crédit maritime mutuel ne peut être constituée qu'à près versement du quart du capital souscrit (loi 1913, art. 5).

2. Loi 1913, art. 6.

posés, avant toute opération, au greffe de la justice de paix du canton où la société a son siège principal, et en deux exemplaires dont l'un est transmis au greffe du tribunal de commerce de l'arrondissement. En outre, chaque année, dans le courant du premier trimestre, le directeur de la société dépose, toujours en double exemplaire, au greffe de la justice de paix du canton, avec la liste des membres faisant partie de la société à cette date, un tableau sommaire des recettes et des dépenses ainsi que des opérations effectuées au cours de l'année précédente.

Le dépôt de ces divers documents dont tout requérant a le droit d'exiger la communication, constitue le mode de publicité exigée par la Loi du 4 décembre 1913.

4. *Le fonds de réserve.* — On appelle fonds de réserve, dans les sociétés maritimes de crédit, les sommes prélevées au profit de ces sociétés sur leurs propres opérations et selon la réglementation fixée par les statuts. Tant que ce fonds de réserve n'atteint pas la moitié du capital social, les caisses de crédit maritime ne sont pas autorisées à ristourner, en fin d'année, à leurs sociétaires, une part des bénéfices nets. Seul l'excédent, s'il y a lieu, peut être réparti en fin d'exercice entre les sociétaires, au prorata des prélèvements faits sur leurs opérations; mais, dans aucun cas, il ne peut être distribué de dividende.

Le fonds de réserve est affecté à la garantie des engagements sociaux et notamment du remboursement des avances consenties par l'Etat. Il peut être déposé à la caisse d'Epargne et servir à acheter des valeurs de bourses susceptibles, le cas échéant, d'être acceptées par la Banque de France en garantie de ses avances.

5. *Dissolution de la Société.* — En cas de dissolution d'une société, la première opération à effectuer est le remboursement des parts et l'établissement du bilan. Le fonds de réserve existant à cette époque, et s'il y a lieu, le reste de l'actif, sont affectés, après agrément du ministre de la marine, sur l'avis de la Commission supérieure du crédit maritime mutuel, à « des sociétés similaires de crédit maritime mutuel, ou, à leur défaut, à des œuvres d'intérêt ou de bienfaisance maritimes désignées par le conseil d'administration¹ ».

Ces sommes ne doivent jamais être partagées entre les membres et c'est de toute logique en effet, puisque la société, au cours de son fonctionnement, a toujours bénéficié, directement ou indirectement, des avances de l'Etat.

6. *Responsabilité des administrateurs.* — La responsabilité des membres chargés de l'administration de la société peut être double : civile et pénale.

Ces administrateurs sont en effet personnellement responsables du préjudice causé à autrui par toute violation aux statuts ou aux dispositions de la Loi du 4 décembre 1913. Ils peuvent être, en outre, poursuivis pour fausse déclaration relative aux statuts ou aux noms et qualités des administrateurs et, en ce cas, punis d'une amende variant de 16 à 500 francs.

Nous reproduisons, en annexes à cette étude, un modèle de statuts d'une caisse régionale auquel on peut se référer pour le détail des obligations et responsabilités des administrateurs des sociétés de crédit.

1. Loi 4 déc. 1913, art. 7.

B) DISPOSITIONS SPÉCIALES APPLICABLES
AUX CAISSES LOCALES.

Outre ces règles générales que nous venons de formuler, certaines dispositions sont spéciales à la constitution soit des caisses locales, soit des caisses régionales. Notre intention est ici encore de renvoyer le lecteur aux statuts publiés en annexes. Nous ne ferons donc que mentionner ces diverses dispositions en insistant uniquement sur celles qui nous semblent présenter un plus vif intérêt :

1. *Réunion préparatoire.* — Pour permettre la constitution d'une caisse locale il est nécessaire, au préalable, de réunir un certain nombre d'intéressés appartenant aux catégories visées à l'article 2 de la loi du 4 décembre 1913 et agissant les uns en leur nom personnel et les autres à titre de délégués des groupements énumérés à l'article 3 de la loi.

2. *Souscription des parts.* — La société — c'est là une règle générale étudiée plus haut — ne peut valablement être constituée que si le nombre des adhérents égale au moins sept. Si ce nombre ne peut immédiatement être atteint il conviendra de provoquer une deuxième réunion provisoire à très bref délai. Ces adhérents souscrivent chacun une ou plusieurs parts.

Ces parts peuvent être de valeur égale ou inégale. Elles seront par exemple de 20, 25, 30 ou 40 francs; peu importe pourvu que le versement du quart soit effectué au moment de la constitution de la caisse locale.

3. *Assemblée générale constitutive.* — C'est alors qu'a lieu l'assemblée générale constitutive. Le « fondateur »

de la société c'est-à-dire le promoteur de la réunion est assujetti aux formalités suivantes :

Inscription sur une feuille de présence¹ des noms et professions des adhérents ainsi que du groupement auquel ils appartiennent.

Inscription, pour chaque sociétaire, du nombre et de la valeur des parts souscrites et du montant des sommes versées.

Signature de tous les adhérents.

Etablissement du total des parts constituant le capital souscrit et des sommes qui viennent d'être versées; déclaration de l'ouverture de la séance et désignation par les souscripteurs du président de l'assemblée générale constitutive, des deux assesseurs et du secrétaire.

Ces formalités remplies, le président de l'assemblée donne lecture du projet de statuts dont chaque article se trouve soumis à la discussion et à l'approbation de l'Assemblée générale.

4. *Organes administratifs et de surveillance.* — Après l'adoption des statuts le président fait procéder à la constitution d'un conseil d'administration, d'une commission de surveillance, d'un bureau et d'une commission spéciale. Qu'entend-on par là et quel est le rôle de ces divers organes ?

Le conseil est chargé de l'administration proprement dite de la caisse locale et se compose de six à neuf membres dont un tiers de membres honoraires, c'est-à-dire deux ou trois membres renouvelables par tiers tous les ans.

1. Voir modèle en annexes.

La commission de surveillance est chargée de surveiller le fonctionnement de la caisse et se compose de trois membres, dont un membre honoraire, renouvelables par tiers tous les ans.

Le bureau se compose de trois membres choisis parmi eux au vote secret, par les administrateurs eux-mêmes et comprend un président qui est membre actif de la société, un vice-président et un secrétaire trésorier, membre honoraire si possible. Les fonctions du secrétaire-trésorier consiste « à faire la correspondance et à tenir la comptabilité ». Nécessitant parfois un long travail, elles peuvent être rétribuées. En cas de nécessité même le conseil peut désigner un comptable salarié (commis de l'inscription maritime par exemple) pour aider le secrétaire-trésorier. Les émoluments du personnel rétribué sont alors fixés par une décision du conseil d'administration et inscrits dans un article de règlement intérieur.

Quant à la commission spéciale qui peut être composée par exemple du président du conseil d'administration, du secrétaire-trésorier et d'un administrateur choisi par le conseil, elle est chargée d'opérer au nom de la société les dépôts et retraits de fonds.

5. Affiliation de la caisse locale à la caisse régionale.

— Lorsqu'une caisse locale vient de se constituer, elle ne possède généralement pas toutes les ressources nécessaires pour faire face aux nombreuses opérations que sollicitent ses sociétaires. Son affiliation à une caisse régionale qui lui avancera les fonds indispensables à son fonctionnement devient donc une nécessité. Diverses formalités assez complexes, sont, à cet effet, rendues obligatoires. Toute caisse locale qui a obtenu une affiliation à

une caisse régionale doit remettre à cette dernière, en triple expédition, un dossier comprenant les pièces indiquées par les cinq premiers alinéas de l'article premier du décret du 12 avril 1914. La caisse régionale garde une expédition du dossier et transmet les deux autres à l'inspecteur régional et à l'administrateur de l'inscription maritime du quartier où la caisse locale a son siège. Eventuellement la caisse locale notifie à la caisse régionale, dans un délai de quinze jours, toute modification à ses statuts ainsi qu'à la liste de ses administrateurs ou directeurs, sociétaires ou membres honoraires.

C) DISPOSITIONS SPÉCIALES APPLICABLES AUX CAISSES RÉGIONALES.

Les mêmes dispositions que celles étudiées pour la constitution des caisses locales se retrouvent ici. Mais, en plus, l'organisation d'une caisse régionale comporte un « *comité d'escompte* ». Ce comité est une délégation du conseil d'administration élue par le conseil lui-même et qui est chargée constamment de l'examen des prêts souscrits ou endossés par les sociétés coopératives ou les caisses locales. Sous réserve de cette particularité, le « fondateur » d'une caisse régionale (président d'une caisse locale, président d'une prud'homie de pêche, administrateur de l'Inscription maritime, etc.) suivra point par point pour la constitution de la société les formalités énumérées ci-dessus pour la constitution d'une caisse locale de crédit maritime. Quelques explications seules s'imposent quant au capital de fondation et aux mesures de publicité.

1. *Capital de fondation.* — Nous savons que les caisses régionales reçoivent des avances de l'Etat mais elles ne peuvent les obtenir qu'à la condition de s'être constitué un capital minimum de 10.000 francs¹. Ce capital correspond à un capital minimum libéré, versé en espèces, de 2.500 francs.

2. *Mesures de publicité.* — En dehors des conditions légales de publicité prévues par l'article 9 de la loi; chaque caisse régionale de crédit maritime mutuel doit adresser en triple exemplaire, dans le mois qui suit sa constitution, à l'administrateur de l'inscription maritime du quartier où son siège social est établi :

Les statuts de la caisse;

La liste complète des administrateurs ou directeurs;

La liste des sociétaires et des membres honoraires indiquant leur nom, profession, domicile, le montant de chaque souscription et du capital versé en espèces par chacun d'eux. Cette liste indiquera également le syndicat professionnel maritime, la société coopérative maritime, la société d'assurance mutuelle ou la prud'homie auxquels chaque sociétaire est affilié;

Une copie des délibérations de l'assemblée générale constitutive;

Une copie du récépissé du greffe de la justice de paix où la caisse a son siège principal établissant que les conditions de publicité prescrites par la loi ont été observées.

La liste des caisses locales affiliées indiquant la date de création, le capital, le nombre des membres de chacune d'elles et le ou les groupements professionnels dont elles font partie.

1. Loi 4 décembre 1913, art. 13.

Une des expéditions indiquées ci-dessus est conservée par l'administrateur de l'inscription maritime en vue de la constitution d'un dossier pour chaque caisse régionale. Une autre expédition est adressée par l'administrateur à l'inspecteur du crédit maritime.

La troisième expédition est transmise au directeur de l'Inscription maritime qui l'adresse au sous-secrétaire d'Etat à la marine marchande.

Toute modification dans les statuts ainsi que dans la liste des administrateurs ou directeurs, des sociétaires et membres honoraires et des caisses locales affiliées est notifiée dans le même délai d'un mois aux autorités visées ci-dessus.

Enfin la caisse régionale adresse également à ces autorités, le procès-verbal in extenso de chaque assemblée générale.

CHAPITRE TROISIEME

Fonctionnement du crédit maritime mutuel.

Les caisses locales et régionales constituées selon les règles étudiées au chapitre précédent ont besoin de ressources pour assurer leur fonctionnement régulier. Où puisent-elles ces ressources et comment en usent-elles? A quelle comptabilité et à quel contrôle se trouvent-elles légalement assujetties? autant de questions que fait naître à l'esprit l'étude du fonctionnement de ces sociétés.

I. Moyens d'actions des caisses de crédit maritime. — Le but et les moyens d'actions des caisses locales et des caisses régionales étant essentiellement différents nous les envisagerons séparément.

A) *But et moyens d'actions des caisses locales.* — Les caisses locales ont pour but de faciliter à leurs adhérents, avec l'aide des caisses régionales, les opérations qui ont trait à l'exercice de leur profession (c'est-à-dire les opérations visées à l'article premier de la loi) savoir :

Recevoir de leurs sociétaires des dépôts de fonds en compte courant, avec ou sans intérêts.

Opérer pour le compte de leurs sociétaires, des paiements ou des recouvrements.

Consentir à leurs sociétaires contre remise des papiers négociables (billets à ordre, traites, warrants), des prêts qui peuvent être soit collectifs à court terme (syndicats professionnels, sociétés d'assurances mutuelles, prud'hommes de pêche, patrons et hommes d'équipage) sauf pour les coopératives¹, soit individuels à court terme soit enfin individuels à long terme à condition toutefois pour ces derniers d'avoir obtenu l'agrément de la caisse régionale.

Pour l'exécution des opérations de prêts, les caisses locales peuvent négocier à leur caisse régionale les effets souscrits par les membres des caisses locales et endossés par ces dernières. Le taux de l'intérêt applicable aux prêts consentis par les caisses locales ne peut dépasser un maximum fixé par le ministre de la marine, après avis de la Commission supérieure du crédit maritime mutuel et ne peut être supérieur de plus de 1 % à l'intérêt que les caisses locales paient à la caisse régionale.

Le fonctionnement des caisses locales est assuré par l'existence d'un *fonds de roulement*. Ce fonds est constitué par le capital social libéré, les dépôts de fonds en compte courant, les emprunts et les avances des caisses régionales. Les parts nominatives versées en espèces par les souscripteurs sont productives en faveur de ces derniers d'un intérêt ne pouvant dépasser 4 %. Les dépôts de fonds en compte courant ainsi que les emprunts faits à des spéculateurs ou autres pour la constitution ou l'augmentation du fonds de roulement sont, suivant les cas, productifs ou non productifs d'intérêts. Quant aux avan-

1. Les prêts collectifs à court terme demandés par les coopératives se négocient directement auprès de la caisse régionale.

ces des caisses régionales elles sont productives d'un intérêt ne pouvant dépasser 3 % pour les prêts individuels à long terme ¹ et ne pouvant être supérieur au maximum fixé par le ministre de la marine après avis de la commission supérieure du crédit maritime pour les prêts à court terme.

L'exécution des opérations de prêts est facilitée par l'établissement d'un règlement intérieur soumis à l'examen de la caisse régionale dont l'approbation est obligatoire. Le règlement intérieur d'une caisse locale comporte les divisions suivantes :

A) Opération de la caisse locale avec ses adhérents et avec la caisse régionale.

B) Choix du jour des opérations et roulement hebdomadaire établi parmi les administrateurs pour assurer le service des prêts.

C) Procédure d'une demande de prêt.

D) Durée, taux et maximum des prêts.

E) Garanties exigées pour le remboursement.

F) Pouvoirs délégués à certains membres du conseil d'administration.

H) Attributions des commissaires de surveillance.

I) Fonctions rétribuées.

Il va sans dire que les règlements intérieurs des caisses locales ne sont pas tous semblables puisque toutes ne font pas les mêmes opérations.

B) But et moyens d'actions des caisses régionales. — Les caisses régionales ont pour but :

D'escompter les effets souscrits par les membres des caisses locales et endossés par ces dernières.

1. Article 33, paragr. 1^{er} et 2 du Décret du 12 avril 1914.

2. Loi 4 décembre 1913, art. 12, in fine.

De mettre à la disposition des caisses locales les sommes nécessaires au service des prêts individuels à long terme.

De mettre à la disposition des sociétés coopératives maritimes les sommes nécessaires au fonctionnement de ces sociétés.

De recevoir de leurs sociétaires des dépôts de fonds en compte courant jusqu'à concurrence de la valeur des effets en cours.

Le taux de l'intérêt applicable aux opérations des caisses régionales ne peut dépasser un maximum fixé par le ministre de la marine, après avis de la Commission supérieure du crédit maritime et, d'autre part, ne peut dépasser 3 % dans les opérations de prêt individuel à long terme aux caisses locales (deuxième catégorie d'opérations prévues ci-dessus) ou dans les opérations de prêts aux sociétés coopératives (troisième catégorie ci-dessus).

Les deux premières opérations se règlent par des *effets bancables*, comportant les signatures de l'emprunteur et de la caisse locale auxquelles peut s'ajouter celle de la caisse régionale. La caisse régionale doit donc conserver en portefeuille les effets qui proviennent des coopératives ¹.

Les opérations de la troisième catégorie, qui se font entre la caisse régionale et la société coopérative sans l'intermédiaire de la caisse locale se produisent par des effets revêtus de deux signatures au plus : celles de la coo-

1. En fait, elle conserve également en portefeuille, bien que *banquables*, les effets représentant les prêts individuels à long terme dont le mode de remboursement est une cause de grandes difficultés pour l'escompte.

pérative et de la caisse régionale et ne réescomptant pas à la Banque de France ¹.

Le fonctionnement des caisses régionales est assuré, par l'existence d'un *fonds de roulement* et d'*avances spéciales* de l'Etat :

Le fonds de roulement se trouve constitué par le capital social libéré. Les ports nominatives versées en espèces par les souscripteurs produisent un intérêt ne pouvant dépasser 4 %. Ce fonds peut être augmenté par des dépôts en compte courant productifs ou non productifs d'intérêts.

Les avances spéciales de l'Etat ne sont pas productives d'intérêts mais elles ne peuvent être accordées aux caisses régionales qu'à la double condition, déjà citée ci-dessus, que la caisse soit constituée avec un capital minimum de 10.000 francs et un capital libéré de 2.500 fr. Ces avances dont le montant ne peut être supérieur à dix fois le capital libéré de la caisse régionale se trouvent réparties selon le schéma que nous reproduisons ci-dessous pour apporter plus de clarté dans nos explications :

A		B	
Service des prêts individuels à long terme		Service des prêts individuels à court terme aux caisses locales et de prêts à court ou à long terme aux coopératives	
Montant des avances	Durée du prêt	Montant des avances	Durée du prêt
—	—	—	—
ne peut dépasser le <i>quintuple</i> du capital libéré de la caisse régionale.	ne peut excéder 10 ans	ne peut dépasser le <i>quintuple</i> ou le <i>triple</i> du capital libéré de la caisse régionale.	ne peut excéder 5 ans

1. Il y a lieu de formuler la même observation qu'au nota précédent.

Remarquons toutefois, en ce qui concerne les prêts individuels à long terme, que le montant des avances sur la demande de la caisse régionale et après avis de la Commission supérieure du crédit maritime peut atteindre *sept* fois le capital libéré de la caisse régionale à la condition que les avances consenties à la caisse régionale pour les opérations B du schéma ci-dessus n'excèdent pas *trois fois* le capital libéré de la caisse régionale.

Ces avances spéciales accordées par l'Etat aux caisses régionales sont prélevées sur un fonds ainsi constitué :

1° « A l'aide de subventions renouvelables accordées sur la retenue de 15 % effectuée sur le produit des jeux dans les cercles et casinos en vertu de la Loi du 15 juin 1907. C'est ainsi qu'aux termes de l'article 177 de la Loi des finances du 13 juillet 1911 ¹ il est produit chaque année à l'appui du projet de budget. « Les comptes détaillés des opérations de recettes et de dépenses, y compris les dépenses d'administration faites pendant l'année précédente au moyen de... 1°...

2° des fonds provenant de 15 % sur le produit des jeux... qui comprennent, en outre, le relevé des engagements pris tant sur l'exercice écoulé que sur les exercices suivants ».

2° A l'aide de subventions renouvelables accordées sur les retenues effectuées aux institutions utiles aux gens de mer par le paragraphe 3 de l'article 21 de la Loi du 7 avril 1902 modifié par la loi du 19 avril 1906 en son article 7.

3° Au cas où la portion disponible du fonds constitué au moyen des ressources indiquées ci-dessus reviendrait

1. Voir *Bulletin officiel de la marine*, 1911, p. 655.

au-dessous du chiffre de 500.000 francs, à l'aide de prélèvements faits sur les avances prévues à l'article 3 de la loi du 29 décembre 1911 qui porte prorogation du privilège de la Banque de France. Toutefois ces prélèvements ne peuvent dépasser un maximum de deux millions de francs et doivent être affectés spécialement au service des avances à court terme tant aux caisses locales qu'aux sociétés coopératives.

Toutes ces avances consenties aux caisses régionales ne peuvent être allouées qu'après une procédure spéciale suivie par ces caisses¹ et nécessitent un arrêté du ministre de la marine après avis de la Commission supérieure du crédit maritime mutuel. De plus elles peuvent être immédiatement exigibles en certains cas. « Le remboursement intégral des avances de l'Etat à une caisse régionale devient immédiatement exigible sur simple mise en demeure, lorsque cette caisse cesse d'observer les prescriptions de la loi ou du présent décret ou qu'elle modifie sans autorisation sa constitution juridique.

« Au cas où des faits de gestion seraient susceptibles de compromettre le remboursement des sommes avancées par l'Etat, l'autorité ministérielle peut, par simple arrêté pris sur l'avis conforme de la Commission supérieure de contrôle, rendre exigible le remboursement immédiat². »

Tout comme les caisses locales, les caisses régionales établissent chacune leur règlement intérieur pour faciliter l'exécution des opérations de prêt.

Les points essentiels à réglementer sont les suivants :

A) Le taux de l'escompte et le taux de l'intérêt des prêts.

1. Voir décret 12 avril 1914, articles 6 et 7.

2. Décret 12 avril 1914, article 35.

B) Le tableau des principales catégories de prêts avec l'indication de leur durée respective, de leur montant maximum et des garanties exigées pour leur remboursement.

C) La liste des membres composant le comité d'escompte.

D) Le jour des opérations.

E) Les indemnités accordées au personnel rétribué (directeur et au besoin, comptable) et ses attributions.

F) Les modes de remboursement des prêts individuels à long terme.

II. *Opérations effectuées par les caisses de crédit maritime mutuel.* — Les opérations effectuées par les sociétés de crédit maritime étant à la fois multiples et complexes nous procéderons tout d'abord, pour plus de clarté, à une classification entre elles :

Les opérations de crédit maritime (crédit à court terme et crédit à long terme) peuvent s'effectuer :

1° Soit par les caisses régionales et les caisses locales pour apporter aux adhérents des caisses locales un crédit *individuel* à court terme ou à long terme; et éventuellement aux syndicats professionnels, sociétés d'assurances mutuelles, prud'homies de pêche, patrons ou hommes d'équipage, un crédit *collectif mais à court terme* seulement car les syndicats, sociétés d'assurances ou prud'homies de pêche n'ayant jamais pour objet des entreprises commerciales ou industrielles, n'ont pas besoin de prêts d'une durée supérieure à une année. C'est pourquoi les prêts collectifs à long terme sont, en fait, exclusivement réservés aux sociétés coopératives maritimes.

2° Soit par les caisses régionales agissant *seules*, sans

l'intermédiaire des caisses locales pour apporter aux sociétés coopératives un crédit collectif à court terme ou à long terme.

a) *Opérations effectuées par la voie des caisses régionales et des caisses locales.* — Nous savons qu'elles ont trait soit aux prêts individuels ou collectifs à court terme soit aux prêts individuels à long terme.

Crédit à court terme. — Le fonctionnement du crédit à court terme peut affecter des modalités différentes.

1° La caisse locale peut fonctionner comme caisse autonome et effectuer elle-même le prêt à l'emprunteur sur son fonds de roulement. En ce cas ou bien elle conserve l'effet en portefeuille jusqu'à son échéance ou bien elle le négocie à la caisse régionale qui le conserve elle-même ou le négocie à son tour à l'établissement financier.

2° La caisse locale, ne fonctionnant que comme simple intermédiaire et organe de transport entre l'emprunteur et la caisse régionale, c'est cette dernière qui effectue elle-même les prêts à l'emprunteur sur ses fonds de roulement et d'avances et, comme précédemment, peut conserver l'effet ou le négocier en banque.

Ces cinq modalités peuvent se synthétiser dans le tableau suivant :

Caisse locale fonctionnant comme caisse autonome

1. Elle conserve l'effet en portefeuille jusqu'à son échéance.

Elle négocie l'effet à la caisse régionale.

2. La caisse régionale conserve l'effet jusqu'à échéance.

3. La caisse régionale négocie l'effet à l'établissement financier

Caisse locale fonctionnant comme intermédiaire

4. La caisse régionale conserve l'effet.

5. La caisse régionale négocie l'effet en banque.

Les systèmes 4 et 5 apparaissent *a priori* plus avantageux que les systèmes 1, 2 et 3.

En effet la caisse locale fonctionnant comme société de prêt autonome est obligée de se constituer un fonds de roulement par appel à ses adhérents sous forme de souscriptions, à l'emprunt c'est-à-dire à des spéculateurs extérieurs, et à la caisse régionale sous forme d'avances.

D'un autre côté, en conservant par devers elle une partie de son capital libéré (appel à ses adhérents), et en ne versant pas ce capital à la caisse régionale, elle diminue d'autant le capital libéré de la caisse régionale et abaisse proportionnellement le montant des avances que la caisse régionale peut recevoir de l'Etat.

Enfin le service des prêts oblige la caisse locale, composée généralement d'individus peu instruits, de tenir une comptabilité complète (c'est-à-dire une comptabilité de caisse régionale et non une comptabilité simple de caisse locale) et de supporter ainsi toutes les charges et tous les risques que comporte cette situation.

Si au contraire nous envisageons la caisse locale fonctionnant comme organe de transport, nous constatons qu'elle n'est plus astreinte à conserver en caisse un fonds de roulement *même minime* ni, par là même à recourir à l'emprunt ou au concours financier de la caisse régionale. Elle peut dès lors déposer à cette caisse, *sous bénéfice d'intérêts* tout son capital libéré, augmenter proportionnellement le montant des avances que la caisse régionale peut recevoir de l'Etat¹, et accroître, du même coup, le champ d'opérations du crédit.

Enfin la caisse locale n'a plus à tenir qu'une compta-

1. Voir plus haut le tableau indiquant les limites selon lesquelles l'Etat peut allouer des avances aux caisses régionales.

bilité rudimentaire qui peut être confiée à l'un quelconque de ses adhérents.

La société locale ne pourrait donc trouver un avantage à l'application des combinaisons 1, 2 et 3 que par l'ampleur et la fréquence de ses opérations qui, en déterminant un roulement d'argent considérable, finiraient par couvrir les causes initiales de dépenses que l'établissement a à supporter de ce chef, et à engendrer elle-même des bénéfices. Ces modalités peuvent donc, à la rigueur, être adoptées par une société qui a derrière elle plusieurs années de fonctionnement, a fait des preuves, a acquis la confiance des spéculateurs ou banquiers extérieurs et dispose d'excellents organes de gestion tant administratifs que financiers.

Toutes ces qualités sont assez difficiles à réunir; aussi, dans la pratique, les caisses locales fonctionnent comme organes intermédiaires et de transport entre la caisse régionale et l'emprunteur et les opérations successives du prêt se déroulent suivant une procédure déterminée à savoir :

1° Une demande de prêt adressée à la caisse locale et rédigée par l'emprunteur selon une formule que nous reproduisons en annexes.

2° L'examen de la demande par le conseil d'administration de la caisse locale à un quadruple point de vue : quant au *montant* du prêt tout d'abord car nous savons déjà que le règlement intérieur fixe sous l'agrément de la caisse régionale le maximum des prêts à consentir aux sociétaires¹.

Quant à *sa durée* qui varie avec les opérations auxquelles les prêts sont destinés et est fixée pour chaque

1. Dans la limite de 5, 6 ou 7 fois le montant des parts du sociétaire emprunteur.

nature d'opération par le règlement intérieur de la caisse locale¹.

Quant au *taux de l'intérêt* qui ne peut dépasser de plus de 1 % l'intérêt payé par les caisses locales aux caisses régionales. Dans cette fixation du taux, le conseil d'administration doit tenir compte des conditions de fonctionnement de la caisse. A ses débuts, une caisse locale peut et doit même prescrire le chiffre établi par la caisse régionale en le majorant du maximum de 1%; mais, après un certain temps de fonctionnement, une caisse locale qui, par suite d'une bonne administration, s'est constitué un capital de réserve assez important peut, sans risques, baisser le taux de l'intérêt de ses prêts.

Enfin quant *aux garanties* à exiger de l'emprunteur pour assurer le remboursement du prêt. Toutefois lorsque le montant d'un prêt est sensiblement égal à la valeur des parts versées par l'emprunteur à la caisse locale il n'est pas besoin d'exiger de lui une autre garantie.

Si la demande de prêt est agréée, les opérations de crédit se déroulent selon le processus que nous avons déjà schématiser en un tableau, dans notre étude historique. L'emprunteur remet à la caisse locale, en couverture, un billet négociable d'une valeur égale au montant du prêt. La caisse locale endosse le billet au nom de la caisse régionale qui escompte le billet² et en transmet le montant escompté à la caisse locale. Celle-ci, à son tour, retient sur le montant du billet ses frais de commission³ et remet le *montant net* des fonds à l'emprunteur. La caisse régionale conserve le billet en portefeuille et, suivant ses

1. Dans les limites maximum de 12 mois. Voir décret 12 avril 1914, art. 9.

2. Au taux de l'escompte de la Banque de France dans la limite maximum de 4 %.

3. Dans la limite de 1 %. Voir décret article 22.

besoins, le réescompte a un établissement bancaire qui en poursuit le remboursement, en temps et lieux, auprès de l'emprunteur.

Crédit à long terme. — Les caisses locales et régionales peuvent aussi consentir des prêts individuels à long terme. Une seule restriction s'impose. « Il est interdit aux caisses régionales et locales de consentir des prêts individuels à long terme, lorsqu'elles ne doivent plus avoir qu'une durée inférieure à dix années¹ ».

Ces prêts sont effectués sur le montant des avances spéciales de l'Etat mises à la disposition des caisses régionales dans les conditions déjà étudiées plus haut² et suivant certaines règles quant au montant, à la durée et au taux de l'intérêt du prêt ainsi qu'aux garanties exigées de l'emprunteur :

1^o Un même bénéficiaire ne peut recevoir plus de 40.000 francs, s'il s'agit d'un prêt consenti en vue de l'industrie de la pêche ou plus de 5.000 francs s'il s'agit d'un prêt consenti en vue de l'exploitation du Domaine maritime, le montant du prêt ne pouvant excéder, dans tous les cas, les trois quarts de la valeur du gage constitué par l'emprunteur.

2^o Les prêts ne peuvent être faits pour une durée de plus de dix ans³.

3^o Le taux maximum à percevoir par la caisse régionale est de 3 % et par les caisses locales de 1 %⁴.

Toutefois, étant donné que le prêt individuel à long terme offre des garanties absolues de remboursement et

1. Décret 12 avril 1914, article 15.

2. Voir loi 1913, article 12, paragraphe 2.

3. Loi 1913, article 15.

4. Décret 1914, article 33.

que, d'autre part, les versements périodiques obligatoires de l'emprunteur, ainsi que ses versements anticipés, constituent, pendant toute la période décennale, une source de revenus fort appréciables pour la caisse régionale, les deux caisses peuvent prêter à un taux moindre que le taux maximum : par exemple la caisse régionale à 1 fr. 75 ou 2 % et la caisse locale à 0 fr. 80 ou 0 fr. 90 %.

4° Les caisses locales et régionales doivent exiger, en temps utile, des emprunteurs, des *garanties* de remboursement. Ces garanties sont évidemment variables suivant la nature même du prêt :

S'il s'agit d'un prêt consenti en vue de l'exercice de l'industrie de la pêche les garanties exigées sont :

a) *L'hypothèque maritime*, au profit de la caisse locale intéressée. « Les navires à voiles ou à vapeur de cinq à vingt tonneaux de jauge ou les navires munis d'un autre moyen de propulsion mécanique de trois à vingt tonneaux de jauge brute totale, sont susceptibles d'hypothèques, au cours de leur construction ou pendant les trois mois suivant leur mise en service ou la transformation de leur mode de propulsion, mais exclusivement au profit soit du constructeur pour la garantie du paiement du prix de vente soit des sociétés de crédit maritime et de l'Etat pour la garantie du remboursement de leurs prêts et avances¹ ».

b) *L'assurance contre les risques de mer de l'objet acquis ou transformé au moyen du prêt*. — Ce contrat peut être passé soit avec une société d'assurances mutuelles maritimes agréée par la caisse régionale intéressée, soit avec toute autre société française d'assurances et stipulant

1. Loi 4 décembre 1913, article 21 portant modification de l'article 36 de la loi du 10 juillet 1885 sur l'hypothèque maritime.

qu'en cas de sinistre le bénéfice de l'assurance sera transféré à la caisse locale intéressée, jusqu'à concurrence des sommes prêtées et non encore remboursées.

c) *L'assurance-vie* c'est-à-dire un contrat d'assurance en cas de décès passé par le titulaire du prêt soit avec la caisse nationale d'assurances en cas de décès soit avec toute autre société d'assurances autorisée à fonctionner en France et garantissant à la caisse locale soit par le contrat lui-même soit par un avenant le paiement des sommes restant dues à la dite caisse au moment du décès de l'assuré.

En outre, d'autres garanties peuvent être prises « ces garanties peuvent, avec l'agrément de la caisse locale et de la caisse régionale, être remplacées en totalité ou partiellement par une ou plusieurs autres garanties reconnues suffisantes : caution solidaire, hypothèque terrestre, hypothèque maritime sur un autre navire que celui formant le gage de l'hypothèque exigée ¹ ».

S'il s'agit d'un prêt consenti en vue d'opérations autres que l'industrie de la pêche proprement dite, les garanties exigées sont :

a) *Le warrant*, portant sur les produits de l'exploitation et consenti au profit de la caisse locale jusqu'à concurrence de la somme due. « Les détenteurs d'établissements de pêche destinés exclusivement à la capture, à l'élevage, au parage, à la conservation et à la vente des crustacés et des mollusques autres que l'huître, sont admis à bénéficier au même titre que les ostréiculteurs, du warrantage des produits de leur exploitation dans les conditions prévues par la loi du 30 avril 1906 sur les warrants agricoles² ».

1. Voir *Guide pratique du crédit maritime*.

2. Voir article 24 loi 4 décembre 1913.

b) *L'assurance-vie*, contrat d'assurances en cas de décès passé par le titulaire du prêt dans les mêmes conditions que précédemment.

c) *L'assurance maritime*. — Il peut se faire, qu'à raison des conditions de l'exploitation, ce contrat ne soit pas possible. En ce cas la caisse locale exige de l'emprunteur un intérêt supplémentaire de 1 %.

Comme il a été dit plus haut, ces garanties peuvent également être remplacées, dans la limite prévue par la loi, par une caution solidaire, une hypothèque, etc.

Telles sont les diverses garanties fournies par l'emprunteur. Il est évident que leur constitution ainsi que le versement de la prime d'assurances en cas de décès sont une source de frais assez onéreux. Aussi le décret du 12 avril 1914 permet aux caisses locales qui consentent ces prêts, d'en faire l'avance et de les incorporer au montant des prêts. De même lorsque les assurances de toute nature, exigées comme garantie d'un prêt consenti, sont contractées moyennant le paiement de primes à forme périodique, les caisses de crédit maritime peuvent, à défaut du paiement de ces primes par l'intéressé, en effectuer elles-mêmes le paiement et en imputer le montant sur le plus prochain versement d'intérêts.

Le mécanisme assez complexe du crédit à long terme nécessite quelques explications quant à la procédure suivie et notamment aux divers modes possibles de remboursement des prêts :

L'intéressé formule une demande de prêt¹ qui est transmise à la caisse régionale avec un avis motivé de la caisse locale.

1. Voir modèle de formule en Annexes.

1° sur la *solvabilité*, l'*honorabilité* et la *valeur professionnelle* de l'emprunteur;

2° Sur le *caractère maritime* de l'opération que l'emprunt a pour but de faciliter;

3° Sur la *valeur des garanties* proposées. La caisse régionale, après étude du dossier, agréé la demande.

Le prêt une fois obtenu, comment l'intéressé peut-il le rembourser? Trois systèmes de remboursement lui sont possibles : remboursement par annuités égales, par versements anticipés, par annuités décroissantes.

Prenons un exemple concret et examinons le mécanisme de chacun d'eux.

Supposons que, pour la construction d'un bateau, je demande à la caisse régionale de Quimper à laquelle je suis affilié de me prêter, pour dix ans, 12.000 francs que je m'engage à rembourser dans un délai de dix ans, y compris les intérêts. Le remboursement du prêt consiste dans le versement :

1° des 12.000 francs empruntés.

2° d'une prime d'assurance en cas de décès. Cette prime à payer à la caisse nationale d'assurance ou à la compagnie d'assurance que j'aurai choisie, est, pour un homme de 30 à 36 ans, d'environ 970 francs étant donné l'importance des risques auxquels je suis exposé par ma profession;

3° des intérêts de la somme prêtée. Nous savons que l'intérêt auquel ont droit les caisses de crédit maritime sur un prêt individuel à long terme ne peut dépasser 3 % pour la caisse régionale. Je dois donc rembourser, en définitive en dix ans 12.970 francs augmentés des intérêts à 3 % ce qui fait, au total, par le jeu des intérêts composés 15.206 francs. Pour me liquider je puis utiliser les systèmes suivants :

Système des annuités égales : Il consiste pendant dix ans à verser, chaque année, le dixième des 15.206 francs soit 1.520 fr. 50 autrement dit 1.297 francs, dixième partie du capital emprunté et 223 fr. 50 pour les intérêts.

Système des versements anticipés : Si mes ressources me le permettent, je vais essayer de me libérer en moins de dix ans, en six par exemple. Dans cette hypothèse mes versements pourront s'échelonner comme suit :

La première année je paye l'annuité normale, soit, comme précédemment, 1.520 fr. 50; mais j'y ajoute un versement anticipé de 1.000 francs à valoir sur le montant de ma dernière annuité. La caisse régionale m'accorde, sur ces 1.000 francs payés neuf années d'avances un escompte¹ annuel de 1 % soit 90 francs.

La deuxième année, je verse l'annuité normale plus une autre annuité qui comptera pour la neuvième et j'ajoute encore 520 fr. 50 pour compléter les 1.000 francs versés la première année, en acompte sur la dixième année. La régionale me paye toujours à titre d'escompte 1 % soit 148 fr. 08.

La troisième année, je verse encore une annuité (c'est donc la huitième) en plus de l'annuité normale, avec, toujours, l'escompte à 1 % soit 76 fr. 03.

La quatrième année j'agis de même. Je verse donc l'annuité normale (la quatrième) et une supplémentaire (la septième). L'escompte me procure 45 fr. 62.

Les septième, huitième et neuvième années ayant été liquidées par anticipation, je puis, durant la cinquième et la sixième, me contenter de payer l'annuité normale, pour achever en six ans le remboursement de ma dette.

1. Décret 12 avril 1914, article 19.

L'avantage d'un tel système est double. J'ai bénéficié à titre d'escompte, sur mes paiements, anticipés, de 359 fr. 73. Mais, d'un autre côté, mes remboursements anticipés ayant rendu mon assurance sur la vie sans objet pour les quatre dernières années, la compagnie d'assurances me rembourse, par l'intermédiaire de la caisse locale, la réserve mathématique correspondant à la garantie des quatre dernières années soit environ 220 francs. Mon bénéfice se réduit en fin de compte à 579 fr.

Système des annuités décroissantes. — Au lieu de verser comme précédemment le dixième du capital, plus un dixième du *montant global des intérêts pour la période des dix années*, j'effectue chaque année le versement d'une somme comprenant le dixième du capital emprunté, plus *l'intérêt annuel de la somme restant à rembourser* et cet intérêt, bien évidemment, va en décroissant au fur et à mesure des remboursements. Dans cette hypothèse j'ai chaque année à effectuer les versements figurant au tableau suivant :

Années	Un dixième du montant du prêt	Somme restant due	Intérêt à 3 o/o du restant du	Versement annuel (total des colonnes 2 et 4)
1 ^e année	1297	12.970	389	1.686
2 ^e année	—	11.673	350	1.617
3 ^e année	—	10.376	311	1.608
4 ^e année	—	9.079	272	1.569
5 ^e année	—	7.782	233	1.530
6 ^e année	—	6.485	195	1.492
7 ^e année	—	5.188	156	1.453
8 ^e année	—	3.891	117	1.414
9 ^e année	—	2.594	78	1.375
10 ^e année	—	1.297	39	1.336

B. *Opérations effectuées par la caisse régionale.* — Toutes ces opérations ont trait à des prêts collectifs à long ou à court terme faits aux sociétés coopératives. L'intermédiaire de la caisse locale est ici supprimé et les coopératives entrent en relations directes avec la caisse régionale. Avant d'étudier le fonctionnement du prêt collectif il nous reste à faire connaître cette organisation qui diffère des caisses, mais se trouve en relations étroites avec elles, la société coopérative, qui offre aux pêcheurs des avantages très importants :

Organisation et constitution des sociétés coopératives.

On appelle coopérative maritime une société formée par un ou plusieurs groupements professionnels maritimes ou par des membres de ces groupements, en vue de l'achat en commun d'engins de pêche, d'instruments nautiques, d'appâts, de combustibles etc. Ces objets sont vendus par la coopérative avec un léger bénéfice et cependant à un prix inférieur à celui du commerce, la société se trouvant en mesure, grâce à l'importance de ses capitaux et de ses achats, de se les procurer aux meilleures conditions et *sans passer par aucun intermédiaire.*

Constituée par des concessionnaires d'établissements de pêche sur le domaine maritime, elle exécute les travaux nécessaires à l'exploitation.

Ajoutons que « les sociétés coopératives maritimes peuvent se concerter entre elles de manière à permettre aux membres de l'une de s'approvisionner dans les magasins de l'autre¹ ».

Ces sociétés peuvent se constituer soit sous la forme

1. Loi 4 décembre 1913, article 17.

civile¹ soit sous la forme commerciale² comme société anonyme à capital variable, société en commandite anonyme, en nom collectif ou en participation. La forme la plus recommandable et à laquelle les sociétés s'adaptent le mieux, est celle de la société anonyme à capital variable. Ce capital est constitué par les parts ou versements des sociétaires, qui reçoivent un intérêt annuel.

L'administration est confiée à un conseil nommé par l'assemblée générale. Les fonctions d'administrateur sont gratuites, sauf remboursement des dépenses éventuelles que les administrateurs ont pu engager *pour le compte* de la société; les fonctions de directeur ou de directeur comptable peuvent être rétribuées.

Un règlement intérieur détermine les droits de chaque sociétaire et établit les règles à observer dans toutes les opérations que la coopérative est appelée à effectuer.

Les statuts doivent être établis conformément aux indications de l'article 4 du décret du 12 avril 1914; notamment, ils doivent spécifier expressément : qu'aucun dividende ne sera attribué au capital ou aux fractions de capital et que le taux des intérêts ne pourra pas dépasser 4 %³.

Que les sociétaires s'engagent conjointement ou solidairement au remboursement des dettes contractées par la société tant envers les caisses de crédit qu'envers les tiers⁴.

Que le conseil d'administration a pouvoir de consti-

1. Code civil, livre III, titre IX, articles 1832 à 1873.

2. Code de commerce, livre I, titre III. Lois du 24 juillet 1867, et 1^{er} août 1893.

3. Décret 12 avril 1914, article 4.

4. Décret 21 janvier 1915, article 4 et circulaire manuscrite Nantes du 4 mars 1910.

tuer hypothèque au profit de la caisse régionale pour la garantie des dettes contractées envers cette caisse.

Que le conseil pourra proposer l'exclusion d'un ou de plusieurs porteurs de parts à l'assemblée générale qui se prononcera dans les conditions fixées par l'article 52 de la loi du 24 juillet 1867. Cette exclusion devra être motivée soit par un préjudice grave causé à la société, soit par la perte de la qualité de membre de syndicat professionnel maritime.

Après affiliation de la société coopérative à la caisse régionale, et souscription à la caisse régionale du nombre de parts nécessaires à l'ouverture du crédit qu'elle juge suffisant pour effectuer ses opérations, la société coopérative doit remettre immédiatement, en triple expédition, ses statuts, à l'administrateur de l'inscription maritime du quartier du siège de la société; un exemplaire est transmis à la caisse régionale, un autre exemplaire à l'inspecteur régional et l'exemplaire restant est conservé dans les archives du quartier.

Nous n'avons pas ici à énumérer le détail des règles à observer dans l'administration des sociétés coopératives maritimes. Des renseignements complets sur cette question se trouvent contenus dans un modèle de statuts que nous publions en annexes et auquel il suffit de se référer.

Fonctionnement des sociétés coopératives; mécanisme du crédit collectif à court terme et à long terme. — Le fonctionnement des sociétés coopératives maritimes est assuré par la constitution d'un fonds de roulement composé du capital social et libéré de la société coopérative, et d'avances spéciales de la caisse régionale.

Toute société coopérative maritime, dont les statuts ont été approuvés par la caisse régionale peut obtenir

des prêts de cette dernière. Ces prêts varient d'ailleurs quant à leur montant et à leur durée, selon les divers modes d'opérations auxquels ils sont affectés :

S'il s'agit d'un prêt à long terme pour les opérations générales spécifiées à l'article premier de la loi du 4 décembre 1913, il ne peut être consenti pour une durée supérieure à *cinq* ans et son montant ne peut excéder le *triple* du capital versé en espèces sous forme de parts, par la société coopérative à la caisse régionale.

S'il s'agit d'un prêt à court terme uniquement pour l'achat d'appâts, il ne peut excéder le *quintuple* du capital versé en espèces sous forme de parts et pour une durée qui ne peut être supérieure à *un an*.

Pour tous les détails d'exécution, nous renvoyons le lecteur à la loi du 4 décembre 1913 insérée en annexes au présent volume, notamment en ce qui concerne les formalités à accomplir par les sociétés coopératives qui désirent obtenir de la caisse régionale un prêt à long terme ou à court terme, le versement partiel ou total du prêt, les sûretés et justifications à exiger des sociétés coopératives pour garantir le remboursement du prêt telles que engagement conjoint et solidaire des sociétés, hypothèques terrestres ou maritimes sur les biens déjà possédés ou à acquérir par la société, assurances maritimes ou terrestres des bateaux, immeubles, et production des inventaires et bilans annuels; enfin exigibilité immédiate des prêts en cas de non réalisation des garanties offertes par les sociétés coopératives ou d'inobservation des conditions des prêts.

En cas de déconfiture de la caisse régionale, la responsabilité de la société coopérative est limitée au montant de ses parts souscrites à la caisse régionale.

III. Comptabilité des caisses de crédit maritime. — Les caisses locales et les caisses régionales étant des sociétés commerciales, sont assujetties à la tenue d'une comptabilité. Elles doivent, à cet effet, respecter les principes énoncés par le code de commerce, et tenir des documents spéciaux :

Une circulaire manuscrite en date du 7 octobre 1910 rappelle que les comptabilités de ces caisses doivent être tenues conformément aux prescriptions du code. Elles doivent en outre respecter les indications qui leur sont données soit par les caisses régionales s'il s'agit des comptabilités des caisses locales, soit par le sous-secrétariat d'Etat à la marine marchande en ce qui concerne les comptabilités des caisses régionales. « Cette condition est indispensable pour permettre l'ordonnancement au projet des caisses régionales, des avances qui leur sont conservées sur les fonds du crédit maritime mutuel¹ ». Les caisses locales et régionales doivent d'ailleurs se soumettre, par un article de leurs statuts, aux opérations de contrôle et de surveillance prévues par les lois et règlements concernant le crédit maritime.

Pour réglementer tous les détails d'application de la tenue des comptabilités des caisses locales et des caisses régionales, des manuels ont été publiés en mai et en septembre 1910, et une circulaire ministérielle fut adressée aux différents quartiers d'inscription maritime pour « distribuer aux caisses de crédit maritime actuellement créées ou qui viendraient à se constituer dans les quartiers² ».

1. Circulaire manuscrite, 17 octobre 1910.

2. Dépêche, 17 octobre 1910.

Cette comptabilité doit être tenue sur des documents spéciaux. Nous savons que le code de commerce, en ses articles 8 et 9, prescrit la tenue d'un livre-journal, d'un livre des inventaires et d'une copie de lettres mais, dit le guide maritime, la pratique a démontré la nécessité de leur adjoindre : « Un grand livre auquel il y a lieu d'ajouter un livre de caisse, un livre des effets escomptés, un livre des sociétaires, et un registre des délibérations du conseil d'administration et des assemblées générales ».

De telle sorte qu'actuellement les registres à tenir sont, pour les caisses locales et les caisses régionales : un livre des sociétaires, un livre de copie de lettres, et un registre des délibérations.

En plus de ces documents communs la caisse régionale tient un journal, un grand livre, un livre de caisse, un livre des inventaires et un livre des effets escomptés et la caisse locale, uniquement un livre de prêts en cours et un journal grand livre qui tient lieu à la fois de livre de caisse, de livre des effets à recevoir et de livre des inventaires.

IV. Contrôle et surveillance des sociétés de crédit maritime. — Un décret rendu sur la proposition des Ministres de la marine et des finances, détermine les moyens de contrôle et de surveillance à exercer par le ministre de la marine sur les sociétés de crédit maritime. Ce contrôle peut affecter des modalités différentes et fait intervenir la Commission supérieure, des inspecteurs régionaux, les administrateurs de l'Inscription maritime des quartiers intéressés, les contrôleurs de l'Administration de la marine. Enfin les sociétés elles-mêmes peuvent exercer les unes sur les autres un contrôle effectif.

1. *Contrôle de la Commission supérieure.* — La Commission supérieure du crédit maritime mutuel composée de trente-trois membres¹ se réunit *en principe* toutes les fois que le sous-secrétaire d'Etat à la marine marchande le juge utile mais, obligatoirement, une fois par trimestre. Son rôle est double :

Elle reçoit communication de tous renseignements concernant le fonctionnement et la situation des caisses régionales et notamment : De leurs bilans et comptes de profits et pertes; des procès-verbaux de vérification et rapports des inspecteurs concernant le fonctionnement des caisses.

Sur la demande du sous-secrétaire d'Etat de la marine marchande, elle examine les statuts des caisses régionales au moment de leur constitution et donne son avis motivé sur les demandes d'avances formulées par les caisses régionales sur la répartition des indemnités à allouer sur le fonds de réserve spécial et, en général, sur toutes les questions qui intéressent l'organisation ou le fonctionnement du crédit maritime.

Les membres de la Commission supérieure du crédit maritime perçoivent des indemnités et frais de déplacement prévus par le décret général du 5 avril 1917 sur « les conseils et commissions fonctionnant auprès des services centraux de la marine marchande » et remplaçant le décret antérieur du 26 octobre 1911². « Les représentants des personnels naviguants, ne résidant pas à Paris et qui sont appelés à s'y rendre en qualité de membres des conseils ou commissions fonctionnant auprès des services cen-

1. Voir article 13 de la loi du 4 déc. 1913.

2. Voir *Journal officiel* du 11 avril.

traux de la marine marchande reçoivent les indemnités ci-après savoir :

1^o Une indemnité de 15 francs par journée de déplacement (séjour à Paris et durée du voyage).

2^o A titre de frais de route, une indemnité représentant le remboursement du prix de leur place en chemin de fer en deuxième classe, étant entendu que s'ils voyagent avec un billet d'aller et retour, ou avec un permis de circulation à demi-tarif, il ne leur sera remboursé que la somme qu'ils auraient effectivement payée ».

2. *Contrôle des Inspecteurs régionaux.* — Le littoral français, métropolitain et algérien est divisé, au point de vue de l'inspection du crédit maritime en quatre régions :

La région du Nord s'étendant de la frontière belge à la rivière « Le Couesnon ».

La région de l'Ouest de la dite rivière à l'embouchure de la Loire.

La région du Sud-Ouest, de l'embouchure de la Loire, à la frontière espagnole.

La région du Sud comprenant tout le littoral méditerranéen.

Dans chaque région sont institués des inspecteurs régionaux désignés par le sous-secrétaire d'Etat à la marine marchande, choisis parmi les officiers ou fonctionnaires de l'Administration de la marine ou d'un autre département ministériel, en raison de leur compétence particulière, et qui ont pour mission d'aider à la constitution des caisses et coopératives de crédit maritime mutuel et d'en surveiller le fonctionnement.

Les inspecteurs régionaux doivent au moins, deux fois par an, faire une vérification sur place des caisses et coopératives. Toute vérification donne lieu à l'établissement

d'un procès-verbal qui est transmis directement au sous-secrétariat d'Etat. En outre, au cours du premier trimestre de chaque année, les inspecteurs régionaux fournissent directement au sous-secrétariat d'Etat un rapport général sur le fonctionnement et la situation pendant l'année écoulée, des caisses régionales soumises à leur contrôle¹.

Des allocations spéciales de service sont aussi allouées aux inspecteurs régionaux pour leurs déplacements².

3. *Contrôle des administrateurs de l'Inscription maritime.* — Les administrateurs de l'Inscription maritime exercent une surveillance permanente des caisses de crédit maritime et des sociétés coopératives de leur quartier. Ils établissent, dans le courant du mois de janvier, de chaque année, un rapport sur le fonctionnement des dites caisses ou sociétés pendant l'année écoulée. Ils doivent, dans la mesure du possible, faciliter les vérifications et enquêtes des inspecteurs régionaux.

Ils sont accrédités auprès des succursales de la Banque de France de leurs circonscriptions pour se familiariser, par une étude sur place, avec les questions de crédit. Ce contrôle des administrateurs de l'inscription maritime ne fait pas comme on pourrait le croire *a priori* double emploi avec celui des inspecteurs régionaux. Tandis que ces derniers, en effet, se déplacent pour exercer leurs

1. Inspecteurs généraux en service actuellement :

Région du Nord : M. Potigny, administrateur de l'Inscription maritime à Caen.

Région de l'Ouest : M. Bronkhorst, administrateur principal de l'Inscription maritime à Quimper.

Région du Sud-Ouest : M. Gaillard, administrateur aux Sables d'Olonne.

Région du Sud : M. Lorin de Reure, administrateur à Nice.

2. Décision ministérielle du 16 mai 1914.

attributions dans toute une région, le contrôle de l'inscription maritime ne dépasse jamais les limites du quartier où il s'exerce d'une façon permanente. « Le contrôle des inspecteurs régionaux n'empêche pas les administrateurs de l'inscription maritime d'avoir qualité pour contrôler ou vérifier les opérations des caisses de crédit maritime fondées dans leurs circonscriptions... Malgré l'institution des inspecteurs régionaux (qui forment une sorte de contrôle mobile) les divers organismes de crédit maritime n'en demeurent pas moins soumis au contrôle résident des administrateurs des quartiers et ces deux contrôles peuvent fort bien se superposer sans se nuire ».

4. *Rôle des contrôleurs de l'Administration de la marine.*

— Les contrôleurs de l'Administration de la marine peuvent, éventuellement, exercer leurs attributions de contrôle sur le fonctionnement général des sociétés de crédit maritime mutuel. Le contrôle de la marine a pour objet, en effet, de sauvegarder les intérêts du Trésor et les droits des personnes et de constater *dans tous les services maritimes* l'application des lois, ordonnances, décrets et décisions ministérielles qui en régissent le fonctionnement administratif, financier, comptable et économique¹. Le contrôleur est, en d'autres termes, comme le disait excellemment l'article 42 de la loi du 16 mars 1882 : « le délégué direct du ministre; sa personnalité disparaît derrière sa fonction ».

Remarquons toutefois, qu'à la différence des autres modes de contrôle, ce dernier est purement éventuel, laissé à la libre initiative du contrôleur et non assujetti,

1. Voir loi 2 mars 1902, article 1^{er}.

comme les précédents, à des conditions prescrites par la loi ¹.

5. *Contrôle mutuel des caisses régionales, caisses locales et sociétés coopératives.* — Les diverses sociétés de crédit peuvent exercer elles-mêmes les unes à l'égard des autres une certaine surveillance dont l'efficacité ne nous fait aucun doute :

1° La caisse régionale exerce, de son côté, un contrôle très strict sur les opérations effectuées par les caisses locales et les sociétés coopératives. Indépendamment des obligations d'autorisations, approbations, visas etc., imposées par les règlements aux caisses locales et sociétés coopératives préalablement à l'exécution de toute opération de crédit, ce contrôle s'exerce :

a) par la tenue au siège de la caisse régionale pour les opérations de chaque coopérative et de chaque caisse locale affiliée, d'une comptabilité semblable à celle de ces sociétés d'où un moyen de contrôle permanent pour la caisse régionale.

b) Par la demande en communication de toutes pièces comptables ou autres, relatives aux opérations des sociétés affiliées.

c) Par toute vérification inopinée, en temps voulu, au siège des sociétés affiliée, seffectuée par un ou deux délégués du conseil d'administration ou de la caisse régionale.

2° D'autre part, et inversement, les représentants que possèdent les caisses locales ou sociétés coopératives dans le conseil d'administration ou la commission de surveillance de la caisse régionale, empêchent cette dernière

1. La commission supérieure doit exercer son contrôle au moins une fois par trimestre; les inspecteurs régionaux deux fois par an; les administrateurs de l'Inscription maritime d'une façon permanente.

de faire des opérations hasardeuses engageant la responsabilité pécuniaire des caisses locales et des sociétés coopératives.

ANNEXE.

L'application de la loi du 4 décembre 1913 aux sociétés de crédit dont nous venons d'étudier l'organisation et le fonctionnement entraîne des frais d'administration de toute nature, comblés par les ressources créées au profit de l'institution. A quel chapitre du budget sont inscrites ces dépenses, à quel compte spécial sont portées les ressources ?

Les[†] frais résultant du fonctionnement du crédit maritime mutuel sont inscrits en dépenses à un chapitre spécial du budget de la marine (frais d'administration et de contrôle des caisses régionales de crédit maritime). Une somme égale aux crédits ouverts est prélevée, en fin d'exercice, sur les fonds mis à la disposition du gouvernement pour avances aux caisses régionales et inscrite parmi les recettes d'ordre du budget.

Les ressources créées au profit de l'institution du crédit maritime mutuel par l'article 13 de la loi du 4 décembre 1913 sont versées et portées à un compte spécial, géré par l'établissement des Invalides de la marine et intitulé : « Fonds du crédit maritime mutuel ». Il est alloué aux trésoriers des invalides de la marine, après la constitution du fonds initial, 0 fr. 05 %¹ sur le montant des sommes encaissées ou payées par eux au titre du « fonds du crédit maritime mutuel ». Les mouvements d'ordre n'entraînant aucun encaissement ou paiement

1. Anciennement 0,25 %. Décret 3 avril 1910.

en espèces, ne donnent droit à aucune taxation au profit des trésoriers¹.

Notons que depuis l'année dernière, le fonds du crédit maritime mutuel servant à alimenter les caisses locales et régionales, s'était trouvé complètement épuisé à la suite des répartitions qui avaient été faites pour répondre aux demandes incessantes des pêcheurs. La dernière subvention accordée sur le produit des jeux avait été répartie aussitôt acquise, et les demandes allaient augmentant, sans qu'il fût possible d'y donner satisfaction.

En présence de cette situation et par suite de la nécessité de reconstituer d'urgence le fonds du crédit maritime mutuel, le gouvernement a récemment déposé sur le bureau de la chambre des députés un projet de loi, élaboré par Monsieur Rio, sous-secrétaire d'Etat à la marine marchande et destiné à doter le fonds du crédit maritime mutuel d'une subvention de deux millions, prélevée sur le reliquat disponible des redevances versées à l'Etat par la banque de France, en exécution des conventions approuvées par la loi du 20 décembre 1918.

Grâce à ces nouvelles ressources, le crédit maritime mutuel pourra venir en aide à nos populations de pêcheurs qui ont à faire face à de lourdes charges pour le renouvellement de leur matériel de pêche. Il sera également possible d'apporter un encouragement aux ostréiculteurs si éprouvés par la crise qui a sévi l'an dernier sur les régions où se cultive l'huître plate, et qui a été telle que dans certains parcs on a constaté une mortalité atteignant 80 %.

1. Décret 3 avril 1910 modifié par le décret du 21 février 1915.

QUATRIÈME PARTIE

Résultats du crédit maritime sur le littoral breton Son avenir. Conclusion.

Il n'est pas inutile de nous demander, en fin de cette étude, quels ont été les résultats de cette institution dont nous avons retracé la lente évolution et étudié le fonctionnement des divers organismes qui la constituent. Beaucoup en effet — ceux-là même qui s'intéressent aux questions maritimes — ne cessent de se figurer que les nombreux efforts tentés en la matière ont toujours été vains et les résultats obtenus, nuls ou à peu près. Certains économistes, tout en reconnaissant la nécessité urgente d'un tel mode de crédit, ne semblaient accorder — ces dernières années — qu'une assez faible confiance dans son avenir. C'est ainsi que M. Gides, en 1919, déclarait : « Il faudrait à côté du crédit agricole inscrire le crédit maritime pour les pêcheurs. Il ne serait pas moins nécessaire, en effet, à ceux-ci qu'aux agriculteurs, mais, étant encore plus pauvres et plus insoucieux de leurs intérêts ils ne savent en user. Des lois récentes en France (25 mars 1910 et 4 décembre 1913) viennent d'essayer de l'organiser sur les mêmes bases et avec les mêmes ressources que le crédit agricole. Le montant du prêt peut s'élever

jusqu'à 40.000 francs; c'est la nature de l'entreprise qui l'exige. *Mais ces lois ne semblent pas avoir, jusqu'à présent, donné de résultats* ¹ ».

C'était, à notre avis, une erreur, car en 1919 les caisses régionales de crédit maritime mutuel, sur notre côte ouest, avait déjà fait leurs preuves. Cette erreur provient en partie de ce que l'institution n'ayant jamais donné de résultats immédiats à la suite des divers textes qui la réglementaient, on finit rapidement par s'en désintéresser tout en se persuadant qu'on n'en pouvait rien tirer; mais d'autre part, et surtout, de ce que le crédit maritime mutuel n'a apporté en France que des résultats partiels, localisés pour ainsi dire exclusivement à la région bretonne.

Cette double raison explique donc et justifie en partie cette erreur assez commune sur le crédit maritime. Aussi nous semble-t-il intéressant de constater ici, par des statistiques appropriées, les résultats atteints par cette institution, au 1^{er} janvier 1923, nous cantonnant bien évidemment sur ce point à ceux obtenus sur le littoral Ouest, puisque c'est sur cette seule portion de nos côtes que le crédit maritime a réellement fonctionné jusqu'ici.

1. Gides, *Cours d'Economie politique*, tome I, page 811. Edition 1919.

CHAPITRE PREMIER

Résultats obtenus; statistiques.

Les progrès réalisés depuis trois ans environ dans l'organisation de cette institution dont le fonctionnement est si intimement lié à l'amélioration de la situation de nos populations maritimes et à la reconstitution de notre flotille de pêche, sont d'une manière générale, assez satisfaisants. Les caisses régionales d'Auray et de Quimper notamment, de beaucoup les plus importantes de la région, la première englobant le Morbihan et la Loire-Inférieure, la seconde le Finistère et les Côtes du Nord, sont toutes deux en pleine prospérité.

Nous allons étudier successivement la situation des caisses situées sur les divers points de ces régions :

A) ORGANISMES DU MORBIHAN ET DE LA LOIRE INFÉRIEURE.

1. *Caisse régionale d'Auray.* — La caisse régionale d'Auray, n'a cessé, depuis trois ans, de progresser d'une manière très sensible. Son capital social s'est encore accru et est passé de 162.175 francs au 31 décembre 1921 à

176.635 francs au 31 décembre 1922. Ses opérations ont, par ailleurs, subi une progression analogue, et le montant des avances gratuites de l'Etat atteignait à la fin de l'exercice 1922, la somme de 592.975 francs dont 335.000 destinés à des prêts individuels à long terme.

A cette somme de 592.975 francs, il y a lieu d'ajouter une nouvelle avance de 100.000 francs pour opérations de crédit collectif à court terme qui vient d'être consentie par un arrêté ministériel du 2 août 1923. Le rapport joint à cet arrêté spécifie qu'une seconde avance de 350.000 francs destinée à être affectée à des prêts individuels à long terme, est également accordée en principe à la caisse d'Auray, mais ne pourra lui être versée qu'après reconstitution du Fonds du crédit maritime actuellement totalement épuisé¹.

Les opérations de crédit à long terme prennent, en effet, une grande extension dans la région Ouest et deux caisses locales ont été créées en 1922 dans la Loire-Inférieure l'une à Basse-Indre, l'autre à Pornic, ce qui porte à 4 le nombre des caisses locales affiliées à la caisse régionale. Les coopératives sont au nombre de 5.

2. CAISSES LOCALES.

Caisse locale d'Auray. — La caisse locale d'Auray a vu ses opérations prendre un nouveau développement, à la suite de l'affiliation de plusieurs emprunteurs à long terme, mais son rôle principal consiste toujours à servir d'intermédiaire entre les ostréiculteurs et la caisse régionale.

1. Voir plus bas à ce sujet proposition de loi étudiée par M. Charles Le-boucq.

Caisse locale de Port-Louis. — La caisse locale de Port-Louis, qui, depuis sa création en 1920 n'avait effectué *aucune opération*, est entrée dans la période d'activité et son capital social qui était de 500 francs seulement le 31 décembre 1920, s'élevait à 5.280 francs le 31 décembre 1922.

Elle se consacre plus particulièrement aux prêts à long terme en vue de la construction de bateaux de pêche et il n'est pas douteux qu'elle ne soit appelée à rendre les plus grands services à la population maritime, dès que les avances de l'Etat permettront de donner satisfaction aux demandes de prêts dont elle est déjà ou va être saisie.

Caisse locale de Pornic. — La caisse locale de Pornic, créée dans le courant de 1922, au capital social de 200 francs versés entièrement à la caisse régionale, n'a consenti jusqu'ici qu'un seul prêt à long terme de 20.000 francs sur lesquels 6.000 francs ont été déjà versés.

Caisse locale de Basse-Indre. — La caisse locale de Basse-Indre ne s'est constituée qu'en décembre 1922. Elle n'a fait en conséquence, aucune opération en 1922 mais dès le mois de février 1923, elle a accordé un premier prêt à long terme de 5.000 francs. Elle a reçu plusieurs autres demandes, *qu'à défaut des fonds nécessaires, elle est obligée de classer.*

3. COOPÉRATIVES.

Société coopérative ostréicole d'Auray. — La société coopérative ostréicole d'Auray n'a pas tenu les promesses brillantes de ses débuts, et au 31 décembre 1922, l'excédent du passif sur l'actif était de 8.354 fr. 01.

Une assemblée générale réunie le 12 mars 1923 a par suite voté la dissolution de la société ce qui n'entraînera, d'ailleurs, aucun dommage pour la caisse régionale, les adhérents étant engagés par les statuts au remboursement des dettes.

Cet insuccès est une des conséquences de la crise que traverse l'ostréiculture. Au surplus nous ajouterons qu'une nouvelle coopérative ostréicole a été créée dès le 2 avril 1923 par un certain nombre de membres de la société dissoute.

Coopérative de Port-Louis. — La situation de la coopérative de Port-Louis, médiocre à la fin de 1921, s'est grandement améliorée en 1922 et 1923; on peut même la considérer comme excellente. L'excédent de l'actif sur le passif est, en effet, de près de 20.000 francs pour un chiffre d'affaires de 585.000 francs.

Coopérative du Sud-Morbihan. — L'effondrement des cours des rogues et des filins de 1921 n'est plus pour la coopérative du Sud-Morbihan qu'un mauvais souvenir, et sa situation est redevenue excellente, bien que son chiffre d'affaire (1.102.768 francs) soit un peu inférieur à celui de 1921 (1.233.634 francs).

Mais cette diminution provient uniquement de la baisse qui s'est produite sur les cours de certaines marchandises, et en particulier sur ceux des rogues. Au 31 décembre 1922, l'excédent de l'actif sur le passif dépassait 60.000 francs.

Coopérative du Croisic. — La coopérative du Croisic continue à se relever des suites de son opération désastreuse sur les rogues de 1920, et son chiffre d'affaires

est passé de 140.714 francs en 1921 à 336.812 en 1922. Il en est résulté que l'excédent du passif sur l'actif qui atteignait 39.021 francs au 31 décembre 1921, a été ramené au 31 décembre 1922 à 10.601 francs.

Il y a tout lieu de supposer dans ces conditions, que l'actif et le passif se balancent à la fin de l'exercice 1923.

Coopérative de la Turballe. — La situation de la coopérative de la Turballe est toujours délicate.

Son chiffre d'affaires s'est élevé cependant en 1922, à 592.000 francs, alors qu'il n'avait atteint que 125.000 fr. en 1921, et l'excédent du passif sur l'actif qui était de 120.600 francs au 31 décembre 1921, n'est plus que de 85.073 francs au 31 décembre 1922.

Une amélioration réelle s'est donc produite. Il est toutefois regrettable, que, d'une part, le conseil d'administration ne fasse preuve d'aucune énergie et que, d'autre part, les membres de la coopérative ne se rendent compte ni de leurs obligations ni de leurs responsabilités.

L'état d'esprit des pêcheurs de la Turballe est d'ailleurs tout spécial, et dans aucun des autres ports de la région Ouest, on ne rencontre une méconnaissance aussi complète des idées de mutualité.

Ce regrettable état d'esprit explique l'insuccès de la « Turballaise » créée en novembre 1922 en vue de la vente et de l'expédition du poisson de ses adhérents, et qui, en fait, constituait une annexe de la coopérative de vente d'appâts et d'engins de pêche.

Au bout d'une huitaine de jours, la « Turballaise » qui n'avait pas trouvé les débouchés sur lesquels elle comptait, et dont surtout les dirigeants manquaient peut-être d'ordre et de méthode, dut suspendre ses opérations qui se

traduisirent par un déficit de 480 fr. 70, déficit qui, finalement, devra rester à la charge de la caisse régionale.

Il est permis, toutefois, d'espérer voir la Turballaise reprendre ses opérations dans des conditions plus favorables.

Coopérative des pêcheurs de la Basse-Loire. — La situation financière de la coopérative des pêcheurs de la Basse-Loire est toujours satisfaisante et le nombre des sociétaires — actuellement de 91 — est en progression continue. Malheureusement le chiffre d'affaires de 1922 (9.672 francs) est en diminution sur celui de 1921 (12.338 francs).

Ce recul ne doit d'ailleurs être considéré que comme momentané, et les résultats déjà donnés par le dépôt de Basse-Indre qui, cependant, n'a commencé à fonctionner qu'en janvier dernier, permettent d'envisager en fin d'exercice, une amélioration sensible de la situation.

Coopérative la « Pornicaise ». — La situation de la « Pornicaise » est maintenant excellente. Au 31 décembre 1922, l'excédent de l'actif sur le passif était de 13.379 francs et le chiffre d'affaires était passé de 63.595 francs en 1921 à 253.990 francs.

Il convient, toutefois, de remarquer que, depuis le mois de mai 1922, la Pornicaise a étendu les opérations prévues primitivement par ses statuts à la vente directe du poisson pêché par ses adhérents, et le produit de ces ventes entre pour une somme importante dans le total du chiffre d'affaires.

L'initiative de la Pornicaise est d'ailleurs tout particulièrement intéressante et mérite d'être suivie avec le plus grand soin.

B) ORGANISMES DU FINISTÈRE ET DES CÔTES-DU-NORD

1. CAISSE RÉGIONALE DE QUIMPER.

La situation de la caisse régionale de Quimper, ainsi que nous l'avons dit plus haut, est excellente et le chiffre de ses opérations de 1922, qui a atteint près de 5 millions est sensiblement égal à celui de 1921.

Son capital social, entièrement versé, s'est encore accru, et est passé de 216.375 francs au 31 décembre 1921 à 225.080 francs au 31 décembre 1922. À la même date, le montant des avances gratuites de l'Etat s'élevait à la somme de 582.000 francs dont 100.000 francs destinés à des prêts individuels à long terme.

Par ailleurs, le sous-secrétaire d'Etat à la marine marchande, par une décision en date du 2 août 1923, conformément aux propositions de la commission supérieure, du crédit maritime mutuel, a accordé à la caisse régionale de Quimper une nouvelle avance de 200.000 francs à affecter aux opérations de prêts individuels à long terme, en spécifiant, toutefois, que le versement ne pourrait en avoir lieu, qu'après reconstitution du fonds du crédit maritime mutuel qui est complètement épuisé¹.

De même que dans le Morbihan et la Loire-Inférieure, les opérations de crédit à long terme, prennent dans le Finistère un développement réel, et la caisse locale de Camaret qui, de même que les caisses de Douarnenez, Audierne, Guilvinec et Concarneau avait suspendu ses opérations depuis 1913, a recommencé à fonctionner dans

1. Voir plus bas rapport de M. Charles Leboucq.

le courant de 1922, à la suite des nombreuses demandes de prêts à long terme dont elle avait été saisie.

Il y a tout lieu d'espérer que l'exemple de Camaret sera suivi par les autres caisses encore en sommeil, aussitôt que la caisse régionale de Quimper disposera des fonds suffisants pour pouvoir accepter les demandes qui sont à la veille de se produire.

En ce qui concerne les coopératives affiliées à la caisse régionale de Quimper, aucun changement ne s'est produit en 1922 dans leur nombre qui est toujours de 16.

2. CAISSES LOCALES.

Seule, la caisse locale de Camaret est sortie de son long sommeil.

Elle n'a cependant consenti, en 1922, qu'un seul prêt à long terme de 7.500 francs mais plusieurs demandes dont l'importance dépasse même le montant des sommes que la caisse régionale peut mettre à sa disposition, sont actuellement soit en cours d'instruction, soit à la veille même d'être réalisées.

Quant aux autres caisses locales de la région leur situation ne s'est encore guère modifiée mais une amélioration dans leur activité ne semble pas devoir tarder.

3. COOPÉRATIVES.

Coopérative « l'Armoricaïne » de Morlaix. — La situation de l'Armoricaïne au 31 décembre 1922 ne diffère pas sensiblement de celle de l'année précédente. Cependant, par suite des ravages occasionnés par les pieu-

vres, ravages qui ont obligé de nombreux pêcheurs soit à restreindre leurs achats, soit à retarder le renouvellement de leurs engins, son chiffre d'affaires n'a atteint que 71.034 francs contre 93.438 francs en 1921.

D'autre part, la balance au 31 décembre 1922 présente un excédent de passif de 74 francs qui provient uniquement de ce que les marchandises en magasin ont été évaluées à leur prix exact de revient, sans qu'il soit tenu compte, ni des modifications de valeur résultant de la variation des cours, ni des bénéfices susceptibles d'être réalisées sur les prix de revient.

Il n'y a donc pas déficit au sens propre du mot.

Coopérative de Camaret. — Les progrès réalisés par la coopérative de Camaret en 1922 sont peu appréciables. L'excédent du passif sur l'actif a pu cependant être ramené à 54.000 francs bien que le chiffre d'affaires ait été inférieur à celui de 1921.

Toutefois un effort vigoureux s'impose de la part des adhérents, effort que nous ne désespérons pas voir se produire sous peu.

Coopérative l'« Abeille » de Douarnenez. — La situation de « l'Abeille » demeure excellente et son chiffre d'affaires de 1922 qui s'est élevé à 1.740.000 francs contre 1.641.526 francs en 1921, la classe toujours au premier rang des coopératives de la région Ouest.

D'un autre côté la balance au 31 décembre de l'année dernière fait ressortir un excédent d'actif de près de 70.000 francs. Néanmoins il y a lieu de remarquer que le nombre des sociétaires de l'Abeille va diminuant progressivement, chaque année. C'est là une conséquence de l'évolution profonde enregistrée dans la technique de la

pêche dans le quartier de Douarnenez, évolution qui se traduit par un abandon progressif de la petite pêche au profit de la pêche hauturière. En 1922 l'Abeille ne compte plus que 273 adhérents dont 160 pêcheurs sardiniens et 113 pêcheurs de maquereaux alors qu'en 1921 les sardiniens étaient au nombre de 200 et les pêcheurs de maquereaux de 150.

Le jour paraît donc prochain, où l'Abeille devra, à son tour, se transformer ou tout au moins étendre ses opérations aux bateaux pratiquant la pêche hauturière.

Coopérative « La Fraternelle » de Tréboul. — La situation de la « Fraternelle » de Tréboul, déjà très bonne en 1921, est encore meilleure, quoique le chiffre d'affaires (488.981 francs) soit resté sensiblement le même qu'en 1921 (488.595 francs).

L'excédent de l'actif sur le passif était, en effet, de 22.535 francs au 31 décembre 1922, ce qui a permis de distribuer aux sociétaires une ristourne de 12 %. Par ailleurs, le nombre des adhérents est passé de 76 en 1921 à 83 en 1922.

Coopérative « l'Emancipatrice » de Tréboul. — Il y a lieu de se demander si « l'Emancipatrice » de Tréboul répond à une nécessité réelle, ou si au contraire, étant donné surtout qu'elle a le même secrétaire-trésorier que la « Fraternelle », elle n'aurait pas avantage à fusionner avec cette dernière, d'autant plus que le nombre de ses sociétaires n'est plus que de 10.

Malheureusement, paraît-il, des considérations politiques continuent à s'y opposer. La situation financière de « l'Emancipatrice » est d'ailleurs excellente, bien que son chiffre d'affaires de 91.398 francs ne soit pas en pro-

gression sur celui de l'année précédente. La balance des comptes fait ressortir, au 31 décembre 1922, un excédent d'actif de 2.888 francs ce qui a permis de distribuer aux dix sociétaires une ristourne de 8 %.

Coopérative d'Audierne. — La coopérative d'Audierne a continué à étendre ses opérations, et son chiffre d'affaires est passé de 782.582 francs en 1920 à 1.055.000 francs en 1922.

Néanmoins les résultats obtenus sont très loin d'être en rapport avec l'importance des opérations et, au 31 décembre 1922 l'excédent du passif sur l'actif dépassait encore 20.000 francs, ce qui semble assez inexplicable. D'après les renseignements qui nous ont été fournis cette situation anormale aurait été engendrée par des fuites favorisées par les absences du président, patron-pêcheur très actif, par suite très souvent en mer, et aussi par les changements trop fréquents de secrétaire-trésorier.

Coopérative de l'Ile-Tudy. — La situation de la coopérative de l'Ile Tudy, tombée en déconfiture depuis 13 ans, ne s'améliore pas malgré les interventions fréquentes de l'administration locale près des débiteurs qui opposent une véritable force d'inertie à tous les arguments et ne font aucun effort pour se libérer.

La balance faisait ressortir, au 31 décembre 1922 un excédent de passif de 3.256 francs, excédent qui a été sensiblement dépassé au cours de 1923, et le sera encore certainement, cette année, un certain nombre des créances figurant à l'actif, étant au moins douteuses.

Coopérative de l'île Tudy-Loctudy. — La balance des comptes de la coopérative de l'île Tudy-Loctudy,

au 31 décembre 1922 fait encore ressortir un excédent de passif de 16.779 francs.

Le chiffre d'affaires est cependant passé de 158.991 fr. en 1921 à 190.497 francs en 1922 mais l'effort des coopérateurs n'est pas suffisant et le conseil d'administration n'a pas majoré ses prix de vente dans une proportion suffisante.

Coopérative de Lesconil. — La situation de la coopérative de Lesconil est, depuis plusieurs années, excellente, bien que son chiffre d'affaires de 146.052 francs en 1922 ait été inférieur à celui de 1921 (160.341 fr.). L'excédent de l'actif sur le passif était au 31 décembre 1922 de 17.542 francs, c'est à-dire en augmentation de près de 7.000 francs sur l'excédent au 31 décembre 1921.

Coopérative de Kérity-Penmarch. — Le chiffre d'affaires de la coopérative de Kérity-Penmarch s'est élevé en 1922 à 115.477 francs alors qu'il n'avait pas dépassé 80.000 francs en 1921. Cependant la balance au 31 décembre 1922 fait ressortir un excédent de passif de 1.762 fr.

Coopérative de St-Guenolé-Penmarch. — La petite ville de St-Guenolé-Penmarch dispose de deux coopératives. L'ancienne se relève difficilement et lentement, trop lentement même. Son chiffre d'affaires de 1922 n'est en effet que de 5.686 francs et la balance au 31 décembre 1922 fait ressortir un excédent d'actif insignifiant de 197 francs.

La nouvelle coopérative de St-Guenolé-Penmarch, en revanche, s'est améliorée. L'excédent de l'actif sur le passif s'élevait, en effet, en 1923 à 1.417 francs et le chiffre d'affaires avait atteint 196.610 francs.

Coopérative de Guilvinec-Lesconil. — Remarquablement bien administrée, et quoique son chiffre d'affaires de 404.875 francs ait été en sensible diminution sur celui de 1921 (475.000 francs), la coopérative de Guilvinec-Lesconil a pu ramener l'excédent de son passif sur son actif de 50.000 francs au 31 décembre 1921 à 37.000 au 31 décembre 1922.

Il n'est pas douteux dans ces conditions, qu'à la suite de mesures énergiques prises par le Conseil d'administration, la balance ne soit promptement rétablie entre l'actif et le passif.

Coopérative de Concarneau. — Grâce aux efforts simultanés d'un président consciencieux, d'un personnel maritime probe et énergique, la situation de la coopérative de Concarneau est redevenue excellente, et la lourde perte de 120.000 francs par laquelle s'étaient traduites pour elle les opérations de rogues de 1920, n'est plus qu'un mauvais souvenir.

La balance des comptes fait ressortir au 31 décembre 1922 un excédent d'actif de 6.123 francs alors que l'excédent du passif de l'année précédente était de 37.286 fr.

La clôture prématurée de la pêche de la sardine qui s'est terminée en 1921 brusquement un mois plus tôt que de coutume a eu nécessairement une répercussion sur le chiffre d'affaires de 1922 qui présente, de ce fait, une sensible diminution (200.000 francs environ) sur celui de 1921.

Coopérative de Doélan. — La coopérative de Doélan n'a pas tenu les promesses de ses débuts. Ses membres se désintéressent presque entièrement de son fonctionnement et, la plupart d'entre eux ne s'approvisionnent

au magasin de leur coopérative que lorsqu'ils y voient un intérêt immédiat.

Aussi le chiffre d'affaires de 1922 est-il en diminution de 60.000 francs sur celui de 1921. Néanmoins la situation financière s'est quelque peu améliorée bien que la balance des comptes fasse encore ressortir en 1923 un excédent de passif de 39.373 francs. Il faut en effet considérer que le montant des parts des souscripteurs (31.775 fr.) viendrait en déduction des sommes dues à la caisse régionale, dans le cas de dissolution de la société.

Coopérative de Lannion. — Le fonctionnement de la coopérative de Lannion a été moins satisfaisant en 1922 que les années précédentes. Cela tient à ce que la pêche de la sardine a été très mauvaise et, en outre, un certain nombre d'articles en approvisionnement (toiles, fils de chanvre, manilles, etc.) ayant subi une baisse sensible sur les prix d'achats, la coopérative s'est vue, pour les écouler, dans l'obligation de les céder à perte à ses adhérents.

Il en est résulté que, d'une part, le chiffre d'affaires n'a été que de 40.763 francs contre 50.884 francs en 1921, et que, d'autre part, la balance fait ressortir un excédent de passif de 1089 francs. •

Toutefois, la situation ne doit pas être considérée comme réellement mauvaise et il y a tout lieu de supposer qu'elle s'améliorera au cours de 1924.

En outre des caisses locales et des coopératives affiliées aux caisses régionales d'Auray et de Quimper, il existait encore l'an dernier dans les Côtes du Nord à Saint-Quay Portaieux (quartier d'inscription maritime de Binic) une caisse locale indépendante. Cette caisse créée le

30 avril 1911, et qui n'avait fait aucune opération depuis 1914 a été dissoute suivant une décision mise en Assemblée générale des sociétaires, le 10 décembre 1922.

Le crédit maritime mutuel ne fonctionne donc plus dans la région Ouest que dans les trois départements de la Loire-Inférieure, du Morbihan et du Finistère ainsi que dans un seul quartier des Côtes-du-Nord : à Lannion.

Quel enseignement pouvons-nous tirer de cet exposé ?

Il est bien certain que si le crédit à long terme n'a pas regu le plein développement qu'il eût dû recevoir, puisque ce sont toujours les prêts aux coopératives qui demeurent l'objet principal des opérations des caisses régionales de la région Ouest, il n'en reste pas moins que de bons et réels résultats ont été obtenus en maints endroits, tant par l'essor nouveau des caisses locales d'Auray et de Port-Louis et la création des caisses de Basse-Indre et de Pornic, que par le réveil de la caisse de Camaret.

Ce n'est pas à dire, toutefois, que l'organisation du crédit maritime et les ressources dont il dispose lui permettent de rendre tous les services qu'il serait permis et désirable d'en attendre et que nous espérons voir réaliser dans l'avenir.

CHAPITRE DEUXIEME

Avenir du crédit maritime mutuel. Nécessité d'une nouvelle réorganisation.

Pour étendre son action et la rendre plus efficace, le crédit maritime mutuel nécessite d'une part une vulgarisation scientifique plus complète, d'autre part des ressources suffisantes pour faire face à tous ses besoins :

On peut se féliciter de voir que des méthodes de plus en plus rationnelles et scientifiques pénètrent peu à peu dans les milieux agricoles. Non seulement les agriculteurs savent s'approprier et utiliser les instruments de travail les plus perfectionnés, mais ils veulent avoir des semences de choix comme des reproducteurs d'élite. C'est ainsi qu'ils ont aujourd'hui constitué des associations pour la sélection, la production et le contrôle des semences. Ils s'inquiètent de la manière d'utiliser au mieux engrais et fourrages; bref la routine ne leur suffit plus.

Nous aimerions à constater cette même harmonie entre l'industrie et la petite pêche. En raison même de sa transformation industrielle, la pêche doit de plus en plus recourir à la science. A l'étranger les recherches scientifiques sont considérées comme une partie importante des attributions du service des pêches. Il devrait en être de même en France. Ces recherches embrassent d'ailleurs

un champ très vaste et touchent à presque toutes les questions tant techniques qu'économiques de l'industrie de la pêche.

La question des appâts est aussi intéressante pour le pêcheur que celle des semences pour l'agriculteur, depuis ces dernières années notamment où la spéculation s'est emparée de la « rogue de Bergen » ce qui a nécessité la recherche d'appâts pouvant la remplacer.

Il en est de même de leur outillage qui ne répond plus aux besoins modernes. Nos pêcheurs bretons — qui pratiquent surtout la pêche à la sardine — disposent de barques à voiles, très maniables, mais c'est encore insuffisant car, par calme plat, ils se trouvent dans l'obligation de ramer pendant plusieurs heures pour rejoindre le port. C'est là une perte de temps préjudiciable à la vente de leurs produits, car la sardine est peut-être le poisson le plus délicat qui existe. Il est avarié en quelques heures. On conçoit donc quel serait l'intérêt de barques pourvues de moteurs. L'emploi du moteur, tout en augmentant la rapidité des opérations, permettrait d'aller beaucoup plus au large c'est-à-dire de pêcher le poisson là où il se trouve. En juillet 1914 un mouvement important se dessinait chez les pêcheurs en faveur de l'emploi du moteur à pétrole pour lequel un concours avait été institué à l'exposition des pêches de Boulogne mais la guerre est venue brusquement interrompre ce mouvement. Il reprendra et s'accroîtra à l'avenir car c'est l'intérêt des pêcheurs; il semble bien, d'ailleurs, que ces derniers l'aient compris car l'un d'eux, au congrès de Lorient, en décembre 1913, s'exprimait ainsi : « Camarades, l'industrialisation de la pêche se fera contre nous ou avec nous. Eh bien ! il vaut mieux que nous la fassions nous-mêmes ».

Le crédit maritime peut encore trouver son extension, pour l'avenir, dans le développement d'une industrie encore toute récente et fort peu connue en France : *La piscifaculture marine*. En comparant le crédit maritime au crédit agricole, nous avons déjà eu l'occasion de montrer qu'on élève le poisson comme on élève le bétail. Il est certain que l'idée de la fabrication des animaux marins comestibles et en particulier des espèces de poissons vivants sur le littoral océanographique est une conception de date récente. Elle s'est présentée pourtant assez vite à l'esprit du naturaliste qui a pu, en vivant au milieu des gens de mer, se rendre compte exactement de l'importance économique de la diminution croissante du poisson pêché. Si donc l'espèce diminuait sans cesse, on aurait la ressource d'installer des Etablissements d'élevage en tous points semblables aux établissements ostréicoles et où l'on procéderait à toute une série d'opérations : fabrication de l'alevin à l'aide d'œufs capturés ou piscifaculture; — Elevage de l'alevin et sa transformation en larve ou pisciculture proprement dite — Transformation de l'état larvaire en objet marchand, c'est-à-dire l'élevage du petit poisson.

La piscifaculture marine a pris une très grande extension aux Etats-Unis où l'on pratique surtout la Gadifaculture, c'est-à-dire l'élevage de la morue. Les centres principaux de cette nouvelle industrie sont : Gloucester et Wood's Holl aux Etats-Unis, Dildo à Terre-Neuve, Bay-Wiew au Canada, Floedevig en Norvège, Dunbar en Ecosse. En France la piscifaculture n'a pris qu'une extension des plus médiocres. La raison est que les tentatives de piscifaculture, faites jusqu'ici, ont porté sur des espèces comestibles qui présentent peu d'intérêts pour les pêcheurs français. Chez

nous, en effet, c'est vers la production de la sole, du turbot, barbue, etc., qu'il faudrait diriger les efforts. Or les conditions biologiques de ces animaux restent encore fort mal connues. De plus on ne peut construire des piscifactoreries au hasard. Il faut que les eaux soient très pures, très denses, abritées contre les vents régnants, etc. Mais si ces efforts aboutissaient, nul doute que cette nouvelle industrie apporterait au crédit maritime une grande extension.

Tous ces besoins, le crédit maritime pourrait les satisfaire, si l'on savait, en haut lieu, lui accorder les faveurs nécessaires. Or il convient de constater que les ressources du crédit maritime sont complètement insuffisantes et c'est ce qui explique que la Loi du 4 décembre 1913 n'a pas apporté tous les résultats qu'on en attendait.

L'élément principal qui servait à la constitution du fonds du crédit maritime et qui consistait dans un prélèvement sur les retenues affecté aux institutions utiles aux gens de mer par la loi du 7 avril 1902 modifiée par celle du 19 avril 1906 sur la marine marchande, n'existe plus, les dispositions de cet article 7 ayant été abrogées par l'article 11 de la loi de finances du 31 décembre 1918.

Le fonds du crédit maritime ne peut donc plus être alimenté actuellement que par des subventions sur les retenues effectuées sur le produit des jeux dans les cercles et casinos, et par des prélèvements sur les avances prévues par l'article 3 de la Loi du 29 décembre 1911 modifiée par celle du 20 décembre 1918 portant renouvellement du privilège de la banque de la France. Or, comme ces prélèvements, dont le maximum ne doit pas dépasser deux millions, ne peuvent être effectués que si la partie disponible du fonds du crédit maritime n'excède pas

500.000 francs (ce qui n'est jamais le cas¹), il en résulte que les retenues sur les produits des jeux sont donc l'unique source légale d'alimentation du fonds du crédit maritime. Est-il besoin d'ajouter qu'elle est insuffisante?

Si donc l'on veut assurer le développement du crédit maritime il est de toute nécessité de le faire bénéficier dans la plus large mesure possible des avantages réservés aux œuvres de crédit par la loi du 20 décembre 1918.

Monsieur Bronkhorst, directeur de l'Inscription maritime à Quimper et inspecteur du crédit maritime mutuel de la région Ouest, qui a bien voulu nous fournir tous les renseignements nécessaires concernant les résultats obtenus par la loi du 4 décembre 1913 et les réformes qu'elle nécessite s'exprime ainsi dans un rapport très documenté qu'il présenta au Congrès de Boulogne en 1922 «... Sans aucun sentiment d'envie, de jalousie, je ne puis m'empêcher de constater combien différente et plus favorable est la situation du crédit agricole.

« En effet, aux termes de l'article 26 de la loi du 5 août 1920 sur le « crédit mutuel et la coopération agricoles » une avance de 40 millions de francs, ainsi que la redevance annuelle à verser au Trésor par la Banque de France, en vertu de la convention du 26 août 1917 approuvée par la loi du 20 décembre 1918, sont à la disposition du gouvernement pour être remises à titre d'avances aux caisses régionales de crédit agricole.

« Le crédit maritime ne demande pas 40 millions. Tout en reconnaissant la similitude des deux institutions, il n'ignore pas la disproportion qui existe entre ses besoins

1. Au 31 mars 1922, le solde créditeur du fonds de crédit maritime mutuel était de 1.261.632 fr, 70,

et ceux du crédit agricole. Il voudrait, simplement, ne pas être oublié ».

L'article 13 de la loi du 4 décembre 1913, réorganisant le crédit maritime mutuel doit donc être modifié dans le sens le plus large. Les prélèvements à effectuer sur les avances prévues à l'article 3 de la loi du 29 décembre 1911 (modifiée le 20 décembre 1918) ne doivent pas être subordonnés à la *situation du solde créditeur* du fonds du crédit maritime, mais aux *besoins* auxquels il y a lieu de faire face. Dans ces conditions ce n'est pas à *deux* mais à *dix* millions que devrait être porté leur maximum.

En outre la pénurie de ressources dont dispose actuellement le crédit maritime ne lui permet pas de consacrer des avances suffisantes aux caisses régionales. Nous avons pu constater¹ que ces avances sont actuellement du quintuple du chiffre de leur capital versé, pour les prêts à court terme; elles peuvent atteindre sept fois ce chiffre pour les prêts à long terme individuels et sont abaissées au triple du capital pour les prêts à long terme aux coopératives. Ces proportions entre le montant du capital versé et celui des avances sont, d'une manière générale, jugées insuffisantes, et il semble que, sans distinguer entre les prêts à court terme et ceux à long terme, il conviendrait de consentir aux caisses régionales des avances égales à dix fois le montant de leur capital versé. Si cette proportion était admise, la caisse régionale du Finistère et celle du Morbihan pourraient prétendre dès maintenant à des avances respectives de 2.163.750 francs et de 1.617.750 francs, ce qui leur permettrait de développer leurs opérations à long terme, tout

1. Voir Partie III, chapitre III.

en continuant à assurer le fonctionnement des coopératives. A cet égard, d'ailleurs, il semble que le crédit maritime aurait tout avantage à suivre l'exemple du crédit agricole et à subdiviser ses prêts en 3 catégories. Le prêt à court terme ¹ conviendrait aux opérations ordinaires des coopératives.

Le prêt à moyen terme ² s'appliquerait surtout à l'achat ou à la reconstruction du matériel de pêche.

Le prêt à long terme ³ devrait avoir pour objet soit la construction de bateaux d'un tonnage supérieur à 10 tonnes soit l'acquisition d'immeubles, soit l'exécution de travaux d'une importance particulière sur le domaine maritime (construction de réservoirs à crustacés ou de viviers pour la pisciculture marine). A ce dernier point de vue, les maxima prévus par l'article 15 de la loi du 4 décembre 1913 ⁴ pour les prêts à long terme sont absolument insuffisants. Il serait nécessaire de les tripler et même de les quadrupler tant par suite de la diminution de la valeur d'achat de l'argent qu'en raison de l'extension du champ d'action du crédit maritime. Telles sont les principales réformes qui, de l'avis des populations maritimes comme de celui des inspecteurs régionaux du crédit mutuel, devraient être, en premier lieu, apportées à l'organisation du crédit maritime.

Ajoutons que Monsieur l'Inspecteur Bronkhorst envisage une autre question qui ne présente pas, semble-t-il, une moins grande importance car elle se rattache au fonc-

1. Durée maxima : un an.

2. Sa durée ne devrait pas excéder : cinq ans.

3. La durée pourrait être portée à quinze ans.

4. 40.000 francs s'il s'agit de prêts en vue de l'industrie de la pêche et 5.000 francs s'il s'agit de prêts dont l'objet est l'exploitation du Domaine maritime.

tionnement même de l'organisme : « ... Le crédit maritime, il faut bien en convenir, constitue un rouage isolé dans l'important service du deuxième bureau de la Direction des pêches maritimes au sous-secrétariat d'Etat de la marine marchande; les inspecteurs, chefs de quartiers ou directeurs de l'Inscription maritime, absorbés par leurs occupations ordinaires de service ne peuvent lui consacrer qu'une partie de leur activité. Enfin, et c'est là le point capital, non seulement le crédit maritime ne dispose pas des capitaux indispensables à ses opérations, mais encore la somme inscrite au budget pour ses frais d'administration et de contrôle (10.000 francs pour l'exercice 1922, en diminution de 5.000 francs sur le crédit alloué au titre de l'exercice 1921) ne permet ni contrôle approfondi, ni surtout cette propagande, qui, aux termes de l'article 41 du décret du 12 avril 1914 réglant les détails d'application, de la loi du 4 décembre 1913 réorganisant le crédit maritime mutuel, devrait constituer une des principales attributions des Inspecteurs régionaux.

« Sur ce crédit de 10.000 francs, doivent être, en effet, imputées les indemnités annuelles de 600 francs des quatre inspecteurs régionaux, leurs frais de déplacement, ceux des administrateurs et des agents de l'Inscription maritime chargés des vérifications périodiques des caisses locales et des coopératives; les indemnités de route et de séjour des membres de la Commission supérieure de contrôle et de surveillance laquelle (ce qui, heureusement, par la dotation du crédit maritime, ne s'est jamais produit), devrait se réunir une fois par trimestre au sous-secrétariat d'Etat; les frais de communications télégraphiques et téléphoniques... Que peut-il rester dans ces

« conditions pour les frais de tournées de propagande ? Rien ou presque rien, nécessairement. Comment s'étonner, dès lors, si le crédit maritime ne semble pas vouloir sortir des départements dans lesquels il est né et s'il est ignoré encore d'une grande partie des populations maritimes ? »

L'attribution à l'institution du crédit maritime d'une autonomie administrative et financière, présenterait, en effet, un réel intérêt et nous constatons avec Monsieur l'administrateur Bronkhorst que la situation du crédit agricole est, à ce point de vue, toute différente. Ce dernier jouit intégralement de l'autonomie administrative et financière.

La loi du 5 août 1920 a, en effet, créé un office national du crédit agricole, ayant pour objet de coordonner l'action des institutions de crédit agricole, de faciliter leurs opérations, et de développer parmi leurs populations rurales, la pratique du crédit mutuel et de la coopération agricoles.

Il est administré, sous le contrôle d'une commission plénière, par un conseil d'administration, choisi parmi les membres de cette commission, et la direction en est confiée à un directeur général remplissant les fonctions d'ordonnateur.

Un agent comptable est chargé des opérations de trésorerie. Le directeur général a des pouvoirs très étendus et, tant par lui-même que par ses agents, il surveille et contrôle le fonctionnement des diverses institutions ayant reçu des avances.

Il semble bien que cette organisation serait susceptible d'être appliquée, du moins dans son principe, au crédit maritime et, comme le fait remarquer Monsieur Bron-

khurst. « Le sous-secrétariat d'Etat de la marine marchande pourrait s'inspirer utilement des dispositions de la loi du 5 août 1920 sur le crédit agricole dans le projet à l'étude sur les modifications à apporter à la loi du 4 décembre 1913 sur le crédit maritime. Dans tous les cas le *statu quo* ne peut se prolonger et si certaines difficultés peuvent paraître s'opposer à son autonomie financière immédiate, il importe, tout au moins, que le crédit maritime soit doté dès maintenant de l'autonomie administrative qui lui donnera l'unité de méthode qui lui fait parfois défaut et disciplinera les efforts et les bonnes volontés qui s'emploient souvent aujourd'hui, un peu au hasard ».

Conclusion. — En terminant cet exposé sur l'avenir du crédit maritime, nous pouvons résumer les diverses réformes à accomplir, réformes qui furent déjà proposées par Monsieur le directeur de l'Inscription maritime Bronkhurst au congrès de Marseille en 1922 :

1^o Pousser, par une vulgarisation scientifique et technique, l'industrialisation de la petite pêche.

2^o Participation du crédit maritime dans une plus large mesure aux avantages réservés aux œuvres de crédit par la loi du 20 décembre 1918 relative au renouvellement du privilège de la Banque de France en portant de deux à dix millions le maximum des prélèvements sur les avances prévues à l'article 3 de la dite loi, avec faculté de les affecter aux prêts à long terme comme aux prêts à court terme ou à moyen terme.

3^o Attribution aux caisses régionales sur le fonds du crédit maritime d'avances égales à dix fois le montant de leur capital versé sans distinguer si ces avances doivent s'appliquer à des prêts à court ou à long terme.

4° Division des prêts en trois catégories : prêts à court terme, prêts à moyen terme, prêts à long terme.

5° Simplification des garanties exigées pour les prêts à long terme notamment, avec choix pour les emprunteurs entre l'assurance en cas de décès ou l'hypothèque maritime ou terrestre.

6° Admission sans minimum de tonnage de tous les bateaux de pêche au bénéfice de l'hypothèque maritime.

7° Augmentation du maximum des prêts à long terme prévu par l'article 15 de la loi du 4 décembre 1913.

8° Enfin autonomie administrative du crédit maritime et création d'un office national sur les bases de celui institué en matière agricole.

Convenablement et promptement réalisées, ces réformes seraient susceptibles de faire disparaître toutes les incertitudes qui pèsent si lourdement encore sur l'avenir du crédit maritime mutuel. Remarquons, toutefois, qu'au cours de l'année dernière de gros efforts ont été faits et que de réels progrès ont été réalisés depuis le congrès de Marseille.

D'une part, en effet, les Congrès se sont multipliés sans cesse, en vue d'un résultat unique : Pousser à la consommation du poisson; améliorer, par ce fait même, le sort du marin-pêcheur; fournir au consommateur, dans les meilleures conditions possibles, un aliment excellent, sain, agréable et économique. C'est ainsi que la vieille société d'enseignement professionnel et technique des pêches maritimes, a convié, l'année dernière, ses fidèles à Boulogne. On a signalé maintes fois le succès du congrès de Marseille mais que dire de celui de Boulogne qui vit doubler le nombre de ses adhérents et dont les travaux suivis par les représentants de toutes les professions s'intéressant

de près ou de loin à l'industrie de la pêche, portèrent tout spécialement sur les modifications à apporter à l'outillage des petits pêcheurs. Les travaux présidés par M. Maurice Ajam, député de la Sarthe, ancien sous-secrétaire d'Etat, aidé dans sa tâche par son dévoué secrétaire-général M. Pérad, furent des plus intéressants et des plus instructifs. Nous citerons tout particulièrement le rapport de M. l'administrateur de l'inscription maritime Lorin de Reure sur les engins de pêche perfectionnés, et celui de M. l'administrateur Guérin sur l'enseignement professionnel maritime.

D'un autre côté, M. le sénateur Rio, sous-secrétaire d'Etat à la marine marchande, qui porte un intérêt tout particulier au crédit maritime a pu obtenir, le 25 novembre dernier, une subvention de 434.000 francs sur le 15 % des jeux, alors que la précédente et d'ailleurs unique subvention de cette espèce remontait au 22 décembre 1909.

Par ailleurs, il a, nous l'avons déjà vu, élaboré un projet de loi prévoyant l'attribution au fonds du crédit maritime d'une subvention de deux millions sur le reliquat disponible des redevances versées par la Banque de France, en exécution de la convention du 26 juillet 1918 approuvée par la loi du 20 décembre 1918, projet qui a été déposé sous le n° 6068, sur le bureau de la Chambre par les ministres des Finances et des Travaux publics. Il est ainsi conçu :

« *Article unique.* — Sur le reliquat, disponible au 31 décembre, du produit de la redevance supplémentaire de la Banque de France instituée par l'article 4 de la convention du 26 octobre 1917 ainsi que de la part des bénéfices de cet établissement, revenant éventuellement à l'E-

tat, en vertu de la convention additionnelle du 26 juillet 1918, le gouvernement est autorisé à prélever une somme de deux millions de francs qui sera affectée au fonds du crédit maritime mutuel constitué en application de l'article 13 de la loi du 4 décembre 1913 ».

Enfin M. Rio a fait discuter et approuver par la commission supérieure du crédit maritime mutuel, dans sa séance du 17 juillet 1923, un projet de loi portant modification d'un certain nombre de dispositions de la loi du 4 décembre 1913, en autres celle concernant les conditions d'hypothèque des bateaux de pêche.

Tous ces efforts, souhaitons-le, ne demeureront pas vains, et sauront apporter au crédit maritime mutuel tout le développement qu'il mérite car c'est là une institution démocratique au premier chef et dont l'action sociale peut être des plus profondes.

Vu :
Le Doyen,
L. DUGUIT.

Vu, bon à imprimer
Le Président,
G. PIROU.

Vu et permis d'imprimer :
Bordeaux, le 19 mars 1924
Le Recteur de l'Académie,
F. DUMAS

ANNEXE I

Modèle de Feuille de Présence et de Souscription

CAISSE LOCALE DE DOUARNENEZ

Numéros d'ordre	DESIGNATION des Souscripteurs présents	Nombre et Valeur des parts souscrites	Sommes versées	Signatures
1	Bernard (Henri), marin-pêcheur, membre de la coopérative des pêcheurs sardi- niers de Douarnenez, souscrit au nom de cette société.	8 parts de 20 f (160 francs)	100	H. Bernard
2	Bonizec (Arsène), marin-pêcheur, mem- bre du syndicat des pêcheurs de Tré- boul, souscrit en son nom personnel.	1 part de 25 fr. (25 francs)	7	Bonizec
3	Croissant (H. M.), marin-pêcheur, mem- bre du syndicat des pêcheurs de Douar- nenez, souscrit en son nom personnel.	2 parts de 20 fr. (40 francs)	10	Croissant
4	Cariou (Louis), marin-pêcheur, membre du syndicat des pêcheurs de Tréboul souscrit au nom de ce syndicat.	10 parts de 20 fr. (200 francs)	50	Cariou
5	Hascoet (Yves), industriel souscrit com- me membre honoraire.	4 parts de 20 fr. (80 francs)	80	Hascoet
6	Carn (René), marin-pêcheur, membre de la coopérative des pêcheurs de Tré- boul souscrit au nom de cette société	5 parts de 30 fr. (150 francs)	75	Carn
7	Poudézec (Jean), marin-pêcheur, mem- bre du syndicat des pêcheurs de Douar- nenez, souscrit en son nom personnel.	1 part de 20 fr. (20 francs)	5	Poudézec
8	Le Floch (Pierre), rentier, souscrit com- me membre honoraire,	3 parts de 20 fr. (60 francs)	40	Le F och
9	Marchadour (Henri), membre de la socié- té d'assurances des bateaux de Tré- bul, souscrit au nom de cette Société.	6 parts de 20 fr. (120 francs)	50	Marchadour
	nombre et valeur totale des parts souscrites.	40 parts valant 555 francs		
	Total des sommes versées.		417	

Le Président,

Les Assesseurs,

ANNEXE II

Caisse locale de Crédit maritime mutuel de Douarnenez

Demande de prêt individuel à long terme

Je soussigné Bertrand, René, marin-pêcheur né le 11 avril 1887, à Lorient, demande à la caisse locale de Douarnenez, pour une période de dix années un prêt de douze mille francs que j'emploierai à la construction d'un bateau de dix-huit mille francs environ.

Déclare disposer de sept mille francs sur lesquels je m'engage, si le prêt m'est accordé, à prélever la somme nécessaire à la souscription du nombre de parts de la caisse locale fixé par le règlement intérieur de la Caisse locale, le reste de mon avoir devant être employé, sous le contrôle de la caisse locale, à solder les premières dépenses nécessitées par la construction du dit bateau.

Je m'engage en outre :

1° A rembourser en dix annuités égales le montant du prêt et ses intérêts, me réservant le droit de me libérer par des versements anticipés, comme il est dit à l'article 19 du décret du 12 avril 1914.

2° A prendre une hypothèque maritime au profit de la caisse locale sur le bateau pour l'acquisition duquel je demande le prêt.

3° A assurer le dit bateau au profit de la caisse locale à une compagnie d'assurance ou à une société d'assurance mutuelle agréée par la caisse régionale.

4° A contracter au profit de la caisse locale une assurance-vie à prime unique.

Je joins à ma demande un état de situation personnelle comprenant mon état-civil et mes charges de famille, ainsi que le relevé de mes contributions délivré par le percepteur.

Signé : Bertrand.

ANNEXE III

Modèle de billet à ordre

B. P. F. 400 fr.

Port-Louis, le 15 janvier 1924.

Au quinze avril prochain, je paierai à l'ordre de la caisse locale de crédit maritime mutuel de Port-Louis, la somme de quatre cents francs, valeur reçue comptant.

Payable au siège de la caisse régionale à Auray.

Kérdaacid.

Timbre mobile de 0 fr. 65 pour 100 Doit être annulé par l'emprunteur qui met le nom du lieu de souscription le date et signe.
--

Formules d'Endos qui s'inscrivent au dos du billet

Payez à l'ordre
de la caisse régio-
nale d'Auray, la
somme de 400 fr.,
valeur en compte
à Port-Louis.

Payez à l'ordre
de la Banque de
France, la somme
de 400 fr., valeur
en compte à Auray
L'Administrateur
délégué de la caisse
régionale d'Auray.

ANNEXE IV

Caisse locale de Crédit Maritime de Douarnenez

Formule de demande de prêt à court terme

Je, soussigné Bernard, Henri, domicilié à Douarnenez, titulaire du Lioré n° 11 de la caisse locale de Douarnenez, dont je possède huit parts souscrites pour la libération desquelles j'ai versé cent francs, demande un prêt de 300 francs, qui n'est nécessaire pour compléter mon outillage de pêche.

Je m'engage à rembourser ce prêt en trois versements égaux de 100 francs aux dates suivantes : le 20 juin, le 15 juillet, le 10 août 1923.

J'offre, à titre de garantie, une hypothèque maritime sur le bateau dont je suis propriétaire.

A Douarnenez, le 21 mai 1923.

BERNARD.

ANNEXE V

Société coopérative des marins-pêcheurs sardiniens de Douarnenez

RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Article premier. — Le Conseil d'Administration fixe le prix de vente des divers articles par la coopérative pour l'usage des sociétaires.

Article II. — Le prix de vente d'un article en bon état de conservation ne doit jamais être inférieur au prix de revient augmenté de 10 %, sauf dans les cas de baisse subite et tout à fait anormale des cours des mêmes articles sur le marché local.

Dans ces cas, le conseil d'Administration peut abaisser le prix de vente des dits articles jusqu'au cours du commerce local; mais sans descendre au-dessous du prix d'achat.

Article III. — Le maximum du crédit à consentir à un sociétaire par la coopérative est de 250 francs.

Article IV. — Le délai de paiement des appâts par un sociétaire est de 6 mois. A partir du septième mois la Société lui compte un intérêt de 5 % l'an. Le remboursement devient exigible à partir du dix-huitième mois par voie judiciaire, après une mise en demeure de quinze jours, restée sans effet.

Article V. — Le délai de paiement des engins est de 9 mois. A partir du dixième mois la Société compte au sociétaire un intérêt de 5 % l'an. Le remboursement devient exigible à partir du dix-huitième mois par voie judiciaire, après une mise en demeure de quinze jours, restée sans effet.

Article VI. — Tout paiement fait au comptant à la coopérative; bénéficie d'une remise de 3 %. Tout paiement fait dans les trente jours bénéficie d'une remise de 2 % et tout paiement fait dans les quatre-vingt-dix jours bénéficie d'une remise de 1 %.

Article VII. — Avant de conclure un marché d'appâts ou d'engins de pêche supérieur à 2000 francs, le conseil d'admi-

nistration prend l'avis de tous les sociétaires qui, sur convocation, voudront assister à la réunion du dit conseil, celui-ci restant maître de prendre ensuite toute décision qu'il jugera utile dans l'intérêt de la Société.

Article VIII. — Les sommes payées par les sociétaires sont, par les soins du conseil d'administration, déposées sans délai : partie au fonds de réserve, partie à la caisse d'épargne et le reste en compte courant à la caisse régionale ou à la Banque de France.

Article IX. — En fin d'exercice, le conseil d'administration prélève, sur les bénéfices nets de l'année, un tant pour cent pour constituer le fonds de réserve légal et augmenter le capital social. Le reste des bénéfices nets est réparti entre les sociétaires sous forme de ristourne au prorata du montant de leurs opérations avec la Société.

Article X. — Tout sociétaire débiteur d'une somme quelconque depuis au moins douze mois n'a droit à aucune ristourne. Tout sociétaire débiteur d'une somme quelconque depuis moins d'un an peut bénéficier de la ristourne, le montant de celle-ci est, dans ce cas, déduit de la dette du sociétaire et versé à la caisse de la Société à titre de remboursement.

ANNEXE VI

STATUTS

d'une Caisse régionale de Crédit maritime

Fondation. — Constitution

Article premier.

Entre les caisses locales de crédit maritime, les syndicats professionnels maritimes, les sociétés coopératives maritimes les sociétés d'assurance mutuelle contre les risques du matériel de pêche, les prud'homies de pêche, les membres de ces sociétés et les personnes qui, bien que n'appartenant à aucune des catégories visées à l'article 2 de la loi du 4 décembre 1913, désirent prêter à la société en qualité de membres honoraires un appui moral et financier, qui ont adhéré ou qui adhèrent aux présents statuts, il est fondé une caisse régionale de crédit maritime mutuel. Cette société est régie par la loi du 4 décembre 1913 dont les détails d'application ont été réglés par le décret du 12 avril 1914.

Article II.

Nul ne peut faire partie de la Société, s'il ne réside dans la circonscription territoriale de cette caisse.

Article III.

La Société ne peut être constituée qu'après versement du quart du capital souscrit.

Article IV.

Avant toute opération, les statuts avec la liste complète des administrateurs ou directeurs et des sociétaires, indiquant

leur nom, profession, domicile et le montant de chaque souscription doivent être déposés en double exemplaire, au greffe de la justice de paix du canton où la Caisse régionale a son siège principal.

Article V.

La Caisse régionale doit adresser en triple expédition dans le mois de sa constitution à l'administrateur de l'Inscription maritime du quartier où son siège est établi :

- 1° Les statuts.
- 2° La liste complète des administrateurs ou directeurs.
- 3° La liste des sociétaires et des membres honoraires indiquant leurs nom, profession et domicile, le montant de chaque souscription et du capital versé en espèces par chacun d'eux. Cette liste indiquera également le syndicat professionnel maritime, la coopérative maritime, la société d'assurance mutuelle ou la prud'homie auxquels chaque sociétaire est affilié.
- 4° Une copie des délibérations de l'Assemblée générale constitutive.
- 5° Une copie du récépissé du greffe de la justice de paix établissant que les conditions de publicité prescrites par la loi ont été observées.
- 6° La liste des caisses locales et des coopératives affiliées indiquant la date de création, le capital, le nombre des membres de chacune d'elles et le ou les groupements professionnels dont ils font partie.

Capital social

Article VI.

Le capital social pourra être constitué à l'aide de souscriptions des membres de la société.

Ces souscriptions formeront des parts qui pourront être de valeur inégale; elles seront nominatives et ne seront transmissibles que par voie de cession et avec l'agrément de la société.

Le versement du quart du capital est le minimum exigé.

Article VII.

Le capital social peut être augmenté par délibération de l'assemblée générale, au moyen soit de l'adjonction de nombreux membres, soit de la souscription de nouvelles parts, faite par les sociétaires.

Le capital peut être diminué par la reprise des apports des personnes qui demandent à sortir de la société, mais sans qu'il soit ainsi susceptible d'être réduit au-dessous du montant du capital de fondation, ni au-dessous de celui qui a servi de base à l'allocation des avances.

Article VIII.

L'intérêt des parts est fixé par l'assemblée générale, et le sera ainsi annuellement, sans qu'il puisse dépasser 4 % du capital versé.

Article IX.

Les parts sont nominatives. La propriété de ces parts est établie par une inscription sur un registre spécial et par la remise d'un certificat signé de deux administrateurs constatant le nombre de parts souscrites et portant un numéro d'ordre. La cession s'opère par une déclaration inscrite sur le certificat, signée du cédant et du cessionnaire, et visée par l'administrateur délégué. Il est fait mention de la cession des parts sur le livre des sociétaires.

Les parts ne peuvent être cédées qu'avec l'agrément du conseil d'administration et à la condition que le cessionnaire soit au nombre des personnes visées aux articles 1 et 2.

Sociétaires

Article X.

Tout sociétaire est engagé jusqu'à concurrence du montant nominal de la part ou des parts souscrites par lui.

Les nouveaux sociétaires doivent être admis par le conseil d'administration (voir art. 28).

Article XI.

Chaque associé peut se retirer de la société et se faire rembourser du montant de la valeur de ses parts, pourvu qu'à

raison de ce départ, le capital de la société ne se trouve pas réduit au-dessous du taux fixé par l'art. 7.

Si plusieurs demandes de remboursement présentées le même jour tendaient à réduire le capital au-dessous de la quotité prévue au paragraphe précédent, un tirage au sort déterminerait les parts à rembourser.

Article XII.

Peut être exclu provisoirement de la Société par le conseil, tout sociétaire :

1° Dont les parts ne seront pas libérées trois mois après la mise en demeure de versement qui lui aura été faite par lettre recommandée avec accusé de réception;

2° Qui aura été déclaré en faillite ou en liquidation judiciaire;

3° Qui aura été l'objet d'une condamnation entachant l'honorabilité.

La radiation ne sera définitive qu'après l'exclusion prononcée par l'assemblée générale, à la majorité fixée pour la modification des statuts.

Les sociétaires exclus ont droit au remboursement de la valeur de leurs parts.

Article XIII.

Les sociétaires qui se retirent ou qui sont exclus restent tenus envers les associés et envers les tiers de toutes les obligations contractées par la Société, antérieurement à leur départ ou à leur exclusion, dans les conditions déterminées par l'article 10.

Le remboursement des parts des sociétaires qui se retirent ou qui sont exclus ne peut être effectué qu'après la réunion de la plus prochaine assemblée générale, appelée à approuver les comptes de l'exercice écoulé. Le remboursement a lieu au taux fixé par la dite assemblée, conformément à l'article 38.

Article XIV.

En cas de décès d'un sociétaire, chacune des parts dont il était propriétaire doit être attribuée ou cédée à l'une des personnes désignées à l'article 1^{er}, agréée par le conseil d'administration.

Opérations

Article XV.

La caisse régionale a pour but :

1° D'escompter les effets souscrits par les membres des caisses locales et endossés par ces caisses :

2° De mettre à la disposition des caisses locales les sommes nécessaires aux prêts individuels à long terme.

3° De mettre à la disposition des sociétés coopératives maritimes affiliées les sommes nécessaires au fonctionnement de ces sociétés dans les conditions fixées par les articles 17, 18 et 19 de la loi du 4 décembre 1913.

4° De recevoir de ses sociétaires des dépôts de fonds en compte courant.

Administration et Contrôle

Article XVI.

La caisse régionale est administrée par un conseil d'administration composé, par un tiers au maximum de membres honoraires, et sans que la présidence puisse être accordée à l'un de ces derniers.

Le conseil nomme, chaque année, son président, son ou ses vice-présidents, son ou ses secrétaires.

Il nomme, en outre, un directeur ou un directeur-comptable, qui peut être une personne étrangère à la société et qui exerce ses fonctions sous le contrôle et la responsabilité du conseil d'administration.

Article XVII.

La caisse régionale, dans son assemblée générale annuelle, désigne une commission de surveillance composée de trois membres, dont un membre honoraire au plus, pour surveiller le fonctionnement de la Société et dresser un rapport, de fin d'année, sur la situation morale et financière de la caisse.

Article XVIII.

Toutes les fonctions, excepté celles de directeur et de comptable, sont gratuites.

Article XIX.

Les administrateurs sont personnellement responsables, en cas de violation des statuts ou des dispositions de la loi du 4 décembre 1913, du préjudice résultant de cette violation. En outre, en cas de fausse déclaration relative aux statuts ou aux noms et qualités des administrateurs, des directeurs ou des sociétaires, ils peuvent être poursuivis et punis d'une amende de 16 à 500 francs.

Article XX.

Le conseil se réunit toutes les fois que les circonstances l'exigent et au moins une fois par trimestre.

Les délibérations du conseil sont consignées sur un registre signé par le président et le secrétaire.

Les décisions du conseil sont prises à la majorité des membres présents; en cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante. Le conseil délibère valablement lorsque le nombre des administrateurs présents est égal au moins à la moitié du nombre des membres du conseil.

Article XXI.

En cas de démission ou de décès d'un administrateur il peut être provisoirement remplacé par le conseil jusqu'à la plus prochaine assemblée générale qui doit ratifier son choix. L'administrateur ainsi nommé achève le temps de celui qu'il a remplacé. Il est rééligible.

Article XXII.

En cas de perte de la moitié du capital, versé les administrateurs sont tenus de provoquer la réunion de l'assemblée générale de tous les sociétaires.

Article XXIII.

Le conseil a la charge de placer les fonds disponibles en rentes sur l'Etat, bons du trésor ou autres valeurs créées ou garanties par l'Etat, en actions de la Banque de France, en obligations des départements, des communes du Crédit fon-

cier de France, des Compagnies françaises de chemin de fer qui ont un minimum d'intérêts garanti par l'Etat.

Ces fonds peuvent être également versés (en dépôt) dans les caisses d'Épargne à la Banque de France ou dans toute caisse régionale de crédit maritime ayant obtenu des avances de l'Etat. Le conseil fixe le taux de l'escompte et le taux de l'intérêt et, s'il y a lieu, le montant des sommes nécessaires à la constitution du fonds de roulement des caisses locales.

Le conseil d'administration peut déléguer ses pouvoirs à un comité d'escompte qui statue sur les demandes de prêts, sollicite des avances de l'Etat et effectue les remboursements correspondant à ces avances.

Il peut, en outre, autoriser l'un des membres de ce comité d'escompte à donner tous ordres pour achat ou vente de valeurs de Bourse admises par la Banque de France en garantie de ses avances, escompter les effets des caisses locales, négocier tout ou partie des valeurs en portefeuille, opérer à la Banque et à la caisse d'épargne des dépôts et retraits de fonds.

Article XXIV.

Toute modification dans les statuts, ainsi que dans la liste des administrateurs ou directeurs, des sociétaires, des membres honoraires et des caisses locales et coopératives affiliées, est notifiée dans le délai d'un mois, en triple expédition, à l'administrateur de l'Inscription maritime.

Le procès-verbal de chaque assemblée générale sera adressé à l'administrateur de l'inscription maritime dans les mêmes conditions.

Article XXV.

La comptabilité doit être tenue conformément aux prescriptions du code de commerce et aux instructions ministérielles.

La caisse régionale doit se soumettre aux opérations de contrôle et de surveillance prévue par la loi du 4 décembre 1913 et le décret du 12 avril 1914.

Article XXVI.

Chaque année, dans la première quinzaine de février, le directeur ou administrateur de la caisse régionale dépose,

en double expédition, au greffe de la justice de paix du canton avec la liste des membres faisant partie de la caisse à cette date, le tableau sommaire des recettes et des dépenses, ainsi que des opérations effectuées dans l'année précédente.

Article XXVII.

Le conseil convoque les assemblées générales ordinaires et extraordinaires : il statue sur l'admission des sociétaires et sur les demandes d'exclusions. Le conseil peut faire encaisser toutes sommes dues à la caisse régionale à quelque titre que ce soit, en donner quittance, plaider, transiger, compromettre, concilier, nommer, révoquer tous directeurs, employés et agents, déterminer les attributions, fixer leurs traitements et généralement décider et faire exécuter tout ce qui rentre dans l'objet de la Société et que la loi ou les statuts n'attribuent pas à l'assemblée générale.

Article XXVIII.

Les extraits ou copies de l'assemblée générale ou du conseil d'administration sont signés par le président et le secrétaire.

Article XXIX.

Le conseil d'administration doit se faire délivrer, chaque année, dans le courant du premier trimestre, par toute société coopérative à qui elle a consenti un prêt à long terme ; les inventaires arrêtés au 31 décembre de l'année écoulée, le relevé des opérations effectuées ou en cours pour l'emploi des prêts consentis et la copie des procès-verbaux d'assemblée générale.

Assemblées générales.

Article XXX.

L'assemblée générale est composée de tous les sociétaires porteurs de parts. Régulièrement constituée, elle représente l'universalité des sociétaires : ses décisions sont obligatoires pour tous les sociétaires, même pour les absents.

Article XXXI

L'assemblée se réunit une fois par an sous la présidence du président du conseil d'administration. Deux assesseurs sont désignés par l'assemblée.

Les délibérations sont consignées sur un livre des procès-verbaux signés par le président et le secrétaire.

Les décisions de l'assemblée sont prises à la majorité des voix.

Article XXXII

Chaque sociétaire a droit à autant de voix qu'il a de parts, sans qu'il puisse avoir plus de quatre voix : il peut se faire représenter par un autre sociétaire porteur d'un mandat écrit.

Article XXXIII

La convocation aux assemblées générales contenant l'ordre du jour doit être envoyée aux intéressés au moins huit jours avant la réunion.

Article XXXIV

Les assemblées générales pour délibérer valablement doivent être composées d'un nombre de porteurs de parts représentant le quart au moins du capital souscrit. Si l'assemblée ne réunit pas ce nombre, une nouvelle assemblée est convoquée et délibère valablement, quelle que soit la portion du capital représenté par les porteurs de parts présents.

Article XXXV

Des assemblées générales extraordinaires délibèrent notamment sur les modifications aux statuts, sur la dissolution de la Société, sur les exclusions, sur l'augmentation du taux d'intérêt des parts. Ces assemblées ne délibèrent valablement qu'autant qu'elles sont composées d'un nombre de porteurs de parts représentant la moitié du capital souscrit.

Article XXXVI

L'assemblée générale procède à la nomination et au renouvellement du conseil d'administration tous les ans, par tiers.

Les premiers membres sortants sont désignés au sort. Tous les membres sortants sont rééligibles.

Article XXXVII

L'assemblée générale fixe annuellement, à la fin de l'exercice, la valeur à laquelle seront remboursées les parts des sociétaires qui ont demandé à se retirer ou ont été exclus depuis la réunion de la précédente assemblée générale annuelle; cette valeur ne peut pas dépasser le montant des sommes versées.

Elle statue sur les versements qu'il y a lieu d'affecter aux fonds de réserve, discute et approuve les comptes, décide l'augmentation du capital.

Elle fixe le taux d'intérêt des parts.

Inventaire. — Bénéfices. — Réserves.

Article XXXVIII

L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre. A titre transitoire, le premier exercice doit commencer à la date de la constitution de la caisse.

Il est dressé, chaque année, un inventaire au 31 décembre.

Article XXXIX

Après acquittement des frais généraux, paiement des intérêts des emprunts, des fonds déposés en comptes courants et des parts, les bénéfices doivent être d'abord affectés, jusqu'à concurrence des trois quarts au moins, à la constitution d'un fonds de réserve, jusqu'à ce que celui-ci ait atteint la moitié au moins du capital social versé.

L'excédent, par décision de l'assemblée générale, pourra être réparti entre les sociétaires au prorata des opérations faites par eux.

Dissolution. — Liquidation.

Article XL

En cas de perte de la moitié du capital versé, l'assemblée générale décide si la société doit continuer ses opérations.

Article XLI

La caisse ne peut être dissoute par la mort, la retraite, la faillite, l'interdiction, la déconfiture d'un porteur de part : elle continue de plein droit entre les autres porteurs de parts.

Article XLII

En cas de dissolution, le fonds de réserve et le reste de l'actif, après remboursement des parts, ne pourront être partagés entre les membres. Ils seront affectés, après agrément du ministre, à des sociétés similaires de crédit maritime mutuel, ou, à leur défaut, à des œuvres d'intérêt ou de bienfaisance maritime désignées par le conseil d'administration.

ANNEXE VII

Extraits des divers textes réglementaires qui ont réorganisé l'institution du crédit maritime mutuel.

Loi du 4 décembre 1913

.

Article IV

Le capital des sociétés de crédit maritime mutuel est constitué à l'aide de souscriptions réalisées par les membres actifs et honoraires des sociétés.

Ces souscriptions forment des parts qui peuvent être inégales : elles sont nominatives et ne sont transmissibles que par voie de cession et avec l'agrément de la Société.

Toutefois les parts souscrites par les membres honoraires ne peuvent dépasser le tiers du capital social.

.

Article XIII

Les caisses régionales de crédit maritime mutuel, constituées au capital minimum de 10.000 francs, peuvent recevoir de l'Etat des avances sans intérêts prélevées sur un fonds constitué de la manière suivante :

1° A l'aide des subventions renouvelables accordées sur la retenue de 15 % effectuée sur le produit des jeux dans les cercles et casinos en vertu de la loi du 15 juin 1907 ;

2° A l'aide de subventions renouvelables accordées sur les retenues affectées aux institutions utiles aux gens de mer par le paragraphe 3 de l'article 31 de la loi du 7 avril 1902, modifié par l'article 7 de la loi du 19 avril 1906 ;

3° Au cas où la portion disponible du fonds constitué au moyen des deux ressources indiquées ci-dessus reviendrait au-dessous du chiffre de 500.000 francs, à l'aide de prélèvements sur les avances prévues à l'article 3 de la loi du 29 décembre 1911.

Toutefois ces prélèvements ne dépasseront pas un maximum de 2 millions de francs, et devront être affectés spécialement au service des avances à court terme, tant aux caisses locales qu'aux sociétés coopératives.

Les avances consenties aux caisses régionales sont allouées par arrêté du Ministre de la marine, après avis d'une commission supérieure du crédit maritime mutuel comprise comme suit :

Trois sénateurs.

Cinq députés.

Un membre du conseil d'Etat.

Un membre de la Cour des Comptes.

Le gouverneur de la Banque de France ou son délégué.

Trois représentants du ministère des Finances, dont le directeur général des douanes et un inspecteur général des Finances.

Le directeur du service du Crédit agricole au Ministère de l'Agriculture.

Quatre représentants du ministère de la marine dont le directeur central de la navigation et des pêches maritimes, et l'administrateur de l'Etablissement des Invalides de la marine.

Six personnes désignées pour trois ans, par le ministre de la marine en raison de leur compétence particulière.

Quatre représentants des caisses régionales de crédit maritime désignés par le ministre de la marine, parmi les membres de ces sociétés.

Quatre membres du conseil supérieur de la navigation maritime ou du conseil supérieur des pêches maritimes.

Tous les membres de la Commission supérieure sont nommés par le ministre de la marine qui désigne, parmi eux, le président et le vice-président.

Article XIV

Le montant des avances faites aux caisses régionales pour l'escompte des effets souscrits par les membres des caisses

locales et endossés par ces caisses, ainsi que pour les prêts à faire aux sociétés coopératives, ne peut excéder le quintuple du montant de leur capital versé. Ces avances ne peuvent être faites pour une durée de plus de cinq ans.

Article XV

Le montant des avances faites aux caisses régionales en vue des prêts individuels à long terme, ne peut excéder le quintuple de leur capital versé. Toutefois, sur la demande des caisses régionales, et après avis de la commission supérieure visée à l'article 13, ces avances peuvent atteindre sept fois le montant du capital versé, à la condition que les avances consenties en vertu des dispositions de l'article 14 n'excèdent pas le triple du capital versé.

Un même bénéficiaire de prêt individuel à long terme ne peut recevoir plus de 40.000 francs s'il s'agit d'un prêt consenti en vue de l'industrie de la pêche, ou plus de 5000 francs s'il s'agit d'un prêt en vue de l'exploitation du domaine maritime, le montant du prêt consenti ne pouvant excéder dans tous les cas, les trois quarts de la valeur du gage constitué par l'emprunteur.

Ces avances ne peuvent être faites pour une durée de plus de dix ans.

.

Article XVIII

Les caisses régionales peuvent accorder aux sociétés coopératives maritimes des prêts à long terme pour les opérations générales spécifiées à l'article premier, et des prêts à court terme uniquement pour l'achat d'appâts. Le montant de ces prêts ne peut excéder :

1° Pour les prêts à long terme, le triple du capital versé de la société coopérative bénéficiaire;

2° Pour les prêts à court terme le quintuple de ce même capital.

.

Article XX

Les sociétés de crédit maritime qui consentent des prêts individuels à long terme en vue spécialement de l'industrie de

la pêche, doivent exiger, en temps utiles, des emprunteurs des garanties de remboursement constituées :

1^o Par l'inscription au profit de la caisse locale intéressée d'une hypothèque maritime.

2^o Par un contrat d'assurances maritimes stipulant qu'en cas de sinistre, le bénéfice de l'assurance sera transféré à la caisse locale intéressée jusqu'à concurrence des sommes prêtées et non encore remboursées ;

3^o Par un contrat d'assurance en cas de décès garantissant à la caisse locale le paiement des sommes restant dues à la dite caisse au moment du décès de l'assuré.

Article XXI

L'article 36 de la loi du 10 juillet 1885 est complété par un paragraphe 2 ainsi conçu :

Les navires à voiles ou à vapeur, de 5 à 20 tonneaux de jauge brute, ou les navires munis d'un autre moyen de propulsion mécanique de 3 à 20 tonneaux de jauge brute totale, sont toutefois susceptibles d'hypothèque au cours de leur construction ou pendant les trois mois suivant leur mise en service ou la transformation de leur mode de propulsion, mais exclusivement au profit, soit du constructeur pour la garantie du paiement du prix de vente soit des sociétés de crédit maritime et de l'Etat, pour la garantie du remboursement de leurs prêts et avances.

.

Article XXIII

Les sociétés de crédit maritime qui consentent des prêts individuels à long terme, en vue des opérations visées à l'article premier, et autres que l'industrie de la pêche proprement dite, doivent exiger en temps voulu, des emprunteurs, des garanties de remboursement constituées :

1^o Par un warrant au profit de la caisse locale jusqu'à concurrence de la somme due.

2^o Par un contrat d'assurances maritimes.

3^o Par un contrat d'assurance en cas de décès.

En outre, des garanties peuvent être constituées par tous autres gages que peut offrir l'emprunteur ou par les cautions solidaires qu'il présentera,

Décret du 12 Avril 1914

règlementant les détails d'application de la loi
du 4 décembre 1913.

Opérations des caisses régionales, des caisses locales, et des sociétés coopératives

.

Article XIX

Tous les versements anticipés, effectués à titre de remboursement par le bénéficiaire d'un prêt individuel à long terme s'imputent sur les dernières annuités à échoir, et donnent lieu à un escompte de 1 % par an consenti parla caisse régionale au profit de l'emprunteur. Cet escompte est calculé d'après le temps qui s'écoulera entre la date du versement anticipé et l'échéance de l'annuité sur laquelle s'imputera le versement.

Article XX

La contribution à exiger des emprunteurs à long terme, dans le cas prévu par l'article 23 de la loi du 4 décembre 1913 est fixée à 1 % l'an du montant du prêt consenti. Cette contribution est versée en même temps que l'intérêt du prêt à la caisse locale, et remise sans délai par celle-ci à la caisse des invalides de la marine.

.

Article XXXIII

Le taux de l'intérêt applicable aux opérations effectuées par les caisses régionales avec les caisses locales ne peut dépasser :

Pour un prêt individuel à long terme 3 %.

Les caisses locales ne peuvent exiger pour les prêts consentis par elles un intérêt supérieur de 1 % à celui qu'elles payent à la caisse régionale.

Le taux de l'intérêt applicable aux prêts consentis par les caisses régionales aux sociétés coopératives ne peut dépasser 3 %.

.

TITRE VI

Dispositions spéciales aux assurances contractées à la caisse nationale d'assurances en cas de décès.

Article XLIV .

Lorsque le titulaire d'un prêt individuel à long terme s'adressera à la caisse nationale pour y contracter une assurance en cas de décès, par application des articles 20 et 23 de la loi du 4 décembre 1913, il fera parvenir au Directeur général de la caisse des dépôts et consignations, par l'entremise de la société de crédit maritime qui a consenti le prêt, une proposition d'assurance en vue de garantir le remboursement des annuités restant à échoir au moment de son décès.

.

Article XLVI

Après réception de la proposition, le Directeur général de la caisse des dépôts et consignations adresse au souscripteur l'autorisation de se présenter chez le médecin qui devra procéder à l'examen médical. Avis de cette autorisation est donné en même temps au médecin qui est informé également que ses honoraires lui seront acquittés par la caisse des dépôts et consignations.

.

Article XLIX

Après réception du rapport médical, le Directeur général décide s'il y a lieu d'accepter l'assurance ou de la refuser. Dans le premier cas il transmet au comptable désigné dans la proposition d'assurance la police en double exemplaire; il invite en même temps le proposant ou son mandataire spécial

à se présenter chez ce comptable pour y signer les polices et y effectuer le versement de la prime unique d'assurance. Dans le second cas, il informe le proposant de son refus qui ne doit jamais être motivé.

.

Article LIV

Toute réticence, toute fausse déclaration de la part de l'assuré, soit dans sa proposition d'assurance, soit dans les réponses faites au médecin visiteur, et qui serait de nature à atténuer l'importance du risque, ou à tromper sur l'identité de l'assuré, entraînent l'annulation de l'assurance sous préjudice des poursuites qui pourraient être exercées conformément aux lois pénales.

Article LV

En cas de résiliation du contrat de prêt ou de libération anticipée totale des sommes dues par l'assuré à une société de crédit maritime, la police peut être résiliée à la suite de la production de pièces justificatives, et il est remboursé une somme égale à la valeur de la réserve mathématique du contrat calculée d'après le tarif en vigueur au début de l'assurance. Dans aucun cas le montant du remboursement ne peut excéder celui de la prime versée.

Article LVI

En cas de décès de l'assuré, les sommes garanties par le contrat d'assurance sont payées à la société bénéficiaire sur la production du double de la police, de l'acte de décès de l'assuré et d'un certificat de médecin constatant le genre de maladie ou d'accident auquel l'assuré a succombé.

Article LVII

Si le décès de l'assuré résulte de suicide, de duel, ou de condamnation judiciaire, l'assurance demeure sans effet, et la prime versée, augmentée des intérêts simples au taux du tarif, est remboursée à la société bénéficiaire dans les conditions

indiquées à l'article précédent, sans toutefois que le montant du remboursement puisse excéder la somme restant garantie au moment du décès.

Article LVIII

Les sommes dues par la caisse nationale d'assurance sont payables à Paris, à la caisse des dépôts et consignations; dans les départements chez les trésoriers-payeurs généraux et les receveurs particuliers des finances : en Algérie chez le trésorier général, les payeurs principaux et les payeurs particuliers.

Article LIX

Les actes de cession ou de transport ou tous autres actes ayant pour objet de mettre opposition au paiement des sommes assurées doivent être signifiés au Directeur général de la caisse des dépôts et consignations à Paris.

Article LX

Les registres matricules et les comptes individuels des assurés sont tenus à la Direction générale de la caisse des dépôts et consignations qui conserve le double des polices d'assurance et les pièces produites à l'appui soit des propositions soit des polices.

Décret modifiant le décret du 12 avril 1914, relatif à l'application de la loi du 4 décembre 1913, réorganisant le Crédit maritime mutuel.

(22 Janvier 1915)

Article premier

Les dispositions des articles 4 paragraphe 6; 24 paragraphe 8 et 28 du décret du 12 avril 1914 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Article IV

6° ...Que les sociétaires s'engagent conjointement ou solidairement au remboursement des dettes contractées par la société, tant envers les caisses de crédit qu'envers les tiers.

Article XXIV

8° ...Les garanties offertes pour le remboursement, savoir : hypothèque, warrant, responsabilité conjointe ou solidaire des membres de la coopérative conformément aux articles 30 et 31 ci-après.

Article XXVIII

Outre l'engagement prévu à l'article 4 praragraphe 6 et avant tout versement, la caisse régionale pourra exiger à son profit des hypothèques terrestres ou maritimes sur les biens déjà possédés par la société coopérative ou sur les biens pour l'acquisition, la construction, la transformation, etc. desquels les prêts sont consentis.

Article II

Le ministre de la Marine et le ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal Officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des Lois*.

**Décret modifiant le décret du 3 avril 1910
en ce qui concerne la gestion du fonds du crédit
maritime mutuel
(21 Février 1915)**

Article unique

Le taux de l'allocation prévue par l'article 3 du décret du 3 avril 1910 au profit des trésoriers des Invalides de la marine est réduit de 0 f. 25 % à 0 f. 05 %.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Nécessité d'un crédit maritime mutuel	5

PREMIÈRE PARTIE

Historique et Développement du Crédit maritime mutuel

Chapitre premier. — <i>Genèse de l'Institution du crédit maritime</i>	
Institution d'une « caisse nationale des prêts »	12
Chapitre deuxième. — <i>Le crédit maritime mutuel sous la législation de 1906-1909-1910</i>	
A) Institution de sociétés locales. Loi du 23 avril 1906	16
B) Institution de caisses régionales. Loi du 18 juin 1909	21
C) Avances de l'Etat aux caisses régionales. Loi du 25 mars 1910	24
D) Etude critique de la Législation de 1906-1909-1910	26

DEUXIÈME PARTIE

Caractères généraux de l'Institution actuelle.

Ses Rapports avec le Crédit agricole.

A) Le crédit maritime et la notion de crédit	37
B) Le crédit maritime et le principe de mutualité	38
C) Le crédit maritime et les autres modes de crédit; ses rapports avec le crédit agricole	46

TROISIÈME PARTIE

Organisation et fonctionnement du crédit maritime mutuel

Chapitre premier. — <i>Objet du crédit maritime mutuel; ses bénéficiaires</i>	
56	
Chapitre deuxième. — <i>Organisation du crédit maritime mutuel</i>	
58	
A) Dispositions générales aux caisses locales et aux caisses régionales	58
B) Dispositions spéciales applicables aux caisses locales	64
C) Dispositions spéciales applicables aux caisses régionales	67

	Pages
Chapitre troisième. — Fonctionnement du crédit maritime mutuel	70
A) Moyens d'actions des caisses de crédit maritime	70
1. Caisses locales	70
2. Caisses régionales	72
B) Opérations effectuées par les caisses de crédit maritime	77
1. Caisses locales et caisses régionales agissant conjointement	78
2. Caisses régionales agissant seules	89
C) Comptabilité des caisses de crédit maritime	93
D) Contrôle et surveillance des sociétés de crédit	94
Annexe. — Fonds du crédit maritime mutuel	100

QUATRIÈME PARTIE

Résultats du crédit maritime sur le littoral Breton. — Son avenir. — Conclusion.

Chapitre premier. — Résultats obtenus; statistiques	105
A) Organismes du Morbihan et de la Loire-Inférieure	105
B) Organismes du Finistère et des Côtes-du-Nord ...	111
Chapitre deuxième. — Avenir du crédit maritime mutuel.	
<i>Nécessité d'une nouvelle réorganisation</i>	120
A) Dans l'ordre technique et scientifique	120
B) Dans l'ordre financier	122
Conclusion	129

ANNEXES

